

AUX PHILIPPINES

La levée de la loi martiale provoquerait le retour de l'anarchie nous déclare le président Marcos

LIBRE PAGE 4

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,30 F

Algérie, 1 DA; Maroc, 1,20 dir.; Tunisie, 100 m.; Allemagne, 1 DM; Autriche, 8 sch.; Belgique, 10 fr.; Canada, 60 c. US; Danemark, 2,75 kr.; Espagne, 22 pes.; Grèce, 16 dr.; Italie, 100 L.; Japon, 120 y.; Luxembourg, 10 fr.; Norvège, 2,75 kr.; Pays-Bas, 1,20 fr.; Portugal, 1 esc.; Suède, 2 kr.; Suisse, 0,50 fr.; U.S.A., 95 cts; Venezuela, 10 s. US.

Tarif des abonnements page 11

5, RUE DES ITALIENS
75001 PARIS - CEDEX 08
C.C.P. 6291-43 Paris
TÉLEX PARIS 30 6372
Tél. : 770-91-29

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

De Beyrouth à Jérusalem

La guerre civile paraît provisoirement conjurée à Beyrouth, où s'installe une paix fragile. Mais les conséquences de cette crise que vient de traverser le Liban — la plus grave depuis son indépendance de 1943 — sont d'ores et déjà visibles au-delà des frontières, principalement en Israël.

On peut, bien sûr, considérer comme une coïncidence — tout en la regrettant — que le retour au calme dans la capitale libanaise ait été immédiatement suivi le 4 juillet d'un nouvel attentat à Jérusalem, et revendiqué par le F.P.L.P., puis d'un raid de représailles de l'armée israélienne au Sud-Liban. On peut également trouver logique que les services secrets israéliens — si l'on en croit les dernières révélations de «Time», aient profité de la confusion libanaise pour éliminer en plein Beyrouth plusieurs responsables palestiniens. Les liens étroits qui existent entre l'évolution de la crise libanaise et celle du conflit israélo-arabe n'en méritent pas moins réflexion.

Avec la «rupture du pacte national» qui maintient tant bien que mal depuis 1943 l'équilibre confessionnel et la paix au Liban, c'est d'abord le «pacte d'un monde» qui disparaît. Les Israéliens n'ont pas manqué de répéter, ces dernières semaines, qu'il serait désormais absurde d'évoquer le Liban comme un exemple de cohabitation inter-confessionnelle susceptible d'inspirer cette «paix arabe» dont «rêve» M. Yasser Arafat.

L'exaspération des antagonismes socio-confessionnels à Beyrouth place, au contraire, les Israéliens dans une position de plus en plus comparable à celle des «faucous» de Jérusalem. La presse israélienne, quasi unanime, ne témoigne-t-elle pas depuis deux mois, à l'égard des «phalangistes», d'une «sympathie» aussi révélatrice qu'embarrassante ?

Mais l'évolution du rapport des forces à l'intérieur même de la résistance palestinienne n'est pas moins dangereuse à moyen terme. Ou s'accorde aujourd'hui à Beyrouth pour juger que les derniers événements ont diminué l'autorité de M. Yasser Arafat sur les camps. Même si, depuis la fin du mois de mai, les Palestiniens ne participent plus officiellement à une confrontation devenue strictement libanaise, le rôle joué depuis le 13 avril par le Front du refus dans le déclenchement de la crise n'en a pas moins été déterminant.

En exploitant les contradictions de la société libanaise, en appuyant sur l'extrême gauche révolutionnaire pour entretenir une tension explosive à Beyrouth, le Front du refus vise indubitablement M. Arafat, dont la déposition lui paraît dangereuse sur le plan palestinien. S'il ne s'agit de ce Front, c'est le F.P.L.P., chef de l'O.L.P., qui naturellement conduit à diriger ses propres «actions» au détriment de «l'image de marque» dont il bénéficie sur le plan international.

Les pressions américaines et les concessions auxquelles paraît exposé le président égyptien Anwar El Sadate pourraient permettre d'aboutir à un accord sur l'évacuation par Israël des troupes du Sinaï. Sur ce point précis, le «réalisme» paraît même gagner du terrain dans l'opinion israélienne. Mais ce nouveau «petit pas» sur le chemin de la paix, qui laisserait entier le problème palestinien, ne manquera pas d'être interprété comme une nouvelle trahison par ceux qui, notamment à Beyrouth, croient devoir désespérer de la diplomatie. Leur influence n'est plus négligeable. Le Liban vient d'en faire l'expérience.

(Lire nos informations page 2.)

Le groupe Eit-Erap pourrait ne pas renouveler ses accords de production avec l'Algérie.

(Lire page 24.)

TANDIS QUE LE M.F.A. DÉLIBÈRE

Le parti communiste portugais mobilise ses militants pour «soutenir» le premier ministre dont la gestion suscite des critiques

Une nouvelle réunion importante de l'assemblée générale du Mouvement des forces armées devait avoir lieu, ce mardi 8 juillet, à Lisbonne, alors que des rumeurs persistantes font état, dans la capitale portugaise, de critiques de plus en plus vives contre la gestion du premier ministre, le général Vasco Gonçalves.

Il semble que les différentes tendances au sein du M.F.A. vont de nouveau s'affronter lors de cette réunion, et le parti communiste portugais, qui est considéré comme le plus ferme partisan du général Gonçalves, a décidé, depuis vendredi dernier, de mettre ses militants en état d'alerte. Le parti communiste a justifié lundi cette «mobilisation générale» de ses adhérents en affirmant dans un communiqué que «la révolution est en danger». Le communiqué ajoute : «Nous devons soutenir le général Vasco Gonçalves.»

Divers événements renforcent l'impression que le premier ministre et les communistes sont en train de perdre du terrain. M. Alvaro Cunhal, secrétaire général du P.C.P., a été convoqué par le général Otelo de Carvalho, chef du commandement opérationnel du continent (Copcon), qui lui a signifié qu'il ne «devrait y avoir ni manifestations de rue ni barricades, comme lors des précédentes crises». L'armée a été placée en état d'alerte dès jeudi. De plus, contrairement à l'habitude, aucun des membres du Conseil de la révolution ou du cabinet ne s'était déplacé pour accueillir le général Vasco Gonçalves, à son retour des îles du Cap-Vert, où il assistait aux fêtes de l'indépendance. Certes, on a pu voir ensemble, lundi soir, le général de Carvalho et le premier ministre, mais samedi après-midi, le général de Carvalho s'est longuement entretenu avec trois personnalités modérées du Conseil de la révolution, le commandant Ernesto Melo Antunes, ministre des affaires étrangères, le commandant Vitor Alves et l'amiral Vitor Crespo, qui est cité comme l'éventuel successeur du premier ministre.

L'amiral Vitor Crespo, qui regagne Lisbonne après avoir été gouverneur du Mozambique, a été couvert d'éloges vendredi dernier par l'assemblée de l'armée de terre, qui a loué «le haut esprit révolutionnaire et international avec lequel il a rempli sa mission patriotique au Mozambique».

De son côté, M. Mario Soares, secrétaire général du parti socialiste portugais, poursuit sa campagne en faveur de la réouverture du journal República. Le secrétaire général du parti socialiste a déclaré lundi, au cours d'un congrès de travailleurs socialistes de la presse, que les socialistes sont «prêts, si nécessaire, à organiser des manifestations de masses dans tout le pays et à paralyser le Portugal pour protester contre ce qui est une atteinte contre l'intelligence du peuple par le biais d'une manipulation de l'information qui est le fait de groupes minoritaires». «Il n'existe pas aujourd'hui de bataille plus importante que celle pour la liberté de la presse», a-t-il ajouté.

(Lire nos informations page 3.)

Refusant de se séparer de M. Lopez Rega

Mme Isabel Peron accepte les revendications de salaires de la C.G.T. argentine

Les chefs de l'armée souhaitent un profond remaniement du gouvernement

La présidente de la République argentine, Mme Isabel Peron, a accepté, le lundi 7 juillet, dans la soirée, de donner satisfaction aux revendications salariales de la C.G.T., mais elle a refusé de se séparer de M. José Lopez Rega, ministre du bien-être social, directeur de son secrétariat privé et son plus proche collaborateur.

L'épreuve de forces engagée lundi à Buenos-Aires entre le pouvoir exécutif et la C.G.T. argentine, débordée par la pression des bases ouvrières, pourrait donc se terminer par un compromis provisoire.

En lançant un mot d'ordre de grève générale, qui a complètement paralysé l'Argentine dans la journée de lundi, la C.G.T. s'était rangée aux côtés des travailleurs, qui réclamaient l'annulation des mesures de limitation des hausses de salaires et le limogeage de M. Lopez Rega, considéré comme le principal responsable de la crise et contesté publiquement par de nombreuses personnalités des milieux dirigeants.

Mme Isabel Peron a cédé sur le premier point, mais elle refuse le départ du ministre du bien-être social qui joue un rôle essentiel dans le gouvernement argentin depuis la mort, le 11 juillet 1974, du général Peron. Elle proposerait, en revanche, de remplacer certains de ses ministres. C'est ainsi que M. Celestino Rodrigo, ministre de l'économie, pourrait être sacrifié. M. Rodrigo est l'auteur du plan d'austérité draconien

qui a suscité une imposante vague de grèves sauvages et de manifestations ouvrières qui ont rapidement pris une tournure politique.

Les dirigeants de la C.G.T. devaient se réunir ce mardi 8 juillet pour analyser les propositions de la présidente de la République. Mme Isabel Peron avait affirmé la semaine dernière qu'elle ne renoncera pas les augmentations de salaires, atteignant jusqu'à 150 %, négociées et obtenues par les syndicats, face à une inflation dont le taux est de plus de 100 % par an actuellement. Elle avait précisé qu'aucune augmentation de plus de 50 % ne serait acceptée. Elle a, sur ce point, révisé sa position, ce qui pourrait calmer provisoirement les dirigeants syndicalistes mais ne résout en aucune façon la très grave crise économique que connaît le pays.

(Lire la suite page 5.)

Une proposition de conférence « au sommet »

La lutte contre la récession passe par une solution monétaire

estime M. Giscard d'Estaing

Dans un entretien accordé à des représentants de la chaîne Hearst, le président de la République française a proposé que se tienne à l'automne prochain, à Paris, une conférence monétaire au sommet de caractère informel, qui réunirait, outre la France, les États-Unis, la Grande-Bretagne, l'Allemagne fédérale, l'Italie, le Japon et, peut-être, d'autres grands pays industriels. «Ce que le monde appelle le «crise du capitalisme» est en fait une crise monétaire», a dit M. Valéry Giscard d'Estaing.

A Bâle, les gouverneurs de banques centrales, réunis depuis dimanche, ont discuté de la prochaine rentrée du franc dans le «serpent communautaire», et de l'éventuelle association du franc suisse.

«Ce n'est pas à nos yeux le prix du pétrole qui constitue le problème essentiel du monde occidental, mais les structures monétaires», a déclaré le président de la République aux deux journalistes américains qui l'interrogèrent. Quel que soit en effet le rôle que joue désormais le cartel des pays exportateurs de pétrole (O.P.E.P.), l'économie mondiale est encore largement organisée autour des grands pays capitalistes d'Amérique du Nord, d'Europe occidentale, et de l'Extrême-Orient (Japon). Avec l'industrialisation des échoués, même l'évolution des prix et de la production à l'intérieur des pays socialistes subit l'influence du grand marché capitaliste.

«Ce que le monde appelle la crise du capitalisme est en réalité une crise monétaire», a encore dit le président de la République française. Alors que les forces de désorganisation semblent de plus en plus l'emporter dans un monde où les gouvernements sont impuissants à arrêter la récession tout en restant aux prises avec l'inflation, il est, en effet, nécessaire d'essayer de ramener à quelques causes fondamentales l'origine de nos difficultés.

PAUL FABRA

(Lire la suite page 26.)

LA R.D.A. FACE A LA CRISE

Le ministre français du commerce extérieur, M. Norbert Segard, doit se rendre en visite officielle en République démocratique allemande (R.D.A.) du 9 au 11 juillet. Parmi les pays de l'Est, la R.D.A. est le seul avec lequel la France ait enregistré en 1974 un déficit (150 millions de francs contre 117 millions de francs en 1973). Les échanges demeurent de faible importance, gonflés seulement par des ventes françaises de wagons (300 millions de francs de commandes en 1974). Avec 1955 millions de francs, ils n'ont représenté que 0,3 % du total du commerce extérieur de la France, troisième fournisseur occidental de la R.D.A., très loin derrière l'Allemagne fédérale et après la Suède.

La conjoncture permettra-t-elle un simple développement des relations économiques et commerciales entre Paris et Berlin-Est ? Les démocraties populaires européennes sont-elles tout à fait parées pour les contre-coups de la crise de l'énergie. Déjà au début de cette année, l'inflation soviétique avait plus que doublé le prix de son pétrole, sans que soient relevés dans les mêmes proportions les prix des produits finis de ses partenaires (Le Monde du 25 février et du 13 mars).

Aujourd'hui, la R.D.A. ressent les premiers effets d'une hausse du coût de la vie, qui frappe, au-delà des articles de luxe, divers produits industriels. Pour faire face au problème de la production de l'industrie capitaliste, des États industrialisés a entamé un nouvel effort économique qui se traduit, après les usines, par divers mots d'ordre visant à rationaliser le travail et à augmenter la productivité.

L - Un immense effort de production

De notre envoyé spécial JEAN BENOIT

Berlin-Est. — Des fenêtres du gratte-ciel Stadt Berlin — un hôtel de vingt-sept étages dominé par une gigantesque tour de télévision — dernier fleuron des nouveaux quartiers de l'Alexander-

ANTIFÉMINISME ET CHRISTIANISME

L'Évangile sous le boisseau

Ce sont les hommes qui ont créé l'antiféminisme et ce n'est pas sans leur accord que les femmes pourraient accéder un jour à la juste place qui leur revient dans la société. C'est pourquoi on ne saurait regretter que ce soit une fois de plus, un homme, Jean-Marie Aubert, qui traite de cette question. Se contenter de dire que le féminisme est à la mode équivaut à dévaloriser, voire à escamoter, l'ampleur d'un sujet qui atteint à sa racine même la culture et la civilisation. Et c'est à ce niveau que se situe l'auteur. Un chrétien a des raisons supplémentaires de s'intéresser à l'antiféminisme. L'histoire de la sujétion de la femme se confond, en effet, avec celle de la religion, quelle que soit, d'autre part, la vertu libérale de l'Évangile. Cette contradiction doit être élucidée. Qui a fait preuve de mépris pour la femme, si ce n'est des hommes d'Église, des exégètes, des moralistes et des philosophes chrétiens ?

Jean-Marie Aubert, prêtre et professeur à l'université de Strasbourg, s'empare de ce thème avec vigueur et l'envisage sous tous ses aspects, sans succomber à la tentation de minimiser les responsabilités de l'Église (?). A part de rares pages, ses conclusions pourraient être reprises par des incroyants.

Pourtant, la révolution apportée par Jésus n'a-t-elle porté si peu de fruits ? C'est tout le drame du pesantier des cultures à laquelle le Christ lui-même n'a pas échappé, puisqu'il lui a bien fallu tenir compte du «mail d'indivisibilité» de son époque.

Le premier des témoins qui ont fondé la religion chrétienne est à chercher dans le domaine réel de la création de la Genèse. Incorporant des éléments de récits cosmogoniques communs aux religions orientales, l'écrivain a fourni «le plus de résistance» à tous les appels au féminisme. Créée en second lieu et à partir du mâle, la femme devait susciter être considéré comme inférieure, et o mise à l'homme. Elle n'est «à l'image de Dieu» que par proportion.

HENRI FESQUET

(Lire la suite page 8.)

AU JOUR LE JOUR ENSEMBLES

Le problème comorien est ce qu'on méconnait ou appellerait un problème d'ensembles. Le cardinal de l'ensemble comorien est-il trois sans Mayotte ou quatre avec Mayotte ? A moins que Mayotte ne puisse être considérée comme un sous-ensemble de l'ensemble comorien, comme les Comores étaient un sous-ensemble de l'ensemble des îles de l'océan Indien, lui-même sous-ensemble de l'ensemble de la souveraineté française.

À vrai dire, peu importe. Comme la savent depuis trois ans les Européens, à la recherche de l'ensemble Europe, ce qui compte ce ne sont pas les ensembles sur lesquels les identités se fondent, mais la nature des fonctions, et des relations qui les enchaînent ou les saisissent les uns aux autres.

ROBERT ESCARFIT

FRANÇOIS MITTERRAND

UN SUCCÈS CE L'HIVER

UN BEST-SELLER D'HIVER

FLAMMARION

320 pages 32 F

هنا من الأفضل

DIPLOMATIE

Le président Giscard d'Estaing reçoit le premier ministre tunisien

M. Nouira, premier ministre tunisien, a, ce mardi 8 juillet, un entretien avec le président Giscard d'Estaing, qui offre un déjeuner en son honneur. M. Nouira présidera ensuite, avec M. Chirac, une réunion élargie à laquelle assisteront notamment les ministres des affaires étrangères et des finances.

L'entretien d'une heure que les deux premiers ministres ont eu lundi a porté sur la coopération franco-tunisienne et la situation en Méditerranée (projet tunisien de conférence des riverains, dialogue euro-trabe, situation au Proche-Orient, Chypre).

Tunis souhaite instituer avec Paris une « coopération tranquille »

Tunis. — « Il n'y a aucun problème entre la Tunisie et la France », déclarait récemment le président Bourguiba au cours d'une conférence de presse. Cette affirmation exprime une conviction profonde et réciproque. Seule des trois pays du Maghreb, la Tunisie a choisi officiellement le bilinguisme : le français est ici langue de travail et seconde culture. C'est un des facteurs de l'amitié qui lie les deux pays.

Cela ne veut pas dire que le passé commun des deux pays fut sans orage : certaines « séquelles » subsistent, qui forment ce que l'on appelle désormais le « contentieux ». C'est ainsi que la grande commission mixte, qui fait annuellement le point des relations économiques, financières, culturelles et commerciales (1), a débattu en janvier des comptes bloqués appartenant à d'anciens résidents français en Tunisie et de l'indemnisation des terres nationalisées en 1964 par décret présidentiel.

Le règlement de ce contentieux permettrait une coopération définitivement libérée du passé. Lors de sa visite officielle à Tunis, du 15 au 18 juin, M. Norbert Ségard, ancien ministre français du Commerce extérieur, a laissé entendre qu'une solution se dessinait concernant les comptes bloqués ; ceux-ci représentent 180 millions de francs, dont la moitié est considérée par des députés relativement modestes. Après la visite du ministre français, Tunis devait soumettre deux propositions concernant le processus de libération des comptes. Il est probable que la visite à Paris de M. Nouira permettra d'éclaircir les intentions des deux parties à ce sujet.

De notre correspondant

On ne peut pas dire que la Tunisie fasse au moins un geste. Cette question ne pèse plus en tout cas sur l'essor des relations économiques entre les deux pays. M. Nouira, qui compte beaucoup d'amis en France, et particulièrement dans les milieux financiers, affirme volontiers sa confiance dans une coopération commerciale encore plus active. La France est déjà le premier partenaire commercial de la Tunisie. Elle en est le premier fournisseur et le deuxième client en Italie. Les exportations françaises se sont élevées en 1974 à 1 650 millions de francs, en progression de 51 % par rapport à 1973, tandis que les importations ont atteint

UNE BALANCE DES PAIEMENTS EXCÉDENTAIRE AVEC PARIS

Dans les rapports économiques franco-tunisien, la balance des paiements est bénéficiaire pour Tunis, alors que la balance des échanges commerciaux penche nettement en faveur de l'Italie. Cette situation tient aux « invisibles ». La Tunisie reçoit, en effet, de plus en plus de touristes français, et leur groupe est devenu récemment le premier en nombre, alors qu'il se situait au troisième rang. D'autre part, les travailleurs tunisiens en France envoient dans leur pays d'origine une partie importante de leurs gains. En 1974, plus de 238 millions de francs ont été investis à long terme pour la recherche pétrolière. De ce fait, la balance des paiements, traditionnellement déficitaire excédentaire en 1974.

903 millions, en hausse de 70 %. L'excédent commercial enregistré en France dans l'année dernière et cette situation préoccupe M. Nouira.

Dans un autre ordre d'idées, Tunis souhaite que la France

La situation des travailleurs immigrés

En ce qui concerne l'indemnisation des terres ayant appartenu aux colons français, aucune proposition concrète ne semble avoir été faite (2). Le gouvernement français estime que la charge de cette indemnisation doit être supportée par l'Etat tunisien, la décision de récupérer ces terres ayant été prise en violation d'un accord signé en mars 1963 qui prévoyait un rachat échelonné à un taux établi en commun. Paris

Les toasts échangés lundi soir

M. CHIRAC : conclure un « véritable contrat de développement » entre la France et le Maghreb.

« Je tiens à vous donner l'assurance que le gouvernement français ne ménagera pas ses efforts pour qu'aboutisse la négociation sur le nouvel accord d'association entre la Communauté et la Tunisie », a notamment déclaré lundi soir 7 juillet M. Chirac, dans un toast prononcé à l'issue du dîner en l'honneur du premier ministre tunisien, M. Nouira. « Je suis convaincu que son contenu, dépassant le simple cadre commercial, sera un véritable contrat de développement et de coopération entre deux ensembles (l'Europe et le Maghreb) faits pour se compléter et pour emprunter de concert les voies du progrès international. »

M. Chirac a poursuivi : « Etrottes et chaleures au plan bilatéral, nos relations sont apparues dans le domaine international, une large convergence de vues sur les problèmes majeurs. Au premier chef, nous sommes en accord quant à la nécessité de remédier aux déséquilibres que l'évolution historique a créés entre les nations industrialisées et les pays en voie de développement. »

M. NOUIRA : édifier soigneusement un nouvel ordre international.

Répondant à M. Chirac, M. Nouira, a dressé un bilan « largement positif » des relations franco-tunisienne. Il a fait l'éloge de « la position européenne que la France a occupée, la première à l'Ouest, à prendre sur le conflit du Moyen-Orient », et il a exprimé « la satisfaction de la Tunisie devant l'action menée par la diplomatie française pour l'établissement d'une paix juste durable dans cette région ». Il a souligné que la Tunisie demeurait profondément convaincue que le concept « d'un ordre international plus équitable, qui correspond bien à l'esprit de notre temps, s'il était pleinement permis, permettrait d'établir un meilleur équilibre entre les nations et ouvrirait la voie à une nouvelle ère de prospérité généralisée. L'établissement d'un nouvel ordre doit se faire dans la sérénité et se poser en termes de concertation et non de confrontation. »

Le premier ministre tunisien a rendu hommage aux diverses initiatives françaises, et notamment à la convocation d'une conférence sur l'énergie et les matières premières et l'intérêt porté au dialogue euro-arabo et à la coopération euro-arabo-africaine.

Une coopération exemplaire

La coopération culturelle et technique entre la France et la Tunisie est souvent qualifiée d'exemplaire. Elle l'est particulièrement dans l'enseignement, puisque les Tunisiens ont, au cours de ces dernières années, bénéficié de la relève des assistants français. C'est déjà le cas dans le primaire, où depuis trois ans aucun coopérant français n'est plus employé. La Tunisie est même en mesure d'exporter à son tour des instituteurs et elle en fournit par exemple à la Libye. Les secteurs non techniques de l'enseignement secondaire sont également en voie de tunisification rapide. De surcroît, la coopération universitaire, scientifique et technique et l'accès est mis sur la « formation de formateurs ». Plusieurs projets pilotes ont été ainsi mis en place. C'est le cas pour l'École normale de Tunis.

La coopération technique est surtout développée dans le secteur médical. Une centaine de médecins français donnent des cours dans les facultés ou travaillent dans les hôpitaux. Les coopérateurs sont également nombreux dans l'agriculture. Ils assurent des tâches de formation dans les instituts agronomiques.

Au total, les coopérateurs français sont environ deux mille alors que dans les années précédentes, il en était encore plus. Le budget consacré à la coopération s'élève à 90 millions.

A cette action s'ajoute celle des établissements d'enseignement français, qui reçoivent un certain nombre d'éèves tunisiens dans quatorze écoles, deux C.E.S. et quatre lycées.

La communauté française en Tunisie compte plus de vingt-trois mille membres. — D. J.

A la C.S.C.E.

LA FINLANDE NE PEUT PLUS ORGANISER LE « SOMMET » PANEUROPEEN LE 28 JUILLET.

Genève (A.F.P., Reuter, A.P.). — La Finlande a annoncé, lundi soir 7 juillet à Genève, qu'elle ne pouvait plus organiser, pour des raisons matérielles, le 28 juillet à Helsinki, le « sommet » qui doit clore la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (C.S.C.E.). Le 28 juillet était la dernière date possible pour que les travaux soient totalement terminés pendant le mois en cours.

La Finlande avait proposé une « date conditionnelle » pour le « sommet », par exemple fin juillet, qui ne deviendrait définitive que si toutes les questions en suspens étaient réglées avant le 28 juillet. Cette proposition a fait l'objet d'un large échange de vues au cours des réunions du comité de coordination de lundi, mais elle a été rejetée par l'Italie et les Pays-Bas et, d'une façon plus nuancée, par la Turquie, la Belgique, l'Italie et l'Espagne.

Quatre questions importantes restent en suspens : les « protocoles » de la conférence, la notification préalable des manœuvres militaires, les droits quadripartites sur l'Allemagne et la responsabilité en matière de sécurité et de paix. Sur tous ces points, des progrès auraient été enregistrés au cours du week-end, notamment sur les « protocoles » et les questions militaires. Une nouvelle réunion du comité de coordination est prévue pour ce mardi soir.

M. RABIN EN VISITE OFFICIELLE A BONN

Les rapports germano-israéliens ont perdu leur caractère « particulier »

De notre correspondant

Bonn. — M. Rabin, premier ministre israélien, était attendu, ce mardi 8 juillet, pour une visite officielle de quatre jours, en République fédérale. Des mesures de sécurité exceptionnelles ont été prises à cette occasion. C'est la première fois qu'un chef de gouvernement d'Israël séjourne en République fédérale. M. Rabin, qui sera accompagné de son épouse, va en Allemagne, rendant ainsi la visite que M. Brandt avait fait en Israël au printemps 1973. L'ancien chancelier avait invité Mme Golda Meïr à venir en Allemagne, mais la guerre d'octobre avait empêché la réalisation de ce projet.

Depuis deux ans, les relations germano-israéliennes se sont à la fois normalisées et détériorées. Normalisées parce que, comme l'avait souhaité M. Brandt, elles se sont améliorées et qu'un « esprit de confiance » a été instauré. Mais le rappel d'un passé douloureux, les Allemands de l'Ouest peuvent maintenant se permettre de critiquer, lorsqu'ils le jugent bon, la politique israélienne. Cette franchise a eu pour conséquence des refroidissements passagers dans les rapports entre Bonn et Jérusalem. Les Israéliens pas beaucoup apprécié, par exemple, que le gouvernement fédéral allemand proteste — symboliquement — contre le transport par les Américains du matériel militaire à destination d'Israël, à partir de la République fédérale. M. Rabin n'avait pas non plus été très satisfait que la République fédérale ait déclaré, en novembre, qu'elle considérait comme un tiers unilatéral des personnes arabes. Ce prétexte a été utilisé par M. Rabin l'intention de denier au chancelier Schmidt de ses distances par rapport à la déclaration.

Il paraît exclu que ce venant. Les dirigeants allemands veulent mener à Proche-Orient une politique « équilibrée » ayant pour but la déclaration novembre 1973 et sur la résolution 242 du Conseil de sécurité des Nations unies. On fait ici que de bonnes relations la capitale fédérale et les gouvernements du Proche-Orient à l'intérêt de la région, y compris des liens. D'ailleurs, Jérusalem n'est pas seulement lieu de la capitale fédérale, mais aussi de l'indépendance allemande. C'est une large part grâce à l'absence de Bonn que l'accord libre échange entre Israël et C.E.E. a pu être conclu. Il n'est pas exclu que le gouvernement fédéral allemand ait pu être conduit à la conclusion que le verment allemand est à ce que les Palestiniens n'ont le statut d'observateurs au Conseil de l'Europe. L'Allemagne n'aurait pas reconnu l'Etat d'Israël.

Des consultations discrètes ne semblent pas avoir aplani les divergences entre P.C. européens

De notre correspondant

Vienne. — Le secret le plus total continue à entourer les consultations bilatérales par lesquelles les partis communistes d'Europe tentent d'aplanir les divergences à propos de leur conférence qui doit suivre de deux mois environ le « sommet » à Helsinki sur la sécurité et la coopération en Europe.

Le dernier en date de ces contacts, et sans doute l'un des plus importants, est le voyage effectué à la fin du mois de juin à Berlin-Est, de M. Stefan Andrei, secrétaire du comité central du P.C. roumain, seul un communiqué succinct a été publié. Il indique que M. Andrei a été reçu par le secrétaire général du P.C. allemand, Erich Honecker, chef du parti est-allemand. Même la date de son retour à Bucarest n'a pas été divulguée. C'est grâce à des recoupements qu'on peut penser que le séjour à Berlin a duré quatre jours. Le parti roumain est au nombre de ceux qui auraient exprimé leur refus de signer lors de la conférence des vingt-huit partis européens un document « contraignant » susceptible de réaffirmer la suprématie soviétique sur l'Europe. Le P.C. est-allemand, en revanche, est l'auteur d'un projet de docu-

Depasser l'état de « ni guerre ni paix »

Dans les milieux proche de la chancellerie, on déclare M. Schmidt « peut d'abord », et qu'il attache une grande importance à être mis au courant des derniers développements discutés au Proche-Orient. Le gouvernement de Bonn l'impression que les ch d'aboutir à un arrangement israélo-egyptien au moins à court terme. M. Rabin, de son côté, se montre très positif sur l'attitude du chancelier Schmidt, et se dit prêt à discuter avec lui sur l'attitude du P.C. allemand. M. Rabin, de son côté, se dit prêt à discuter avec lui sur l'attitude du P.C. allemand. M. Rabin, de son côté, se dit prêt à discuter avec lui sur l'attitude du P.C. allemand.

L'AIDE FINANCIERE

L'aide financière française à la Tunisie s'est élevée en 1974 à 340 millions de francs répartis pour moitié entre des prêts du Trésor à 3 % d'intérêt et des prêts privés bancaires garantis par l'OCDE. En 1975, l'aide française, dont le montant fait chaque année l'objet d'une négociation, avait été également de 340 millions.

Une aide en céréales d'importance variable est également accordée.

A Ottawa

M. PONIATOWSKI S'ENTRETIENT AVEC M. TRUDEAU

Ottawa. — Poursuivant son voyage au Canada, M. Nouira est allé à Ottawa, le 7 juillet, où il a rencontré le ministre d'Etat s'est entretenu avec le solliciteur général, M. Warren Allan, responsable des services pénitentiaires et de la gendarmerie royale du Canada, avant d'être reçu par le gouverneur général du Canada, M. Jules Légar.

Mardi, M. Poniatowski doit s'entretenir avec plusieurs membres du gouvernement fédéral, notamment le premier ministre M. Pierre Elliott Trudeau, qui offrira un déjeuner en son honneur. Lors de ces conversations, il sera notamment question de la fourniture de matières premières canadiennes à la France, dont de l'uranium, et des rapports entre le Canada et la C.E.E. C'est en fin de journée que M. Poniatowski devra annoncer la date de la visite du président Giscard d'Estaing au Canada, dont le principe est déjà acquis.

PROCHE-ORIENT

Le seul langage que les terroristes comprennent est celui de la force

Le Liban a porté plainte au Conseil de sécurité à la suite de l'attaque israélienne de lundi 7 juillet contre les camps palestiniens de la région de Tyr. Le Liban a demandé que les représailles israéliennes contre les camps palestiniens, a déclaré lundi que les Etats-Unis regrettaient et profonds les actes de terreur au Proche-Orient. « Le cercle vicieux de la violence, a-t-il dit, ne pourra être brisé que le jour où les attaques telles que celle de vendredi dernier à Jérusalem cesseront. »

A Beyrouth, les partis progressistes libanais ont affirmé, lundi dans un communiqué, que les responsables de l'enlèvement du colonel américain Ernest Morgan « sont des éléments suspects qui essaient de créer une situation de crise ». Le mouvement national au Liban, a-t-il déclaré, « est prêt à continuer à persécuter le sang des innocents, de rendre impossible toute coexistence entre Juifs et Arabes à Jérusalem ». « Cette situation, telle qu'un conflit ouvert et sanglant entre ces deux parties deviendrait inévitable. »

L'allocution du chef du gouvernement a été suivie d'un débat au cours duquel M. Moshe Dayan a pris la parole. L'ancien ministre de la défense, qui a approuvé les vues de M. Rabin, a souligné qu'Israël ne devait pas « ignorer que le terrorisme palestinien jouissait du soutien de tous les pays arabes, y compris l'Egypte ». « Pour nous », a-t-il conclu, « la question est de savoir dans quelle mesure les initiatives des organisations terroristes palestiniennes font partie intégrante des intentions et des buts du monde arabe. »

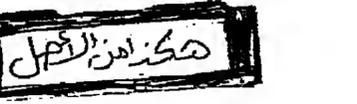
A Washington, le porte-parole du département d'Etat, commentant les actions de représailles israéliennes contre les camps palestiniens, a déclaré lundi que les Etats-Unis regrettaient et profonds les actes de terreur au Proche-Orient. « Le cercle vicieux de la violence, a-t-il dit, ne pourra être brisé que le jour où les attaques telles que celle de vendredi dernier à Jérusalem cesseront. »

A Beyrouth, les partis progressistes libanais ont affirmé, lundi dans un communiqué, que les responsables de l'enlèvement du colonel américain Ernest Morgan « sont des éléments suspects qui essaient de créer une situation de crise ». Le mouvement national au Liban, a-t-il déclaré, « est prêt à continuer à persécuter le sang des innocents, de rendre impossible toute coexistence entre Juifs et Arabes à Jérusalem ». « Cette situation, telle qu'un conflit ouvert et sanglant entre ces deux parties deviendrait inévitable. »

L'allocution du chef du gouvernement a été suivie d'un débat au cours duquel M. Moshe Dayan a pris la parole. L'ancien ministre de la défense, qui a approuvé les vues de M. Rabin, a souligné qu'Israël ne devait pas « ignorer que le terrorisme palestinien jouissait du soutien de tous les pays arabes, y compris l'Egypte ». « Pour nous », a-t-il conclu, « la question est de savoir dans quelle mesure les initiatives des organisations terroristes palestiniennes font partie intégrante des intentions et des buts du monde arabe. »

LE PROGRAMME DE LA VISITE EN EUROPE DE M. KISSINGER

M. Kissinger continuera son voyage en Europe. Il sera reçu à Paris le 12 juillet, où il se réunira avec le secrétaire d'Etat américain, M. Henry Kissinger, et le ministre des Affaires étrangères, M. Schmidt, à l'occasion de sa visite officielle en France. M. Kissinger a été annoncé à Paris le 11 juillet, à l'occasion de sa visite en France. M. Kissinger a été annoncé à Paris le 11 juillet, à l'occasion de sa visite en France.



... est pre

LA R. D.

Pillards collection neuve

SEUIL

EUROPE

Italie

Parti socialiste est prêt à s'allier aux communistes pour gérer Venise

La politique en Italie est dominée de... Venise est même en... D.C. elle-même, l'expérience...

De notre envoyé spécial

passant de 7 à 10. Mussel ne croyait pas à bien parler en vantant « Venise la rouge ». La tempête a été d'autant plus ressentie que la cité des Doges est la capitale de la Vénétie, l'une des régions les plus « blanches » d'Italie, où la démocratie chrétienne conserve, même après le 15 juin, la majorité absolue dans une ville comme Véroña et au conseil régional lui-même.

Malgré les problèmes particuliers de Venise (l'eau qui monte, mais surtout la crise historique qui dépeint, victime de la spéculation), les raisons de ce renouveau ne diffèrent guère de celles qui ont assuré la victoire communiste dans d'autres villes d'Italie : de nouvelles couches d'électeurs et une lassitude générale à l'égard du pouvoir démocrate-chrétien. Ici aussi, des commentateurs, des artistes et même de petits industriels ont voté communiste pour la première fois. Des intellectuels — nombreux à Venise — ont fait de même, encouragés sans doute par la présence sur la liste communiste de personnalités comme le compositeur Luigi Nono. De tous les candidats du P.C., c'est pourtant un septuagénaire qui a obtenu le plus grand nombre de voix, dépassant même les deux chers de la liste, ce qui est rare : le succès personnel de M. Giovanni Battista Glanquinto, qui fut maire de Venise à la libération, a été interprété comme la consécration d'une gestion municipale plus rigoureuse, plus cohérente.

vement, où ils occupent respectivement les postes de ministres de l'Industrie et du tourisme. Si les socialistes concluaient une alliance avec le P.C. Co « frontisme » est sur le point de se réaliser dans une ville prestigieuse : Venise.

Les démocrates-chrétiens, devenus opposants pour la première fois depuis vingt-quatre ans, à appuyer les travaux du maire et de ses associés. Il y a, à vrai dire, plusieurs manières d'instaurer une telle collaboration que la démocratie chrétienne ne refuse pas a priori puisqu'elle se prépare déjà à « une opposition constructive ». On évite, en tout cas, de parler de « compromis historique » ou même de « mini-compromis ». Il n'y en aura pas, « ou s'en est-on dit au P.C. comme à la D.C. et d'ailleurs il n'y en a jamais eu : en décembre dernier, les communistes ne faisaient qu'ajouter leurs voix à celles d'un centre gauche majoritaire et autonome. Quel qu'il en soit de l'axe « front ouvert », d'entente démocratique », les communistes ont déjà un programme d'action détaillé. Un jeune militant harbu nous l'a exposé avec précision (qu'il s'agit d'un exposé écrit en italien nous ne pouvons que résumer) : « Le P.C. n'est pas seulement d'ouvrir au sein des socialistes un front de coopération, mais de donner plus de poids aux conseils de quartiers en les faisant élire directement par la population, réorganiser les bureaux multiples qui ne comptent pas moins de 4 000 employés ; se préoccuper sérieusement des quartiers périphériques qui progressent à vue d'œil, n'importe comment, comme des villes de l'Est-ouest », et bien entendu, attaquer aux problèmes du centre historique, même si le P.C.I. ne s'est pas toujours montré le plus adepte en la matière. « Venise la rouge » aura-t-elle un maître communiste ? L'interrogatoire le voudrait, mais le P.C. ne l'admettra sans doute pas. Raison, il pourrait se contenter de quelques postes-clés, comme celui par exemple d'assesseur à l'urbanisme. N'est-ce pas le meilleur moyen de rassurer le futur allié démocrate-chrétien ?

ROBERT SOLE.

Portugal

Libres opinions

L'ENJEU

par PIERRE BOURGÈADE

QUELLE époque nous vivons ! Il y a quelques mois, si nous considérons la situation politique en Europe, nous n'aurions pas au-delà des Pyrénées. Consciemment ou non, nous avions tendance à estimer que l'Europe commençait, de ce côté-ci des montagnes, qu'à l'intérieur de cette vaste Europe seulement le jeu politique était ouvert, le changement possible, le socialisme possible, et que, de l'autre côté, la péninsule ibérique constituait un univers à part, entièrement fermé sur ses traditions et son histoire, voué par son ne sait quel sort aux dictatures, où les structures politiques et sociales étaient à tout jamais figées, et où, quoi qu'il puisse arriver à l'Europe, rien ne se passerait plus jamais. Il suffit de regarder une carte pour être frappé par la forme de la péninsule ibérique, ce carré accroché à l'extrême sud du continent, c'est-à-dire séparé de lui, cette sorte de champ clos, de lieu fini, le fait souvent pensé d'espace théâtral (1), où la scène que jouent les hommes ne peut être la même qu'ailleurs, où le drame historique se trouve soumis à ses propres règles. L'histoire contemporaine confirme cette impression, puisque, durant la seconde guerre mondiale, alors que l'énorme configuration bouleversait le quasi-totalité de la planète, l'Espagne, et pourtant le « répertoire général » avait eu lieu, de 1936 à 1939, restait entièrement à l'écart du conflit. Franco venait à Madrid, serrait la main d'Hitler, mais s'opposait au passage des forces allemandes vers l'Afrique, changeant peut-être, étrange paradoxe, le cours des choses. Il retirait l'Espagne du jeu politique mondial, et l'enfermait entièrement sur elle-même. Lui-même s'y installait. On sait qu'il n'en a presque jamais franchi les frontières. L'histoire a ses constantes. Franco enfermé dans son Espagne rappelle Philippe II, enfermé dans sa chambre de l'Escorial. Quant au Portugal, c'était, dans les idées reçues, une sorte de petite Espagne, non sanglante mais à peine moins close, où le capitalisme anglo-saxon jouait plus librement son jeu, mais où, une fois pour toutes, comme en Espagne, l'histoire s'était arrêtée. Il eût fallu trois jours en avril 1975 pour que le Portugal bascule du passé à l'avenir, et devienne, à lui seul, la problématique de l'Europe. Nous, les Latins, nous inclinons trop facilement à penser que, pour nous, le cours de la civilisation est passé, et que, en raison de facteurs géopolitiques particuliers, les peuples du Nord et de l'Est sont devenus les vecteurs de l'histoire. Les Italiens furent grands au quinzième siècle, l'Espagne au seizième, la France du seizième au dix-neuvième, mais depuis la révolution industrielle Anglo-Saxonne et Slaves ont pris le relais que nous portons. Or l'histoire des hommes ne peut être réduite à l'histoire de la seule puissance matérielle. Les faits montrent, au contraire, qu'en fin de compte c'est l'organisation de la société qui demeure l'essentiel, que c'est dans l'établissement d'un rapport juste de l'homme à l'homme et de l'homme à la puissance matérielle que s'inscrit le destin de l'humanité. Comme le Vietnam, le Portugal aujourd'hui nous provoque, nous parle, nous propose, in vivo, le problème du possible. Par l'expérience que vit ce petit peuple, tout peut changer. Qui sait ce qui pourra se passer dans les autres pays latins, Espagne, Italie, France, si la révolution et le socialisme triomphent ensemble à Lisbonne ? L'enjeu de ce qui se passe à Lisbonne ne concerne donc pas seulement les Portugais, mais le monde latin, l'Europe, l'humanité entière. Les soldats qui ont à la bouche l'adjectif rouge ne gardent pas seulement les portes du quotidien socialiste République, ils sont à la porte de notre avenir. Ou le passage de la dictature au socialisme se fera d'une manière telle que chaque composante du peuple portugais gardera la possibilité de s'exprimer et d'intégrer, par là, le cours même de la révolution, qui ne saurait être figée d'avance, ou les exclusives et les interdits fractionneront le mouvement révolutionnaire, éloigneront les masses les moins politisées, et permettront, peut-être, la revanche de l'ancien régime. La voie que doit suivre la révolution portugaise est extrêmement difficile à définir parce qu'il ne faut pas que les Portugais connaissent ce que le Chili a connu, l'Allemagne, arrivé au pouvoir par le jeu des institutions parlementaires, ont pu voir s'y maintenir en laissant le champ libre aux forces contre-révolutionnaires, mais celles-ci n'auraient de cesse qu'elles ne l'aient abattu et qu'elles n'aient abattu la révolution. Le M.F.A., à partir de ce tragique exemple, est donc fondé à se prémunir contre d'anciennes « bienveillances », qui crèveraient la tombe de la révolution. Mais ce qui peut se faire pour le peuple doit se faire pour le peuple. Les peuples européens regardent vers Lisbonne et espèrent que le M.F.A. saura imaginer les solutions qui permettront au peuple, à ses partis, et à l'extrême gauche révolutionnaire de s'exprimer également et de jouer chacun leur rôle dans le processus libérateur. Nous vivons une époque où il semble que l'histoire, puissamment et irrésistiblement, change de cours. Au Portugal, la révolution est en train de se faire. En Espagne, les jours de la dictature franquiste sont nécessairement comptés. En Italie, en France, les forces populaires se trouvent au début même du pouvoir. Officiers portugais, vous ignorez dans vos mains beaucoup plus que le sort du quotidien République et de votre propre révolution. (1) Comment ne pas noter que les couleurs de la République espagnole (rouge, violet, or) et celles de l'Etat franquiste (rouge et or) sont celles de l'Espagne théâtrale ?

UNE MISE AU POINT DE L'AMBASSADE

L'ambassade de Portugal à Paris a protesté le lundi 7 juillet, dans un communiqué, contre des informations parues samedi 5 juillet dans l'Express, et selon lesquelles les envois de fonds des travailleurs portugais résidant en France auraient diminué cette année par rapport à l'année passée. Les services des statistiques de la Banque de Portugal, précise l'ambassade, révèlent au contraire que les envois effectués en 1975 sont en général supérieurs à ceux correspondant à la même période de l'année 1974, soit, en millions d'écus, pour le premier trimestre : en 1974, 4 705 et, en 1975, 4 923. Quant à la période postérieure à mars 1975, poursuit le communiqué, on peut dès à présent le considérer comme positif par rapport à la même période de l'année 1974. L'ambassade de Portugal dément, en outre, que les autorités révolutionnaires, à Lisbonne, envisageraient de prendre des « mesures de représailles » à l'encontre des travailleurs portugais qui n'auraient pas leurs économies au Portugal, ou décident la réquisition de leurs immeubles et de leurs biens. Ces affirmations, déclare l'ambassade, « relèvent d'un absurde jeu que nous nous contenterons de rappeler les mesures prises le 9 avril dernier par le gouvernement de Lisbonne et rendues publiques dès le lendemain, à savoir que des actions seraient prises contre tous ceux qui n'observaient pas les dispositions légales à propos de l'occupation illégale de foyers d'habitation ou de locaux commerciaux ». Les employés de la compagnie aérienne portugaise TAP ont commencé lundi 7 juillet une grève qui aboutira à une paralysie totale de l'aéroport de Lisbonne lundi prochain si, d'ici là, les revendications du personnel ne sont pas satisfaites. L'arrêt de travail, qui a duré une heure lundi, ira chaque jour en s'accroissant pour atteindre, dimanche, une durée de sept heures jusqu'à la grève totale à partir du 14 juillet. (A.F.P.) M. Mario Soares, secrétaire général du parti socialiste portugais, a déclaré à Lisbonne que son parti était « prêt, s'il le fallait, à organiser des manifestations populaires et à paralyser tout le pays pour protester contre la manipulation de l'information à laquelle se livrent des groupes minoritaires et qui constitue une tentative contre l'intelligence, du peuple ».

LA R.D.A. FACE A LA CRISE

La R.D.A. a enregistré depuis 1965 une croissance de son revenu national de 5 % par an (4,3 % en 1974), chiffre moyen dans les démocraties populaires européennes, mais acquis sans augmentation de la population active. Malgré un léger ralentissement des affaires, la foire de Leipzig, lieu de confrontation traditionnelle entre les technocrates de l'Est et de l'Ouest, a montré récemment, avec ses neuf mille exposants venus de soixante nations — notamment, pour la première fois, du Pérou, du Pakistan et du Portugal — que l'économie de la R.D.A. conserve son dynamisme. Les pays du Comecon n'avaient pas attendu le dernier conflit pétrolier pour réviser leur politique énergétique. Ils avaient abordé cette question dès la mise en œuvre des deuxièmes plans quinquennaux coordonnés de la région est-européenne (1961-1965), ou cours desquels fut construit l'obédient A 11146 amoncelant du « haut » soviétique jusqu'en Hongrie, en R.D.A. et en Tchécoslovaquie. Au cours des troisième plans (1966-1970), l'U.R.S.S. a fourni à ses alliés 138 millions de tonnes de pétrole. Les quatrième plans quinquennaux (1971-1975) ont coïncidé avec l'adoption, lors de la vingt-cinquième session du Come-

con à Bucarest, en 1971, des programmes d'intégration économique socialiste des Etats membres, prévoyant, entre autres mesures, le doublement de capacité de production d'électricité en 1975 du gazoduc Azov-Berlin, qui relie les gisements soviétiques de Tioumen à la R.D.A. Celle-ci reçoit par ce canal, dès cette année, plus de 4 milliards de mètres cubes de gaz naturel par an. Un programme particulièrement ambitieux d'équipement nucléaire dotera Berlin-Est d'une centrale de 30 millions de kilowatts entre 1980 et 1984. Le courant électrique fourni par Moscou à ses partenaires européens augmente sans cesse de volume, passant de 14 milliards de kilowatts-heure lors du plan quinquennal 1966-1970 à 42 milliards pour la période suivante (1971-1975). Pour cette même année 1975, les exportations de pétrole russe vers les nations du Comecon dépassent les 50 millions de tonnes, le dixième environ de la production soviétique. En principe, les pays de l'Est se trouvent placés, sur le plan énergétique, dans une situation plus favorable que les pays occidentaux. Mais la hausse des prix de l'énergie sur le marché mondial en 1974 n'a pas été sans répercussions sur le Comecon. Au sein de 1975, trois mois après la célébration du vingt-cinquième anniversaire de la R.D.A., qui consacrait le triomphe du socialisme, les dirigeants de Berlin-Est pouvaient encore se féliciter de la stabilité des prix dans leur sphère économique, en regard de l'inflation galopante qui avait balayé l'Occident. Aujourd'hui, leur jugement doit être quelque peu révisé. Fin janvier, les membres du Comecon, tenant compte de l'évolution du commerce mondial, optaient à leur tour pour d'importantes augmentations tarifaires des matières premières, en même temps qu'ils déclaraient de fixer leurs prix annuellement et non plus, comme c'était le cas jusqu'alors, pour une durée de

vingt ans. Du coup, le prix du pétrole soviétique vendu aux « pays frères » augmentait, selon une récente estimation (1), de 131 %. Même si ce prix reste inférieur de moitié à ceux pratiqués par l'Occident et notamment à ceux des pétroles arabes — utilisés dans de fortes proportions par la R.D.A. en raison de leurs qualités particulières dans certaines applications industrielles — la hausse a posé des problèmes aux associés de l'U.R.S.S. Malgré l'indice officiel — qui n'a pas varié depuis 1960 — certains prix de détail ont tendance à grimper. Pour enrayer cette hausse « sauvage », l'Etat a bloqué les prix de l'alimentation de base et accordé des subventions aux entreprises afin de compenser le manque à gagner. Mais l'on s'attendait à une nouvelle montée des prix industriels et des prix de détail de l'essence et des produits de base lorsque les nouveaux accords du Comecon auraient atteint leur plein effet. C'est à présent chose faite : les hausses entrent en vigueur le 1^{er} janvier 1976. L'Union soviétique devenant, au cours des prochaines années, un important détenteur de pétrole, les transferts de la R.D.A. comme ses partenaires du Marché commun socialiste, ne pourra « recycler » ces liquidités qu'en augmentant ses exportations, en premier lieu vers Moscou. Autrement dit, pour payer ses achats de matières premières indispensables à la fabrication des biens de consommation, elle devra livrer des quantités accrues de produits finis. Cercle vicieux ? Cette évolution, sans remettre en cause le processus d'intégration de la R.D.A. au sein d'une économie socialiste en circuit protégé, entraîne un certain désarroi, en même temps qu'un immense effort de production, d'ailleurs mis en œuvre dès l'an dernier en prévision de la réduction des importations (2). Les objectifs du plan quinquennal qui s'achève ont été dépassés, assure-t-on, pour la plupart des grands secteurs. Il s'agit, en 1975, de maintenir ce « miracle économique » est-allemand, malgré la conjoncture défavorable. Les effets de cette stratégie, qui marque un retour au productivisme, sont déjà sensibles au niveau des entreprises. JEAN BENOIT.

Prochain article : STIMULANTS SOCIAUX ET IDEOLOGIQUES

Pillards et collectionneurs... ain basse sur le passé KARL MEYER 320 pages 45 F/ SEUIL

ASIE

Thaïlande

Alors que la coalition gouvernementale demeure fragile L'extrême droite relève la tête

De notre correspondant

Le premier ministre thaïlandais, M. Kukrit Pramoj, a annoncé dimanche 6 juillet, à son retour de Pékin, que le vice-premier ministre chinois, M. Teng Hsiao-ping, se rendra, probablement en novembre, à Bangkok.

Enquêtant, au cours d'une conférence de presse, l'entrevue qu'il a eue avec le président Mao Tse-toung, le premier ministre a exprimé la conviction que la Chine n'avait pas l'intention de s'ingérer dans les affaires intérieures de la Thaïlande. Selon le dirigeant chinois, les relations entre partis communistes sont indépendantes des relations entre nations. Cependant, comme l'écrivit ci-dessus notre correspondant, le renouveau des activités de l'extrême droite est actuellement le phénomène majeur de la vie politique du royaume.

Bangkok. — La jeune et fragile démocratie thaïlandaise traverse une phase difficile. Le gouvernement, coalition hétéroclite de nombreux mouvements, évite de prendre — ou de faire appliquer — des décisions pour ne pas mécontenter les intérêts politiques, mais aussi financiers, de ses partisans. Plusieurs membres du cabinet ont été impliqués dans des affaires de pots-de-vin sans que justice semble s'en suivre. Les affrontements entre les organisations de gauche (étudiants, syndicats, partie) et les groupements d'extrême-droite se multiplient. Les autorités prennent de plus en plus ouvertement le parti de ces derniers, quand elles ne les utilisent pas. Le ministre de l'Intérieur a récemment lancé un appel radiodiffusé annonçant une répression de ceux qui « menacent le paix et l'ordre ». Il visait en particulier les étudiants et les « activistes » qui effectuent un travail en profondeur auprès des paysans.

Mais le menace la plus immédiate à laquelle doit faire face le gouvernement ne vient ni des étudiants, ni des insoumis communistes. Elle est venue au sein de la coalition. Le parti de la justice sociale est mécontent de sa représentation dans le gouvernement. Son chef, M. Dewitt Klipprathum qui est ministre de l'Agriculture, demande avec insistance que lui soient attribués de nouveaux portefeuilles pour calmer l'impatience de ses amis. Fort opportunément semble-t-il, une sorte de scission vient de se produire dans cette formation. La moitié des députés du parti de la justice sociale ont décidé de former un sous-groupe; la Constitution interdit en effet aux parlementaires de quitter le mouvement sous la bannière duquel ils ont été élus, sous peine d'être déchu de leur mandat.

Une campagne de rumeurs

Si ces rumeurs mettaient à exécution leur menace de voter contre le gouvernement lors de certains débats importants, le cabinet courrait un sérieux risque d'être mis en minorité. Mais il semble qu'on s'assie surtout à une manœuvre de M. Dewitt pour faire pression sur un premier ministre réticent. En effet, les deux chefs des dissidents — qui auraient reçu chacun 100 000 bahts, soit environ 20 000 francs — sont les deux candidats proposés depuis quelques semaines par M. Dewitt pour occuper des postes vacants de vice-ministres.

Une crise politique risquerait de profiter aux militaires ou aux partisans d'un durcissement du régime plus qu'un principal mouvement d'opposition, le parti démocrate, qui en février, avait échoué dans sa tentative de former un gouvernement moins conservateur que l'actuel. Le vice-premier ministre et ministre de la défense, le général Pramam Adireksam prend régulièrement le parti de la gauche; il a d'autre part déclaré que le cabinet pourrait être comparé à un tas d'« subergines bouillies ». Il critiquait ainsi sa mollesse à l'égard des facteurs de troubles. Le chef des armées, le général Kris Sivara, qui doit prendre ses retraites en septembre, pourrait entrer alors dans le gouvernement où il occuperait une des premières places.

Vietnam du Sud

● ELECTION A SAIGON. — Selon Radio-Libération, cent cinquante-deux députés représentant dix mille personnes ont élu un comité révolutionnaire de sept membres dans le quartier ouvrier de Tran-Quang-Khai. La date de cette élection n'a pas été précisée. — (A.F.P.)

vateurs, elle grossit certains incidents, en suscite d'autres, déforme délibérément les objectifs des mouvements étudiants et du parti socialiste afin de créer dans la population une crainte des extrémismes et du « communisme ». Après l'annonce par l'Association des étudiants d'une campagne anti-américaine, qui a commencé le 4 juillet (on voit partout dans Bangkok son affiche représentant un eagle américain tenant dans ses serres un fusil et des dollars, et parcé de flechettes aux couleurs thaïlandaises), un journal a affirmé que les jeunes avaient l'intention de profiter de l'occasion pour renverser le régime et établir une dictature communiste. A la suite de quoi, le premier ministre a menacé de proclamer la loi martiale.

Les récents événements d'Indochine ont aussi utilisés pour attiser l'inquiétude des Thaïlandais et les convaincre de la nécessité de faire respecter la loi et l'ordre par une action vigile, si nécessaire, selon les termes du ministre de l'Intérieur. La presse publie chaque jour les récits — toujours invérifiables — de révoltés cambodgiens faisant état d'atrocités communistes. Et l'apparition sur la rive laotienne du Mékong d'un seul char du Pathet-Lao, en face de la ville de Nong-Khal, a récemment déclenché l'état d'alerte dans le secteur et fait la « une » des journaux.

Une organisation qui fait parler d'elle : le Nawaphon

C'est surtout dans la rue et dans les campagnes que l'on sent le mieux le nouveau régime. L'existence d'un système d'extrême droite qui s'est manifesté depuis le renversement de la dictature militaire, en octobre 1973. Les étudiants du Krating Daeng — « Buttes sauvages rouges » — ont déjà été utilisés pour tenter de briser des grèves (le Monde du 11 juin). Leurs liens avec la police anticommuniste ne sont un secret pour personne. Alors que certains responsables accusent les étudiants de cacher des armes et d'être distribués aux paysans, ce sont les Krating Daeng qui brandissent des fusils et jettent des bombes sans crainte d'être arrêtés. Et une autre organisation, le Nawaphon, qui regroupe neuf mouvements de droite, fait de plus en plus parler d'elle.

La campagne entreprise depuis octobre 1973 par les étudiants, avec des résultats plus ou moins bons, selon les régions, pour éduquer politiquement les paysans, se heurte désormais à l'opposition des autorités et des extrémistes de droite. Un fonctionnaire nous a déclaré récemment dans le nord-est du pays : « Je suis personnellement favorable aux étudiants, mais leur action gêne les bureaucrates ». Dans la province de Sisaket, les forces de l'ordre ont chargé un groupe para-militaire de droite de faire évacuer des paysans d'une zone qu'ils avaient détruite et d'expulser les étudiants qui les conseillaient. Au même moment, des journaux accusent le service des forces de débiter lui-même certains secteurs qu'il est censé protéger.

Jusqu'à présent, le gouvernement a évité de se laisser entraîner dans l'engrenage de l'autoritarisme. Mais, le coalition au pouvoir, après avoir donné un coup de barre à gauche et en reconnaissant Pékin, pourrait chercher à rétablir son unité aux dépens de cette même gauche.

PATRICE DE BEER.

Laos

VERS UN REMPLACEMENT DE LA « VIEILLE GARDE » DU PATHET-LAO ?

M. Phoumi Vongvichit, vice-premier ministre et ministre des affaires étrangères du gouvernement provisoire, a quitté Vientiane lundi 7 juillet à destination de Hanoi, puis de Pékin, pour y suivre un traitement médical. Un autre dirigeant du Pathet-Lao, le prince Souk Vongsak, ministre de l'Information, doit se rendre dans la capitale chinoise en raison d'une maladie dont on ignore la nature. Enfin, le ministre de l'Économie, M. Sath Petrasat, lui aussi pathet-lao, va prendre des vacances dans le nord-est du pays. Un quadripartite ministériel, M. Souvannasouvanly, personnalité « neutraliste » à qui avait été confié le portefeuille de la Justice, a été autorisé à quitter une semaine en raison de l'état de santé de sa femme. Il s'est rendu à Bangkok.

Le chef du gouvernement, le prince Souvanna Phouma, a renoncé à plusieurs reprises au cours des derniers jours. Le président du comité central du Pathet-Lao, le prince Souphanouvong, pour préparer avec lui le remplacement des trois ministres autorisés à se mettre en congé pour raison de santé. Le prince Souvanna Phouma a précisé que si M. Khanking Souvannasouvanly, le quatrième ministre à quitter Vientiane, ne rentre pas à la date prévue, il sera considéré comme démissionnaire. — (A.F.P., Reuters.)

Les annonces ces mises en congé, le chef du gouvernement a demandé à la presse d'abstenir de toute spéculation. Il est pourtant difficile de ne pas s'interroger sur la possible signification politique du départ de personnalités aussi influentes. Citant un diplomate occidental en poste à Vientiane, l'agence Associated Press écrit qu'a commencé dans la capitale le remplacement de la « vieille garde ». Des « médias » seraient chargés au profit d'éléments « durs ». Cependant M. Vongvichit a démenti lundi les rumeurs selon lesquelles le prince Souphanouvong et lui-même seraient prêts à la cession du Pathet-Lao.

Le roi Sisavang Vathana et la reine de Laos feront en septembre une visite officielle de deux semaines en France.

Inde

LA LIGUE INTERNATIONALE DES DROITS DE L'HOMME DÉNONCE L'ACTION DE MME GANDHI

La Ligue internationale des droits de l'homme accuse Mme Gandhi de violer la charte des Nations unies et la Déclaration des droits de l'homme. Dans une lettre, lundi 7 juillet, à l'ambassadeur de l'Inde à l'ONU, la Ligue écrit : « Aucune considération de sécurité intérieure ne nous permet justifier le sacrifice de libertés conquises à un si grand prix ».

● A NEW-DEHLY, les autorités ont annoncé lundi l'arrestation de cinq députés de l'Assemblée du Cachemire, membres du groupe parlementaire Jamaat-I-Islami. L'Inde et le mouvement avait été interdit le 4 juillet.

● A KATMANDOU, le quotidien de langue anglaise Morning Star écrit que deux hommes politiques indiens se sont réfugiés à Katmandou. Il s'agit de K. P. Thakur, responsable du Parti populaire indien, créé en août 1974, et de M. Mahabir Prasad Singh, ancien ministre de l'Éducation de l'État de Bihar. — (Reuters, U.P.I.)

Philippines

En raison de la crise économique et de la rébellion du Sud La levée de la loi martiale provoquerait le retour de l'anarchie nous déclare le président Marcos

De notre envoyé spécial

Le président Marcos a réaffirmé, lundi 7 juillet, devant les députés à un séminaire sur les marchés financiers d'Asie du Sud-Est, la volonté de son gouvernement de s'assurer le contrôle des bases américaines installées en territoire philippin. Actuellement, les États-Unis ont un droit de regard extensif sur ces installations, notamment sur la base aérienne de Clark et la base navale de Subic Bay. Manille est certes attachée au maintien de la présence militaire américaine, mais souhaite mettre fin au statut d'extra-territorialité dont bénéficient les Américains.

Dans une interview au « Monde », M. Marcos indique son intention de négocier à nouveau les accords militaires américains-philippins et affirme que la levée de la loi martiale provoquera une réaction de l'anarchie dans l'archipel.

Manille. — On s'attend à voir un homme inquiet. Les cours du sucre, principale exportation du pays, ne sont-ils pas en train de s'effondrer ? Les bidonvilles de Tondo — un quartier de Manille — ne continuent-ils pas de se peupler de squatters ? La gentillesse des musulmans dans le sud des Philippines n'est-elle pas toujours vivace ?

Mais, de même qu'il a fallu chercher les bidonvilles derrière un mur de planches peintes pour que les touristes ne voient pas la misère, le président Ferdinand Marcos masque la réalité économique et sociale de son pays. Et puis, n'a-t-il pas été reçu, il y a un mois, en grand dirigeant asiatique par le peuple chinois et par le président Mao Tse-toung lui-même ? N'est-il pas en train de se démarquer, en apparence, des États-Unis ?

Entouré de technocrates sortis plus souvent des meilleures universités américaines, le tout-puissant président des Philippines ne songe pas une seconde à remettre en cause le modèle de développement imposé par le futur américain. Comme si le libre entreprise pouvait permettre de réduire des inégalités sociales particulièrement criantes dans ce pays, où règnent encore en maîtres hommes d'affaires liés à l'étranger et propriétaires fonciers.

Dans le palais de Malacanang, où il reçoit en bungalow — chemise brodée traditionnelle — le président Marcos est tout charme dehors. Et il en a. Mais est-il convaincant ?

● La chute de Saigon et de Phnom-Penh a-t-elle eu une incidence sur votre politique étrangère ?

— La chute de Saigon n'a eu aucun cas affecté notre politique étrangère, mais elle a rendu plus urgent le besoin de réexaminer nos accords de sécurité avec les États-Unis. C'est pourquoi nous négocions actuellement nos trois accords militaires; l'accord sur les bases, le pacte de défense mutuelle.

elle et le pacte d'assistance militaire. La politique étrangère des Philippines a depuis longtemps été réorientée de manière à ce que nous ayons davantage de contacts avec les pays socialistes. C'est pourquoi nous venons d'établir des relations diplomatiques avec la République populaire de Chine. Ce n'est pas le résultat de la chute de Saigon, mais d'une politique définie let il y a quelques années, et que nous avons suivie pas à pas jusqu'à sa conclusion logique : la normalisation des relations avec le plus grand pays d'Asie.

● Pensez-vous que la loi martiale soit encore nécessaire ?

— Quand j'ai proclamé la loi martiale, j'ai fait pour atteindre deux objectifs. D'abord pour démanteler la rébellion des groupes gauchistes et droitistes, aussi bien que celle du mouvement sécessionniste du Sud et les syndicats du crime qui s'étaient liés à la subversion pour ériger un régime de violence dans le pays. Ensuite, pour extirper les racines de la rébellion et particulièrement les griefs de notre peuple contre l'ancienne société injuste et inique ; principalement, la tenure féodale et le système agraire.

Nous sommes actuellement engagés dans cette seconde lutte. J'ai décidé une réforme agraire dans l'ensemble du pays. Nous avons donné aux travailleurs une part plus grande des profits de l'industrie. En résumé, nous avons établi les bases d'un système social plus égalitaire. Mais il y a eu la crise économique qui a menacé notre sécurité et l'accroissement du soutien extérieur au mouvement sécessionniste du Sud. Ce sont les deux problèmes que nous avons à résoudre par la loi martiale et, jusqu'à ce que nous les ayons résolus, je ne crois pas notre peuple prêt à accepter la suppression. Et nous la supprimons, la crise économique provoquerait le retour à l'anarchie dans l'ensemble du pays; ce qui pourrait signifier une séparation de Mindanao, Basilan, Sulu et Balawan, en raison du soutien étranger aux sécessionnistes. J'espère cependant être à même d'accélérer la levée de la loi martiale dès que nous aurons trouvé une solution au problème posé par le rébellion du Sud, que les combats auront cessé et qu'il y aura un signe de retour à la normale dans le domaine économique.

● Vous venez d'accroître le budget de l'armée. Pensez-vous à une solution militaire du problème du Sud ?

— Comme je l'ai toujours répété, il n'y a pas de solution militaire au problème de Mindanao. C'est la raison pour laquelle j'ai armé les rebelles capturés. J'ai permis à la population musulmane d'organiser ses propres gouvernements locaux et de se charger de ses propres affaires. Nous venons d'autoriser l'usage, dans des cours spéciaux, de la

langue arabe. Nous avons adopté un programme de plusieurs millions de pesos pour le développement économique et social de la réhabilitation du Sud. L'arrêt de la solution n'est pas le combat, mais dans l'union, grâce à un programme de développement qui n'est que partie de notre politique rationnelle pour éliminer les causes mécontentement dans la population.

● Quelle est cette « vieille société » dont vous parlez ?

— Bâtir la nouvelle société n'est pas abaisser le niveau de vie de quelques uns, mais le niveau de vie général; il s'agit de confort et de bien-être physique du développement des facultés dormantes par, afin que tous deviennent des hommes dignes, au lieu de dans une atmosphère négative et misérable.

● Vous cherchez à éliminer tout ce qui est capitaliste de l'économie ?

— Nous ne croyons pas que les Philippines doivent établir une nouvelle société à partir d'empruntées à l'étranger. Nous devons créer nos propres institutions, notre identité. Toute idéologie est tyrannique. Elle ne laisse aucun espace à la réflexion pour les citoyens qui étudient l'appel théorique de l'idéologie, principes tant politiques, économiques et sociaux qui blesse. Mais l'ingénieur social doit essayer et d'utiliser, y a de bon dans différents aspects du monde. Ainsi, qu'on me demande à quelle logique économique je me réfère je réponds que nous sommes une économie de libre entreprise égalitaire. Nous ne sommes l'initiative individuelle nous ne tolérons pas la propriété — ou tout autre voir — abrutisse l'homme.

● Aimez-vous le pouvoir ?

— J'ai atteint un moment ma vie où, le pouvoir, j'ai les avantages qu'il procure sans inconvénients. Il est difficile de le laisser. Je ne le révoque pas maintenant de moi-même. Je considère que ce que j'ai fait pour le pays est parti des responsabilités présidentielles. Ainsi, en cas de démission, le progrès initial et révoquerait ce que j'ai fait. Je ne me soucie guère de pouvoir. J'aimerais écrire et travailler pour enseigner et tranquillement comme un homme. — BRUNO DETHOM

A TRAVERS LE MONDE

Allemagne fédérale

● DEUX HOMMES ET TROIS FEMMES ont été inculpés d'espionnage au profit de l'Allemagne de l'Est lundi 7 juillet par le parquet de Karlsruhe. Un journaliste, deux employés du ministère de la défense de R.F.A. et une femme sans profession, sont accusés d'avoir transmis depuis 1969 des informations à la R.D.A. Le cinquième est un ancien officier de la marine de la R.D.A. arrêté en février 1974 et accusé de s'être livré depuis 1967 à des activités d'espionnage à la base navale de Wilhelmshaven.

Antilles

● UN MANDAT D'ARRÊT contre le premier ministre de l'île de Grenade a été lancé, samedi 5 juillet, par le Juge de paix Fisher Archibald, président de l'Association des exportateurs de noix de muscade. La police, qui a pris le contrôle des bureaux et proclamé au nom du gouvernement le gel de ses avoirs financiers, a refusé d'accepter ce mandat. — (Reuters.)

Cameroun

● M. PIERRE ABELIN, ministre de la coopération, est arrivé lundi 7 juillet à Yaoundé pour une visite officielle de deux jours. — (A.F.P.)

Portugal

● LES EXPLOITATIONS AGRICOLES d'une superficie supérieure à 700 hectares seront expropriées, a annoncé samedi 5 juillet, le gouvernement portugais, qui a également décidé d'interdire tous les domaines privés réservés à la chasse. — (U.P.I.)

R.D.A.

● M. KNUT FRYDENLUND, ministre norvégien des affaires étrangères, fait depuis le lundi 7 juillet une visite officielle de trois jours à Berlin-Est. — (Reuters.)

Timor

● AU COURS D'UN ACCROCHEMENT à Dili, capitale de la colonie portugaise de Timor, six personnes ont été tuées et

vingt et une autres blessées, rapporte lundi 7 juillet, Yuddha, quotidien de l'Indonésie. Les heurts opposés des membres du P.I.T.M., qui réclame une indépendance immédiate de Timor, partisan d'une progression vers l'indépendance. — (Reuters.)

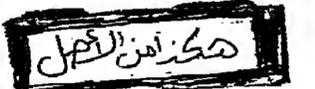
Union soviétique

● M. ALEXIS CHAKHOV, ministre de l'Industrie navale soviétique dira guerre, est décédé à l'âge soixante et onze ans, a annoncé lundi 7 juillet l'agence Tass. Envoyé à bord d'un sous-marin en 1942, il fut réhabilité après la guerre. Il était ministre de l'Industrie aéronautique. — (Reuters.)

AUTEUIL HOMMES
SOLDE
POUR LES HOMMES
GRANDS OU FORTS
JUSQU'AU 12 JUILLET, SON PRET A PORTER ET SPORTSWEAR D'ETE
39 RUE LAFAYETTE PARIS

ISH
INSTITUT PRIVÉ DES SCIENCES ET TECHNIQUES HUMAINES
TAXES CONFIRMÉS DE NEUSSIÈRE DEPUIS 22 ANS
DEUX : DROIT ET SCIENCES ECO 1^{re}, 2^{de} et 3^{de} années Baccalauréat
Tous centres et options
Examens d'entrée à SCIENCES POLY 1^{re} et 2^{de} années
ANNÉE UNIVERSITAIRE ET PRÉPARATION ADUPT-SEPTEMBRE
Documentaliste et d'inscription
M. MICHAËL, Directeur Adjoint

dréca
Par René Vh
Prix Fixe



AMÉRIQUES

Océan Indien

Argentine

Peron accepte les revendications de salaires de la C.G.T.

te de la première page. communiqué de la Confédération générale du travail publié dans de lundi à mardi indique que pose de la présidente Peron dans le cadre de la résolution central fédéral, ce naitive, selon la C.G.T., une ne positive aux revendications-épousées il y a quinze jours Confédération.

employés tout au cours de la journée de lundi à ce qu'aucun acte de violence ne vienne déshonorer la signification politico-sociale de leur démonstration de force. Ils avaient, dans la nuit de dimanche à lundi, lancé un message aux travailleurs leur recommandant de ne pas se prêter aux manœuvres d'éléments

dans ses demandes de reconstruction complète du gouvernement avec le départ de MM. Lopez Rega et Rodrigo, l'élection d'un président du Sénat, le règlement du problème prix-salaires et l'ouverture d'un dialogue avec les partis politiques.



(Dessin de CHENEZ.)

septidées, ce qui, pour les observateurs, était une claire référence à leur crainte de voir l'extrême gauche profiter de la situation pour agir. L'armée, pour sa part, a conservé son calme en demeurant dans ses casernes tout en maintenant, selon les mêmes observateurs, tout soi

sept organisations-membres du Front justicialiste de libération (FREJULI) se sont réunis lundi autour de M. Raúl Lastiri, vice-président du FREJULI pour étudier les solutions à apporter.

ÉDOUARD BAILBY RAIT PROCHAINEMENT EXPULSÉ

Le ministre des Affaires étrangères, M. Jean-Claude Duvalier, a annoncé lundi que le gouvernement français avait décidé d'expulser prochainement M. Edouard Bailby, ambassadeur argentin à Paris.

M. Alejandro Orfila, ambassadeur argentin, a été convoqué au Quai d'Orsay par M. Jean Sauvagnat, ministre français des Affaires étrangères.

TIME CAN CAPITALISM SURVIVE? ISRAEL'S SECRET RAID BRITAIN'S SINKING POUND ON SALE NOW

LA BAGAGERIE Prix Vacances La valise: 50, 55, 60, 65, 70 ou 75cm: 295F, 550F

Le Monde DOSSIERS DOCUMENTS Monde édité des « Dossiers et Documents » pédagogique composés d'articles ou extraits d'articles déjà publiés dans ses diverses éditions et destinés spécialement aux élèves du 1er degré, aux étudiants et aux professeurs.

La Pompadour SOLDE SA COLLECTION ÉTÉ robes, ensembles, manteaux, robes longues, tuniques, blazers, Impers etc GRANDES TAILLES de 42 fort et 68 32 bis, Bd HAUSSMANN

Le Monde DOSSIERS DOCUMENTS

MOND SPORT EN FRANCE LE TERRORISME POLITIQUE

Conditions de vente et d'abonnement Prix de vente: numéro comportant un dossier sans chaque série: 2 F Abonnements: 1 an (12 numéros): 18 F

N'oubliez pas d'emporter imprécateur par René-Victor Pilhes Prix Femina/Seuil

Comores

APRÈS AVOIR PROCLAMÉ L'INDÉPENDANCE

M. Abdallah est élu chef de l'État

M. Ahmad Abdallah a été élu lundi soir 7 juillet chef de l'État des Comores par la Chambre des députés de l'archipel, apprend-on mardi à Paris à la délégation des Comores.

Les partis qui élaboreront le texte de la Constitution du nouvel État. Ce document sera soumis au corps électoral pris dans son ensemble, et non l'un par l'un.

« Nous sommes la viande à France le couteau »

La Chambre des députés s'est réunie en Assemblée nationale. Elle a décidé la création d'un Comité constitutionnel, comprenant des représentants de tous

(...) La responsabilité pour les événements futurs incombe à la France. Nous sommes la viande à France le couteau. De son côté, le Mouvement de libération nationale des Comores (Molinaco), l'un des partis regroupés au sein du Front uni des Comores (opposition), a demandé lundi aux Nations unies et à l'Organisation de l'unité africaine de reconnaître l'indépendance de l'archipel.

M. Henry : l'honneur de la France est en jeu

M. Marcel Henry, député de Mayotte et chef du Mouvement populaire mahorais, nous a fait la déclaration suivante: « La déclaration unilatérale d'indépendance de M. Ahmad Abdallah constitue un coup de poker... »

la volonté du Parlement, la défense d'une minorité menacée d'oppression et aussi, il faut le dire, l'honneur de la France.

M. GERBET (R.I.) : le gouvernement est lié par le vote du Parlement.

M. Claude Gerbet, député républicain indépendant d'Europe-Loire, président d'une commission d'enquête parlementaire aux Comores, a déclaré, lundi 7 juillet, au micro de France-Inter: « Le gouvernement n'a pas la possibilité d'accepter la décision des Comores. Il est lié par le vote du Parlement français. »

1875-1975 Edition du Centenaire 195 illustrations de Hans Tegner LES Contes d'Andersen À l'occasion du centième anniversaire de la mort du grand conteur, Jean de Bonnot réédite son œuvre immortelle avec les 195 illustrations célèbres de Hans Tegner dont les originaux sont conservés au Cabinet des Estampes.

BON D'EXAMEN GRATUIT (à renvoyer à Jean de Bonnot - 7, fg St-Honoré - 75382 Paris Cedex 08) Je suis curieux de voir (sans engagement) le volume des CONTES de Hans Christian ANDERSEN

POLITIQUE

M. Marchais soulignait dès juin 1972 que « le programme commun doit offrir un tremplin au mouvement des masses »

La publication par les Editions sociales (1) du rapport, jusqu'ici inédit, présenté le 29 juin 1972 par M. Georges Marchais, lorsque le comité central du P.C.F. a dû ratifier le programme commun de gouvernement qui venait d'être négocié avec le P.S....

Dans son rapport, M. Georges Marchais commençait par souligner l'importance de la décision à prendre en déclarant : « Cette décision ne peut absolument pas être comparée à celle qui fut prise au comité central au cours des dernières années lors de la ratification des précédents documents communs... »

Il estimait qu'en matière sociale le programme commun représentait pour l'essentiel les propositions du P.C.F., et que les communistes avaient su obtenir, au cours de ce processus, que le programme s'ouvrit sur ce sujet. Les concessions admises par le secrétaire général concernent notamment la Sécurité sociale...

plan international. L'analyse de M. Georges Marchais est fidèle à la lettre du programme commun. Elle traduit néanmoins une lecture particulière de ce texte qui n'est pas, semble-t-il, celle de la direction du P.S.

Ce qu'il y a de plus frappant dans l'exposé que faisait M. Marchais, au lendemain même de l'accord avec le P.S. sur un programme commun, c'est sa méfiance à l'égard de ses alliés. Il jugeait « dangereux » de se faire « la moindre illusion » sur la sincérité de l'engagement des socialistes et ne voyait comme seule garantie à l'application du programme commun que l'action du P.C.F. C'est exactement autour de ces thèmes que s'est développé...

du début d'octobre 1974 à la fin de février 1975, l'offensive parti communiste contre le parti socialiste. Alors qu'au sein du P.S. se déroulait un débat sur le rôle du mouvement des masses en cas de victoire de la gauche, il devenait évident que socialistes et communistes devaient préciser ce que signifiait la « démocratie avancée » proposée par le programme commun. En l'état actuel des choses, on a l'impression que, comme au Portugal, ils emploient les mêmes mots sans parler la même langue.

THIERRY PISTIER (1) L'union est un combat, par Mienne Fajon, Editions sociales collection « Notre Temps », 7,50 F.

actuelle, l'abandon de l'arme stratégique. Seconde observation : en raison de l'abandon du parti communiste du programme commun, ne fait pas mention de la liquidation des charges nucléaires existantes. Aux termes du programme, la France restait donc équipée de l'armement nucléaire existant au moment de l'établissement d'un gouvernement démocratique. Le parti socialiste soulève ainsi un problème qui est d'actualité en état d'alerte et de fonctionnement. De plus, comme je viens de le dire, il n'a absolument pas renoncé à sa stratégie militaire nucléaire européenne. La plus grande vigilance et la poursuite — sous les formes appropriées — de notre action pour la liquidation proprement dite de l'armement nucléaire français sont donc nécessaires.

socialiste sont suffisantes pour porter d'emblée un coup sévère à l'appareil de domination de la grande bourgeoisie et pour poser ensuite à ces entités réactionnaires. (...) Or, nous ne serons pas à la direction des affaires de la France la troisième donnée à ce débat. (...) Il s'agit d'appliquer ce programme avec le parti socialiste qui est... Ses traits permanents en ce qui concerne la volonté réelle non de promouvoir des régimes sociaux et démocratiques craintifs que se mettent en mouvement les classes ouvrières et masses. Il s'agit de mener un combat de classes face au capital, la tendance au compromis avec celui-ci et à la coalition des classes. Ces traits ont été esquissés depuis le congrès d'Epiney. (...) Il est clair que la conclusion d'un programme commun nous donne une perspective d'un gouvernement dans lequel le parti socialiste jouerait un rôle important, non seulement en ce qui concerne son effort pour se renforcer, mais aussi en ce qui concerne son rôle de soutien à la démocratie, de la paix, de l'indépendance des peuples, du socialisme. (...) Il y a des risques, il y a des dangers, il y a des incertitudes, mais les perspectives sont favorables. (...) La situation internationale actuelle, l'évolution de la situation des forces démocratiques, de la paix, de l'indépendance des peuples, du socialisme, en est bel et bien un facteur déterminant.

La seule garantie, c'est l'action du parti

« Le parti socialiste s'engage et déclare qu'il s'engagera publiquement à rester fidèle au programme commun, à ne pas participer à des reverses de majorité dont toute hypothèse est faite, ni même à permettre un tel renversement. (...) Que nous ne puissions nous en remettre à un tel engagement de sa part, cela est évident. Il serait dangereux de se faire la moindre illusion sur la sincérité de ce sujet. Il est indiscutable que cet engagement politique du parti socialiste lui rendra plus difficile de rompre, au lendemain des élections, l'union de la gauche pour passer alliance avec une partie de la droite. En même temps, la vigilance, la pression des masses pour exiger l'approbation du programme commun en seront facilitées. (...) »

« En fait, dans ces discussions, c'est nous qui avons demandé en tous domaines des garanties, et pour l'essentiel nous les avons obtenues. Du moins dans le cadre de l'union qui est en jeu à cette étape, c'est-à-dire l'élaboration du programme commun. Sur la véritable, et au fond la seule garantie, c'est l'action du parti socialiste. (...) Le secrétaire général traitait ensuite de la partie du programme commun consacrée à la politique étrangère. Il expliquait que le soul des négociateurs communistes avait été : « (...) Premièrement, de préserver en toutes circonstances la liberté de la France de réaliser le programme de gouvernement démocratique qu'elle a ratifié la majorité de notre parti à obtenir le soutien actif des masses populaires à sa politique d'union qui a été décisive pour la conclusion du programme commun et le renforcement de l'union. (...) Deuxièmement, de préserver la paix et de défendre avec ses objectifs avancés. (...) »

Nous ne souhaitons pas de rapprochement idéologique

« A propos des concessions communistes sur le Marché commun, le secrétaire général a jugé « essentiellement formelles ». Sur les nationalisations, il notait : « Lorsqu'il s'agit de désigner nominalement les groupes monopolistiques devant figurer dans le seul minimum de la négociation, il est évident que le parti socialiste entendait faire de la nationalisation une vitrine, mais une vitrine vide. (...) La sidérurgie a été l'objet de la discussion la plus dure de toute la négociation. Le parti socialiste se refusait catégoriquement à la nationalisation de la sidérurgie et il était même prêt à faire de ce point un motif de rupture des négociations, de refus d'un programme commun. (...) Nous n'avons pas cru pouvoir faire échouer tout l'accord sur ce seul point. (...) Si l'on tient compte de tout cela, le seul secteur où nous n'avons pas obtenu satisfaction est l'automobile. (...) »

« M. Georges Marchais concluait son rapport par une appréciation globale en déclarant : « Il ne s'agit pas d'une synthèse idéologique. Au contraire, l'accord n'a pu se faire que parce que, sur notre insistance, la confrontation idéologique a été faite, et elle a été, absolument, équilibrée. En effet, nous ne cherchons pas, nous ne souhaitons pas dans l'état actuel du parti socialiste le rapprochement idéologique. Quant au fond, l'idéologie qui anime aujourd'hui le parti socialiste est et reste absolument réformiste ; quant au fond, elle est totalement étrangère au socialisme scientifique, quant au fond, elle réécrite totalement la nécessité de se placer en toutes questions au point de vue de la classe ouvrière. (...) Il ajoutait : « La question qui se pose est de savoir si les masses sur lesquelles nous nous sommes finalement mis d'accord avec le parti socialiste... »

M. Guy Hermer : l'union est un principe de la politique du P.C.F.

M. Guy Hermer, membre du bureau politique du P.C.F., présente dans l'Humanité du 8 juillet l'ouvrage de M. Etienne Fajon. Etienne Fajon montre que, pour les communistes, l'union n'a rien d'une tactique occasionnelle ou d'une démarche électoraliste. Elle est au contraire une constante, un principe de la politique du parti. (...) Les progrès de l'union, sa victoire ne peuvent résulter que d'une lutte acharnée contre les forces réactionnaires qui résistent farouchement. Et c'est en fonction de cette exigence que le combat commun que nous avons décliné est à faire avec les travailleurs des deux camps, de nos alliés qui s'en écartent. (...) Chacun peut donc constater, par expérience, que c'est la coopération de notre parti à obtenir le soutien actif des masses populaires à sa politique d'union qui a été décisive pour la conclusion du programme commun et le renforcement de l'union. (...) Deuxièmement, de préserver la paix et de défendre avec ses objectifs avancés. (...) »

« L'Humanité du 8 juillet revient sur les résultats des élections cantonales du Gard (canton de Lacaune) et du Lot-et-Garonne (canton de Castelnaudary). Le Monde du 1er et 8 juillet qui ont vu la victoire au second tour de candidats de gauche contre ceux du parti communiste. L'Humanité souligne que, dans les deux cas, c'est le candidat communiste devenu au deuxième tour le candidat unique de la gauche ne retrouvant pas — et de loin — la totalité des voix que celle-ci a obtenus au premier tour. (...) Le quotidien communiste poursuit : « A Castelnaudary, le sénateur Caillet, vice-président du mouvement des radicaux de gauche, et à Lacaune, le sénateur socialiste Tailhade ont, dès le premier tour, marqué leur préférence pour des candidats autres que ceux des partis de gauche et ne faisant aucune référence au programme commun de gouvernement. Ces positions, qui préparaient déjà le second tour, ont conduit aux engagements unitaires. (...) Il est évident que les électeurs communistes n'accepteront pas toujours de voter au second tour pour un candidat non communiste s'il n'y avait pas réapproché. (...) »

Les élections cantonales

« L'HUMANITÉ » DÉNONCE « DES POSITIONS CONTRAIRES AUX ENGAGEMENTS UNITAIRES » L'Humanité du 8 juillet revient sur les résultats des élections cantonales du Gard (canton de Lacaune) et du Lot-et-Garonne (canton de Castelnaudary). Le Monde du 1er et 8 juillet qui ont vu la victoire au second tour de candidats de gauche contre ceux du parti communiste. L'Humanité souligne que, dans les deux cas, c'est le candidat communiste devenu au deuxième tour le candidat unique de la gauche ne retrouvant pas — et de loin — la totalité des voix que celle-ci a obtenus au premier tour. (...) Le quotidien communiste poursuit : « A Castelnaudary, le sénateur Caillet, vice-président du mouvement des radicaux de gauche, et à Lacaune, le sénateur socialiste Tailhade ont, dès le premier tour, marqué leur préférence pour des candidats autres que ceux des partis de gauche et ne faisant aucune référence au programme commun de gouvernement. Ces positions, qui préparaient déjà le second tour, ont conduit aux engagements unitaires. (...) Il est évident que les électeurs communistes n'accepteront pas toujours de voter au second tour pour un candidat non communiste s'il n'y avait pas réapproché. (...) »

[N.D.L.R. — Dans le canton de Lacaune, M. Roger Casadeu, P.C., avait obtenu 84 voix au second tour alors qu'un premier tour le total des voix rassemblées par le P.S. et le P.C. atteignait 670. Dans le canton de Castelnaudary, M. Dagen, P.C., avait obtenu 83 voix alors qu'un premier tour socialistes et communistes avaient totalisé 1 081 voix.]

« Depuis un an, notre ligne a été de prendre appui sur les aspirations à l'union et au changement maximum sur le parti socialiste, de développer au maximum l'activité indépendante du parti dans les masses. (...) En ce qui concerne le déroulement des négociations entre communistes et socialistes, M. Marchais notait : « Si le programme de notre parti est tout à fait clair et cohérent, le programme du parti socialiste — comme nous avions eu l'occasion de le dire — est marqué par l'équivoque, souvent par les contradictions. On ne peut même dire que, sur la plupart des questions, ce programme socialiste dit « blanc » dans un astérisque et « noir » dans un astérisque. En toutes circonstances, les négociateurs socialistes eux-mêmes l'interprétaient souvent de façon ondulante, parfois même en contradiction. Il fallait donc savoir à quel point exactement sur la position du parti socialiste sur chaque question. (...) L'incertitude, nous avons toujours voulu, sur chaque problème, à ne pas arracher à nos interlocuteurs un accord « à l'essai », pas plus que les conditions dans lesquelles nous avons toujours expliqué à fond notre position, nos raisons. (...) C'est, après avoir fait la carte maximale sur nos positions respectives que nous avons, soit consenti l'accord si les positions des uns et des autres se rapprochaient en fin de compte, soit convenues, soit échangé un compromis acceptable si les positions étaient différentes. (...) Pour résoudre les questions les plus difficiles, nous sommes partis de l'idée que nous étions guidés dans la discussion de tous les aspects du programme devant absolument être telle qu'elle favorise l'interférence des masses dans le domaine concerné, qu'elle offre un tremplin au mouvement populaire et au développement de son action. (...) Pour nous en effet, les dispositions adoptées ne constituent évidemment pas un point d'arrivée ou, selon l'expression signifiante de Mitterrand, un « semi maximum ». Il s'agit au contraire de points de départ pour une puissante action des masses, susceptible d'engager affectivement les masses dans une étape démocratique nouvelle, ouvrant la voie au socialisme. (...) C'est en partant du souci de créer les meilleures conditions d'une telle action des masses — ou au moins dans les questions les plus controversées, de préserver ces conditions — que nous avons réalisé les compromis négociés. (...) M. Marchais se livrait ensuite à une analyse détaillée du docu-

« Le programme de notre parti est tout à fait clair et cohérent, le programme du parti socialiste — comme nous avions eu l'occasion de le dire — est marqué par l'équivoque, souvent par les contradictions. On ne peut même dire que, sur la plupart des questions, ce programme socialiste dit « blanc » dans un astérisque et « noir » dans un astérisque. En toutes circonstances, les négociateurs socialistes eux-mêmes l'interprétaient souvent de façon ondulante, parfois même en contradiction. Il fallait donc savoir à quel point exactement sur la position du parti socialiste sur chaque question. (...) L'incertitude, nous avons toujours voulu, sur chaque problème, à ne pas arracher à nos interlocuteurs un accord « à l'essai », pas plus que les conditions dans lesquelles nous avons toujours expliqué à fond notre position, nos raisons. (...) C'est, après avoir fait la carte maximale sur nos positions respectives que nous avons, soit consenti l'accord si les positions des uns et des autres se rapprochaient en fin de compte, soit convenues, soit échangé un compromis acceptable si les positions étaient différentes. (...) Pour résoudre les questions les plus difficiles, nous sommes partis de l'idée que nous étions guidés dans la discussion de tous les aspects du programme devant absolument être telle qu'elle favorise l'interférence des masses dans le domaine concerné, qu'elle offre un tremplin au mouvement populaire et au développement de son action. (...) Pour nous en effet, les dispositions adoptées ne constituent évidemment pas un point d'arrivée ou, selon l'expression signifiante de Mitterrand, un « semi maximum ». Il s'agit au contraire de points de départ pour une puissante action des masses, susceptible d'engager affectivement les masses dans une étape démocratique nouvelle, ouvrant la voie au socialisme. (...) C'est en partant du souci de créer les meilleures conditions d'une telle action des masses — ou au moins dans les questions les plus controversées, de préserver ces conditions — que nous avons réalisé les compromis négociés. (...) M. Marchais se livrait ensuite à une analyse détaillée du docu-

LE SURAUT POPULAIRE Mensuel des Gaullistes d'opposition Au sommaire du n° de juillet : — Nice : les retraités du gaullisme (par Dominique GALLEY) — 4 mai, manifeste (par GLOP) — Gaullisme et Libération (par J.-H. BOVIEL) DEUX ARTICLES SUR LA DÉFENSE NATIONALE — La France peut-elle maintenir une défense indépendante ? (par FERRIS) — Mauzin part en guerre (par J. DIEBU-BEIDEL) DEUX ARTICLES SUR LE MONDE ARABE — La Révolution irakienne (par M. GRIMARD) — A quel point le dialogue arabo-arabe ? (par H. RAUX)

PCEM Pharmacie • Recyclage scientifique des Bacheliers A.B.C.D. au mois de septembre. • Encadrement annuel par le P.C. — groupe de H. par CEU. • Année préparatoire pour BACHELIERS A et B : PCEM/O. CEPES (Groupe de professeurs H. et G. — groupe, 22-Messidy 722-94-94

Encore quelques places disponibles. L'AMAZONIE ET LES ANDES COLOMBIE-EQUATEUR De Paris du 8 au 22 Août. Groupe limité à 20 personnes. Voyages Kuno. Tel. 265-29.09 et tous agents de voyages. Lit. 45

de l'éducation Numéro d'été vacances JOUEZ AVEC VOS ENFANTS

Yvelines LE CONSEIL GÉNÉRAL ADOPTE LE NOUVEAU DÉCOUPAGE CANTONAL MAIS RÉSERVE LE CAS DE VERSAILLES. Le conseil général des Yvelines a adopté, lundi 7 juillet, le projet de découpage cantonal, par 17 voix contre 8 et 4 abstentions. Six nouveaux cantons seront ainsi créés : Le Chesnay, Saint-Cyr-Trois-Étoiles, Villiers-Villancon, Mantes-la-Jolie, Mantes-la-Peque (le Monde du 8 juillet). L'Assemblée départementale a, cependant, voté un amendement : le conseil municipal et les conseillers généraux concernés devront approuver le découpage de Versailles.

Dans le numéro 102 de magazine littéraire un dossier TOUT AUTOUR DE LA TERRE de Marco Polo à Paul Morand et Mémoires de photographes La société contre l'Éta (entretien avec Pierre Clastre) Un ethnographe de la culture (entretien avec Jean-Paul Auer) Anna Kavan — Heinrich Bö «Colorado Saga» : un western total En vente dans tous les kiosques et F. 40, rue des Saints-Pères 75007 Paris — Tél. : 544-14-51



JUSTICE

LA VISITE DE Mme DORLHAC A LA PRISON DE DIJON

Une maison d'arrêt où règne l'esprit de concertation

De notre correspondant

Dijon. — Invitée par le syndicat des surveillants P.O. de l'établissement... Mme Dorlhac, secrétaire d'Etat à la condition pénitentiaire...

Pour ce qui concerne les loisirs, chaque cellule est équipée depuis 1973 d'un haut-parleur qui diffuse les programmes d'un poste périphérique et ceux d'Inter-Bâtiment...

Il se portait aussi bien sur les témoignages des détenus que sur les questions qui les touchent plus particulièrement: liberté conditionnelle, drogue, avocats d'office, psychiatrie...

Pour ce qui concerne la réinsertion sociale future des détenus, un atelier de préformation professionnelle fonctionne depuis février dernier dans la maison d'arrêt...

CHARLES MARQUÉS.

APRÈS UNE DÉCISION DE LA COUR D'APPEL

Le malaise des justiciables de la chambre commerciale de Colmar

Le malaise créé à Colmar depuis plusieurs mois par la contestation du fonctionnement de la juridiction commerciale ne paraît pas devoir se dissiper...

Après quatre ans de procédure et des débats fort contradictoires, la cour a confirmé en tous points le jugement de la chambre commerciale qui avait, en janvier 1973, prononcé la liquidation des biens de M. Fernand Gerig...

Après cet arrêt, un ami de M. Gerig proposa un concordat préjudiciaire...

Devant cette situation, certains justiciables de la chambre commerciale de Colmar envisagent de créer un comité de défense...

FRANCIS CORNU.

Plainte de M. J. E. Hallier contre « Libération ». M. Jean Edouard Hallier va poursuivre le quotidien Libération en diffamation...

Après la fouille de leur automobile

LES ASSASSINS DE M. RENAUD ÉTAIENT TROIS ET NON QUATRE

La fouille de l'automobile utilisée dans la nuit du 3 au 4 juillet par les assassins de M. François Renaud, juge d'instruction à Lyon, a fourni peu d'indices aux enquêteurs...

Les investigations des policiers ont toutefois permis d'appréhender que les occupants de la voiture étaient au nombre de trois...

« Carlos » demeure introuvable

Cherché par les policiers de douze pays, « Carlos », le meurtrier de deux policiers et d'un magistrat libanais, le 27 juin, dans un appartement de la rue Toulon...

Des mesures de sécurité spéciales ont été prises à Beyrouth par le gouvernement libanais pour assurer la protection de l'ambassadeur de France...

DANS LA PRESSE HEBDOMADAIRE

D'un terrorisme l'autre

Les hebdomadaires parus à la fin de la semaine dernière ont eu un débat de celle-ci sur le meurtre de commentateur l'attira « Carlos ». L'EXPRESSION y consacre une couverture...

« Les romanesques descriptions que le ministère de l'Intérieur donne de ce qui est choisi à notre pays pour la violence... »

Philippe Bernart analyse dans PARIS-MATCH les raisons de la déchéance de la D.S.T. Parmi les « chocs » et « traumatismes » dont le service de contre-espionnage français a été victime...

« L'interrogatoire du terroriste et de la violence... »

FAITS DIVERS

ERSONNES, DONT UN CAT, SONT IMPLIQUÉES DANS UN IMPORTANT VOL ROINE.

LE CHEF DE LA BRIGADE ANTI-DROGUE EST RELEVÉ DE SES FONCTIONS

A New-York

A Rome

Tornado dans les environs de Brest. Vers 17 heures, le lundi 1er, une tornade s'est abattue sur les champs de céréales...

Cette « brise révolutionnaire », plusieurs hebdomadaires s'en sont fait l'écho avant même l'attira Carlos. Au centre de leurs occupations : une réflexion sur la violence...

« Le communisme ne s'agit pas de César. Dans le monde, il y a de la violence. Reste à savoir si M. Giscard d'Estaing pourra encore longtemps maintenir les illusions sur lesquelles il a fondé sa politique depuis sa prise de pouvoir...

La brise révolutionnaire

« C'est pas la première fois que TRIBUNE JUIVE s'en prend au l'incrimine » de la police française dans le tiers-monde, les pays arabes et l'Algérie...

Qui sont les provocateurs ?

Ces thèmes ne sont pas nouveaux. Il est vrai, mais ils sont aujourd'hui une puissante orchestration. Au point que TRIBUNE SOCIALISTE hebdomadaire du P.S.T. peut tirer, sous une photographie représentant les C.R.S. installés devant l'usine Chausson...

Une douzaine de communistes de Haut-Rhin

Une douzaine de communistes de Haut-Rhin qui avaient subi des dommages importants à la suite de violents orages, au mois de juin dernier, ont été déclarés, lundi 7 juillet, sans sinistres par le préfet du département, M. Yves Burgalat.

ÉDUCATION

DE VINCENNES A BOURG-SAINT-MAURICE

Dix pour cent au-dessus de 1700 mètres

Bourg-Saint-Maurice. — Au premier abord, rien d'extraordinaire, sinon la taille (quatre cent cinquante places), le confort à l'organisation minutieuse du centre de l'U.C.P.A. en cours d'achèvement à 1700 mètres d'altitude, au-dessus de l'une des jeunes stations des Arves. Des jeunes de seize à dix-huit ans qui grimpent dans la neige molle, découvrent les étoiles bleues de la gentiane de printemps, tout une randonnée de refuge en refuge, guettent les marmottes et s'essaiment à l'escalada.

De notre envoyé spécial

expectative sourcilieuse : le stage créait des situations nouvelles en matière d'horaire, de déplacements, de définition des fonctions. Et qui paraît ?

De 0 à 450 francs

Les trois, calculés au plus juste avec l'U.C.P.A., s'élevaient à 50 500 F pour les quatre-vingt-dix-huit élèves et les cinq professeurs. La secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports a accordé une subvention de 10 000 F : la chambre syndicale du génie climatique, dont les membres utilisent les techniciens formés à Vincennes, seule à répondre à l'appel, a fourni 6 000 F. Le lycée a reversé la demi-pension : 3 724 F, les professeurs ont apporté une quote-part. Restait à trouver le reliquat : 23 276 F. Les parents d'élèves s'en sont chargés suivant un barème établi par eux, et où les participations variaient de 0 à 450 F.

Provisaire, conseiller d'éducation, professeurs et parents, ont donc pris des risques de « désencasement » quelques jours le lycée. Risques administratifs, risques financiers, risques éducatifs aussi : comment réagiraient les élèves ? On sortait du partielle dans l'éducation. Les rapports entre les professeurs et les élèves et des élèves entre eux en seraient transformés : difficile de ne pas se tutoyer dans un refuge où pendait une escalada.

Reste à tirer les conclusions de l'expérience. S'il était admissible que les parents se cotisent pour faire aboutir un premier essai auquel ils étaient attachés, le méthode ne peut être généralisée. Il faut trouver un moyen de financement qui, même si il ne peut le supprimer totalement, réduise la cotisation des familles. Et la mécénat, s'il est parfois praticable — avec précautions — dans un lycée technique, ne le serait guère dans d'autres établissements.

Sur le plan pédagogique, la prise en charge d'un certain nombre de stagiaires a été réalisée sans difficulté sérieuse aux Arves, grâce notamment à l'encadrement U.C.P.A. Mais l'aspect expérimental et donc exceptionnel du stage facilitait les choses. Certes, des groupes à composition variable ont été constitués. Mais les tout-premiers jours, il eût suffi

d'une débauche pour que se crée le climat d'une censure au moment de l'incorporation, belote, Individualisme et tir-au-flanc.

De l'avie même des cadres, une moitié plus large eût apporté d'autre part un élément de calme et de stabilité. Surtout le grand nombre des stagiaires — leur nombre restreint des professeurs — rendait difficile la relation éducative. Des groupes de vingt à quarante lycéens, venus, si possible, d'établissements différents trouvant plus aisément un équilibre collectif.

A Vincennes, le stage a été préparé, notamment par certains cours. Une initiation est nécessaire, même si la forme varie selon les établissements, pour que l'opération soit profitable. Reste à savoir à quel moment le stage « III », pédagogique sous cette forme, s'opère et à quel moment il s'opère véritablement et à quel moment il s'opère véritablement et à quel moment il s'opère véritablement.

Ne serait-il pas la meilleure introduction à un changement de structures actuelles : entrée dans un C.E.S. ou dans un lycée ? Les locaux ne manquent pas, ni les monteurs, tant dans les régions de montagne que sur les côtes, hors des saisons de vacances. Et il existe d'autres initiatives et d'autres moyens d'utiliser un temps trop souvent consacré, faute d'imagination, à des visites de musées (qui restent souvent devant une affluence trop massive et mal contrôlée) quand ce n'est pas à un cours traditionnel ou à un stage au café du coin. Une brèche est ouverte dans les murs de l'école. Il reste à l'agrandir.

JEAN PLANCHAS.

(1) Union nationale des centres universitaires de la région de la Côte d'Azur, 75013 Paris, tél. 336-05-20.

LES RÉSULTATS DU BACCALAURÉAT

ACADEMIE DE CLEMONT-FERRAND.

Série A (philosophie - lettres) : 69,5 % (en 1974, 72,98 %) ; série B (économique et social) : 73,1 % (69,53 %) ; série C (mathématiques et sciences physiques) : 70,2 % (73,35 %) ; série D (mathématiques sciences physiques) : 67,7 % (62,20 %) ; série E (sciences économiques et techniques) : 62,9 % (60,50 %) ; série F (mathématiques sciences) : 69,9 % (62,29 %). Total : 67 % (62,15 %).

ACADEMIE DE ROUEN.

Série A : 71,4 % (70,16 %) ; série B : 69,7 % (73,28 %) ; série C : 71,3 % (69,32 %) ; série D : 61,5 % (71,82 %) ; série E : 69,4 % (69,41 %) ; série F : 57,5 % (41,38 %). Total : 67,9 % (72,36 %).

ACADEMIE DE LIMOGES.

Série A : 72,5 % (73,31 %) ; série B : 58,7 % (70,26 %) ; série C : 72,8 % (62,29 %) ; série D : 61,6 % (71,82 %) ; série E : 69,4 % (69,41 %) ; série F : 57,5 % (41,38 %). Total : 67,9 % (72,36 %).

ACADEMIE DE STRASBOURG.

Série A : 72,5 % (73,31 %) ; série B : 58,7 % (70,26 %) ; série C : 72,8 % (62,29 %) ; série D : 61,6 % (71,82 %) ; série E : 69,4 % (69,41 %) ; série F : 57,5 % (41,38 %). Total : 67,9 % (72,36 %).

ACADEMIE DE MONTPELLIER.

Série A : 72,5 % (73,31 %) ; série B : 58,7 % (70,26 %) ; série C : 72,8 % (62,29 %) ; série D : 61,6 % (71,82 %) ; série E : 69,4 % (69,41 %) ; série F : 57,5 % (41,38 %). Total : 67,9 % (72,36 %).

ACADEMIE D'AX-MASSILLA.

Série A : 72,5 % (73,31 %) ; série B : 58,7 % (70,26 %) ; série C : 72,8 % (62,29 %) ; série D : 61,6 % (71,82 %) ; série E : 69,4 % (69,41 %) ; série F : 57,5 % (41,38 %). Total : 67,9 % (72,36 %).

PROTESTANT CONTRE LA HAUSSE DU PRIX DES REPAS

Des étudiants boycottent un certain nombre de restaurants universitaires

La récente décision du Centre national des centres universitaires et scolaires (CNCUS), qui a fait passer de 245 F à 3 F, depuis le 1er juillet, le prix du ticket de restaurant, a provoqué une effluence un certain nombre de réactions. Pour protester contre cette hausse, des étudiants répondant notamment à l'appel de l'Union nationale des centres universitaires (UNCU) et de la Fédération des résidences universitaires de France ont boycotté les restaurants universitaires, en particulier à Grenoble, Limoges, Nice, Montpellier et Dijon. A Nice, Montpellier et Dijon, l'UNCU a organisé la vente de tickets au prix ancien, et un groupe d'étudiants a occupé, lundi 7 juillet, le bureau du directeur de la cité. Le prix des repas est fixé pour l'ensemble du pays, et l'état ajoute 3 F sur 3 F payés par les étudiants. En revanche, les centres régionaux (CROUS) décident eux-mêmes, dans certaines limites, du loyer dans les résidences universitaires. A Grenoble, Grenoble-1, pour la plupart des villes, une hausse de 30 à 40 F par mois, le loyer passant, par exemple, à Dijon de 165 à 185 F pour la première année.

Les effets des mesures d'aide prises par M. Jean-Pierre Soisson (le Monde du 20 juin 1975) en faveur des étudiants. Le relèvement des bourses d'enseignement supérieur représente, en effet, moins de 70 F par mois au cours de l'année scolaire, tandis que l'augmentation cumulée des tarifs des restaurants et des cités universitaires oscille entre 58 et 63 F.

L'ensemble de ces hausses tend à annuler, pour certains étudiants,

Les deux restaurants de la Cité universitaire internationale de Paris, boulevard Jourdan, sont, d'autre part, fermés jusqu'à nouvel ordre, « en raison de l'attitude de certains étudiants qui en bloquent l'accès, pour protester contre la hausse des prix du repas universitaire », indique-t-on à la Cité internationale. Ces deux restaurants, bien que ne dépendant pas du CNCUS, ont en effet décidé une hausse identique à celle des autres restaurants universitaires. Ils servent normalement dix mille repas par jour.

CORRESPONDANCE

Le stage d'autoformation de professeurs dans l'académie d'Orléans

L'article consacré à l'expérience d'autoformation d'enseignants, menée dans l'académie d'Orléans-Tours par le centre régional de documentation pédagogique (le Monde du 13 juin), a été jugé pessimiste par plusieurs de nos correspondants qui ont participé à cette opération. C'est notamment l'avis de Mme Béatrice Goulet, de Blois, qui précise que les journées de formation et les réunions-bilans se sont tenues

dans différents établissements de l'académie. De leur côté, un groupe d'enseignants de Blois, qui antérieurement à l'expérience comme F 2, nous ont fait part de leurs réflexions. « Devant une formule aussi nouvelle, écrivent-ils notamment, les professeurs concernés ont été, au début du stage, en ce qui était normal et prévisible, un peu méfiantes, et il est exact que certains attendaient une formation théorique. Mais il est certain également qu'à la fin du stage la plupart d'entre eux ont reconnu l'intérêt de cette formule d'autoformation faite d'échanges en toute liberté d'expression, et sans aucune considération hiérarchique. Il est intéressant de noter que lors des bilans des journées disciplinaires (qui furent au nombre de six, et non de quatre pour les F 1), les très grands mérites des stagiaires demandés que l'expérience fut poursuivie. »

Gérer les conflits liés à la définition d'une politique d'enseignement

Après la publication dans le Monde du 21 juin de notre article « L'Élysée à la recherche d'une idée-force sur l'enseignement », M. Alain Drouard, maître-assistant de sociologie à l'université de Paris-VII, nous écrit :

M. R. Franck, animateur pédagogique à Orléans, nous écrit d'autre part : « Nous ne retrouvons que des informations négatives ou des évaluations négatives, alors que l'impression générale des F 2 était que cette première expérience était déjà une réussite, dans la limite de ses objectifs et de son cadre temporel. Écrire : « D'autres, un groupe de professeurs de français notamment, ont refusé dès le départ tout travail concerté et également tout animateur, dirigé ou non », c'est gâcher la vérité. Sur les trente-cinq groupes de F 1 au travail dans leur discipline, un seul s'est trouvé bloqué par l'attitude de quatre ou cinq enseignants qui ont empêché leurs collègues de travailler, en invoquant des raisons politico-idéologiques bien connues, qu'ils ont pu trouver, notamment dans vos colonnes, et selon lesquelles aucun progrès dans l'enseignement ne serait possible avant la révolution qui bouleverserait radicalement notre société. Les trente-cinq autres groupes ont fondé de façon au moins satisfaisante sinon excellente (...). Le fait que la moitié des F 1 ont été profit de leur formation pour leur travail en classe est à mettre bien plus en évidence que celle de cette expérience : c'est une proportion étonnante et nous n'en espérons pas tant. D'autres chiffres étaient bien plus favorables encore : 80 % des F 1 reconnaissant cette expérience comme satisfaisante à leurs collègues et l'ont trouvée enrichissante. (...) »

Après la publication dans le Monde du 21 juin de notre article « L'Élysée à la recherche d'une idée-force sur l'enseignement », M. Alain Drouard, maître-assistant de sociologie à l'université de Paris-VII, nous écrit : (...) A supposer que le président de la République se forge rapidement une théorie ou une doctrine de l'enseignement, le problème de la réforme de l'enseignement n'aura pas pour autant progressé d'un pas. Il suffit d'observer les réactions suscitées par le projet de la réforme Haby-Giscard (et avant lui par le projet Fontanet, etc.) pour se persuader que la difficulté majeure réside dans le refus et l'absence de débats politiques réels sur l'éducation dans la société française.

Après la publication dans le Monde du 21 juin de notre article « L'Élysée à la recherche d'une idée-force sur l'enseignement », M. Alain Drouard, maître-assistant de sociologie à l'université de Paris-VII, nous écrit : (...) A supposer que le président de la République se forge rapidement une théorie ou une doctrine de l'enseignement, le problème de la réforme de l'enseignement n'aura pas pour autant progressé d'un pas. Il suffit d'observer les réactions suscitées par le projet de la réforme Haby-Giscard (et avant lui par le projet Fontanet, etc.) pour se persuader que la difficulté majeure réside dans le refus et l'absence de débats politiques réels sur l'éducation dans la société française.

AÉRONAUTIQUE

LE GROUPE DASSAULT RÉCLAME UNE NORMALISATION DE LA SITUATION MONÉTAIRE

Le groupe privé Dassault-Breguet réclame du gouvernement des mesures temporaires et pour permettre à la concurrence internationale de se maintenir jusqu'à ce que la situation monétaire internationale se normalise. Cette revendication figure en conclusion des comptes pour l'exercice 1974 que l'assemblée générale ordinaire des actionnaires, a récemment approuvés. Les résultats nets de la société sont apparus au bénéfice de plus de 65 millions de francs, soit 2,34 % du chiffre d'affaires qui s'élève à 3 655 millions de francs.

« Le trait caractéristique du marché aéronautique, estiment les dirigeants de Dassault-Breguet, est l'intensité de la concurrence et la volonté de suprématie de l'industrie américaine, dont la puissance n'est pas à démontrer et dont la position se trouve actuellement confortée par un dollar déprécié (...). Si cette situation favorise actuellement les finances extérieures de la France par la diminution du coût de ses importations de matières premières et de pétrole, dont les prix sont fixés en dollars, elle constitue un lourd handicap pour l'exportation des industries de pointe, notamment, dans la concurrence d'exercice essentiellement en dollars. En 1974, les prix de commandes à l'exportation se sont élevés à 4 210 millions de francs, soit une progression de 90 % par rapport à 1973, avec vingt-sept Mirage III, soixante Mirage F-1 et soixante avions d'affaires Falcon.

SOCIÉTÉ

L'Évangile sous le boisseau

(Suite de la première page.)

La principale responsabilité du péché originel incombe à la femme, sorte d'intermédiaire entre le démon et l'homme. Juit avant que d'être chrétien, saint Paul a lourdement insisté sur la subordination des épouses (« Se soumettre en tout à leurs maris »). Quant aux fameux versets « Que les femmes se taisent dans les assemblées », etc., il s'agit d'un ajout qui n'aurait pas de fait, mais lie non pas moins été utilisée au cours des siècles pour justifier la ségrégation féminine. Il faut aussi rendre à Paul cette justice : il reconnaît aux femmes le droit de « prophétiser » en public, il en avait engagé pour le moins quinze comme missionnaires et dans son Église aux Galates, il affirme : « Vous êtes tous revêtus du Christ. Il n'y a plus ni esclave ni homme libre ; il n'y a plus ni homme ni femme. Vous êtes tous une seule personne dans le Christ Jésus. » Il y a donc deux hommes en saint Paul, et l'on ne doit oublier ni l'un ni l'autre.

« La porte du diable »

On n'en finirait pas de citer tous les propos antiféministes tenus par les Pères de l'Église et les grands penseurs. La manière stoïcienne d'envisager l'sexualité a exercé une véritable fascination. Considérée comme le symbole et le siège de la sexualité, la femme a souffert du mépris pour le chair, mépris d'origine plus ou moins platonicienne. Tertullien voyait dans la femme « la porte du diable ». Si saint Jérôme s'est rendu célèbre par le dédain des femmes, c'est en leur conseil la virginité consacrée. Dans le décret de Gratien (douzième siècle), principale source du droit de l'Église, on lit non seulement que la femme n'a pas été faite à l'image de Dieu, mais que sa « condition de servitude » explique qu'elle doive être soumise à l'homme « en toutes choses ». A noter que la formule de bénédiction nuptiale — réservée à la femme — en usage jusqu'à ces dernières années portait la marque de cette subordination.

La sexologie aristotélicienne reprise par saint Thomas d'Aquin donne à la femme un rôle purement passif dans la génération. La primauté de l'homme tournait en un véritable mono-sexisme, la femme n'étant qu'une « forme déviante » de l'unique sexe, le masculin, une sorte d'être raté, de « mâle manqué ».

La vieille idée juive de la pureté rituelle est restée tenace (impureté du sang menstruel et de l'acte sexuel, etc.). Certaines pénitences interdites à la femme ayant ses règles d'entrer à l'Église ou de communier. Normale, contrepartie brutallement exprimée par Balzac (« La femme est une esclave qu'il faut savoir mettre sur un trône... »). L'idéalisation de la femme, dans laquelle certains ecclésiastiques se complaisent pour justifier inconsciemment leur antiféminisme. On cantonne la femme dans le maternité ou l'on sublime la virginité. Ce faisant, la conduite des affaires du monde et de la société, tâche terre-à-terre, demeure exclusivement le domaine des hommes. Le culte de la Vierge Marie, considéré comme la femme idéale, a alimenté cette conception, dont se détournent de plus en plus les femmes modernes. Comment s'en étonner ? Une revalorisation de cette sorte n'équivaut-elle pas à une discrimination ? Encore

convient-il de noter que, dans le christianisme traditionnel, la virginité représentait dans une certaine mesure une libération tant Le Moyen Age a connu des gloses qui avaient des pour qu'on épiscopaux. Mais, enfin, l'homme a continué à être une certaine domination sur conventionnelles. Ne serait-ce à imposer des doubles grilles — points — aux cloîtrées ou bien contrôlé de supérieurs ecclésiastiques masculins.

Les motivations de l'antiféminisme chrétien ne sont en tout pas pseudo-justifications idéologiques cachant des causes culturelles type patriarcal. Rien n'est pire de les déglacer en raisons théologiques et de tenter ainsi de les « déconstruire ». Le cas le plus typique est doute l'exclusion des femmes sacerdotales, c'est-à-dire en fait posées de responsabilité dans la vie de la communauté. Le code du droit canon a ordonné des femmes (article Pourquoy ? Sinon parce que la me, « être faible et délicate », vivr. ou le rôle des hommes parce que le Christ n'a pas choi femmes parmi les apôtres. Mais voilà ! le faire dans une société vs ? Que visons nous au fait de ces résistances. Karl Rahner dit nettement : « Cette pratique aucun caractère théologique ou grand ; elle est basée sur une conditions culturelles et sociales était valides dans le passé dans conditions culturelles et sociales sont en train de changer ra ment. »

Libérer les hommes

Pie XII déclara il y a dix ans : « L'homme et la femme sont images de Dieu, selon leur propre, des personnes égales dignité et possédant les mêmes droits dans qu'on puisse se en aucune manière que le « rôle infériorité » (allocution 29 septembre). Depuis, l'Église a connu clairement les droits de la femme dans la société (Jean XXIII a fait de la promotion le thème d'un des « signes temps » actuels. On peut donc demander à bon droit pou l'Église tarde tant à ouvrir le s' : donne aux femmes ? Tout se l comme si elle avait peur de véritable mono-sexisme, la femme n'étant qu'une « forme déviante » de l'unique sexe, le masculin, une sorte d'être raté, de « mâle manqué ».

La vieille idée juive de la pureté rituelle est restée tenace (impureté du sang menstruel et de l'acte sexuel, etc.). Certaines pénitences interdites à la femme ayant ses règles d'entrer à l'Église ou de communier. Normale, contrepartie brutallement exprimée par Balzac (« La femme est une esclave qu'il faut savoir mettre sur un trône... »). L'idéalisation de la femme, dans laquelle certains ecclésiastiques se complaisent pour justifier inconsciemment leur antiféminisme. On cantonne la femme dans le maternité ou l'on sublime la virginité. Ce faisant, la conduite des affaires du monde et de la société, tâche terre-à-terre, demeure exclusivement le domaine des hommes. Le culte de la Vierge Marie, considéré comme la femme idéale, a alimenté cette conception, dont se détournent de plus en plus les femmes modernes. Comment s'en étonner ? Une revalorisation de cette sorte n'équivaut-elle pas à une discrimination ? Encore

HENRI FESQUEL

La raison du plus fort...

La femme doit notamment au christianisme la proclamation de l'égalité de dignité de tous les êtres humains, la monogamie, l'indissolubilité du mariage, l'exaltation de l'amour ecclésiastique par un sacrement. L'attitude de Jésus à l'égard des femmes reste exemplaire et était révolutionnaire à son époque. Tout cela n'a pourtant pas empêché des hommes d'Église, parmi les plus célèbres, de tenir des propos dévalorisants aux femmes. En voici quelques-uns :

« Et qu'elle soit de son ovica. » (Glose du décret de Gratien, 335, 4.)

« La femme n'est pas un membre partiel de l'Église, mais seulement l'homme. » (Pozarum super-daratum, XIV° siècle.)

« L'homme, par nature, tout avec plus d'abondance de discernement de la raison. C'est pourquoi Aristote dit qu'il y a corruption dans un gouvernement quand il est assuré par les femmes. » (Saint Thomas d'Aquin.)

« Les jeunes filles sont élevées pour la vie privée ; je demande qu'elles ne soient pas conduites aux cours, aux examens, aux diplômes ; (...) je demande qu'on ne forme pas pour l'école des femmes littéraires. » (Mgr Dupanloup.)

« Selon Jean-Marie Aubert, la condamnation universelle de l'esclavage par l'Église ne date que du siècle dernier ; auparavant n'était condamné que l'esclavage des chrétiens.

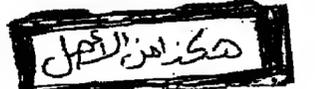
PRÉPARATION A SC.PO par correspondance du 15 juillet au 30 août

Examen d'entrée en année préparatoire

Epreuve écrite d'admission en 2° année

Pour tous renseignements et inscriptions :

PSP 15, AVENUE VICTOR-HUGO 75116 PARIS - Tél. 533-61-64



Le Monde DES SCIENCES ET DES TECHNIQUES

< TOKAMAK-10 >

La plus grande machine - l'étude de la fusion thermonucléaire est construite à Moscou

Les physiciens soviétiques de l'Institut Kurchatov à Moscou ont à la fin de la construction de leur nouvelle machine Tokamak-10, la plus grande machine de ce type actuellement achevée dans le monde, université de Princeton va, à la fin de l'année, terminer elle-même la réalisation d'une machine expérimentale appelée F.T.T. (ou Large Torus) analogue à Tokamak-10.

Soviétiques parviennent ainsi à avoir perdu l'avance de plusieurs années qu'ils possédaient en 1968-69 sur le monde entier. A cette date, en effet, les Tokamak-3 avait atteint les formes définitives dans le monde. Les autres pays ont construit des Tokamak-10, mais aujourd'hui plusieurs autres, une en France, deux en Angleterre, une au Japon, etc.

Les Tokamak-10, les Soviétiques devaient plus les Américains, bien sûr, ce n'est pas seulement la taille de la machine qui est en jeu, mais aussi la qualité des physiciens qui s'en servent. Les progrès de leurs études.

fusionner des atomes pour l'énergie libérée par le est une entreprise beaucoup plus difficile qu'on ne le croyait en son temps. Les progrès de la fusion thermonucléaire ont été très lents.

On sait, depuis plusieurs années, que ce mode de chauffage de la matière par le courant électrique ne suffit pas à obtenir les températures nécessaires. Il faut ajouter un autre mode de chauffage. En revanche, la course aux grandes machines n'est pas seulement due au désir des physiciens de posséder des installations de plus en plus grandes. On a de bonnes raisons de penser que le confinement de la matière sera en partie facilité par un plus grand rayon de l'anneau de la machine. Ce qui compte, en réalité, est le rapport entre ce rayon et le rayon du cylindre de plasma dans l'anneau. L'intensité du champ magnétique extérieur, responsable de l'intensité du courant dans l'anneau, est aussi une caractéristique très importante de la machine.

Le Tokamak-4 qui fonctionne aujourd'hui en Union soviétique a un anneau de 1 mètre de rayon, pour un rayon de cylindre de plasma de 14 centimètres, un champ magnétique de 50 kilogauss et une intensité de courant de 300 kilampères. Le Tokamak-10 a un rayon de 1,5 mètre pour une chambre de plasma de 40 centimètres de rayon, et une intensité de courant de 1 million d'ampères. La machine de Princeton a sensiblement les mêmes caractéristiques, avec une intensité de courant de 1,5 million d'ampères.

Plusieurs pays européens, dont la France, étudient actuellement, en commun, une machine Tokamak de la génération suivante, avec un rayon d'anneau de 3 mètres, une chambre de plasma de 1,10 mètre et une intensité de courant de 3 millions d'ampères. La mise au point de ce Joint European Tokamak ou JET pourrait être décidée à la fin de l'année, et le coût est estimé à environ 60 millions de F.

Le Centre National de la Recherche Scientifique G. DRUESNE notations, le fonctionnement modalité d'action inter organisme français cherche fondamentale.

ASSON 120 bd Saint-Germain 75280 Paris Cedex 06

LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE D'ÉTUDES THERMIQUES ET D'ÉNERGIE SOLAIRE (SOFRETES) vient d'achever une turbine solaire d'une puissance de 25 kilowatts qui, à la fin de l'année, fonctionnera à San-Luis-de-la-Paz (Mexique) et qui permettra de pomper de l'eau pour alimenter 10 000 habitants. L'énergie nécessaire au fonctionnement de la turbine est fournie par des capteurs plans ou cylindriques de l'eau chauffée par le soleil et qui occupent une superficie de 1 500 mètres carrés. La turbine est complétée à un alternateur qui fabrique l'électricité pour entraîner deux pompes fonctionnant en moyenne six heures par jour.

INVESTISSEMENT nécessaire à l'installation de pompes et de turbogénérateurs solaires restés, aujourd'hui, nettement plus lourds que pour les moteurs Diesel. Une pompe solaire de 1 kilowatt vaut, au départ de l'usine, 160 000 francs ; une turbine de 50 kilowatts, 3 millions de francs. Un moteur Diesel de puissance équivalente (50 kilowatts) vaut, à l'achat seulement, 400 000 francs. Mais sa durée de vie est faible, quatre à cinq ans, et son entretien coûteux. En outre, le

POINT DE VUE LE BON, LE MAUVAIS ET LA RESPONSABILITÉ DU SAVANT

par ROGER GODEMENT (*)

DANS la même semaine, un article de M. Jean-Claude Pecker sur l'Inflammation (Le Monde du 4 juin) et un entretien du professeur J. Hamburger avec Pierre Desgraupes (Le Point du 2 juin) ont à nouveau attiré l'attention sur la critique de la science et sur le « devoir du savant » qui, pour ces deux scientifiques, semble se réduire à « informer l'opinion des chemins possibles de la décision, montrer les conséquences de chacun de ces chemins, bref fournir les éléments des choix », comme le dit M. Hamburger en réponse à une question où lui demandait, très directement, s'il n'est pas « du devoir du savant d'aider à empêcher ces retombées maléfiques » qui sont, et font justement à notre avis, à l'origine du mouvement actuel de contestation.

Il y a longtemps — Archimède, déjà — qu'il se trouve des scientifiques pour fournir à ceux qui gouvernent, M. Hitler industriellement, l'information « aussi complète, aussi claire, aussi accessible que possible » que MM. Pecker et Hamburger leur font un « devoir » de communiquer (sans nous dire à quel, et pour leur faire entrevoir des possibilités que réduits à leur seule culture politique, ils n'auraient jamais soupçonnées. Pour citer un exemple, parjurement démonstratif, un fait que, la Division de l'uranium ayant été découverte à Berlin en décembre 1938, les organismes américains, anglais, allemands et français se sont précipités à l'œuvre, et avant mai 1942 (et dès la fin janvier aux États-Unis), des potentialités militaires des travaux en cours ; dans tous les cas, des physiciens de premier ordre, indépendamment les uns des autres et apparemment sans susciter la moindre opposition chez leurs collègues, prirent l'initiative de ces contacts et, en fait, furent les initiateurs de ce qui, pendant des mois et des années pour obtenir de leurs gouvernements, peu convaincus des possibilités, à court terme, une aide massive que seul le gouvernement américain finit par accorder avec les conséquences que l'on sait. On pourrait faire des constatations analogues à propos du développement des armes chimiques, de l'aéronautique, du radar, des ordinateurs, des fusées, de la bombe H, etc. On voit mal comment il pourrait en être autrement puisque, au début, tout au moins, les scientifiques sont évidemment seuls à entrevoir et à comprendre les développements futurs.

M. Pecker nous rassure en nous disant que « de tout temps on a fabriqué des engins de mort et en même temps amélioré le niveau de vie de l'homme » et que « c'est plus grave maintenant, peut-être, mais d'un strict point de vue quantitatif seulement ». Sans trop insister sur le niveau à partir duquel le « quantitatif » se change en qualitatif, notons d'abord que si, un jour, et comme tout le laisse prévoir dans un monde qui se fait la guerre depuis cinq cents siècles, une troisième guerre mondiale conduirait, grâce à nos progrès conjugués de la physique nucléaire, de l'électronique et des

techniques spatiales, à cinq cent millions de victimes incapables de se défendre, il ne suffirait pas, pour compenser cette horreur technologique maximale, de nous dire que le même progrès a permis aux hommes de traverser l'Atlantique en sept heures, de contempler chez eux M. Giscard d'Estaing en couleurs et en relief ou de se faire vacciner contre la tuberculose. Si l'on songe aux réactions provoquées par les exhibitions, pourtant si modérées par comparaison, de la guerre du Vietnam, il se trouvera sans doute alors beaucoup de gens pour penser que le « progrès » dans les domaines en question avait quelque chose de fondamentalement mauvais, même si M. Pecker trouve « absurde » la distinction entre une science « bonne » et une science « mauvaise ».

Mille cinq cents polytechniciens M. Hamburger nous dit que « ce n'est pas le progrès de la science qu'il faut mettre en accusation, mais bien l'usage que les hommes font de ce progrès ». Mais comment la notion de « progrès de la science » pourrait-elle avoir un sens indépendamment des hommes qui le font avancer, de ceux qui l'utilisent et de ceux qui le financent ? Comme le disait, en 1968, le conseiller scientifique de M. Richard Nixon, ce n'est pas pour nous fournir des « parcelles d'attraction » que les politiques nous attribuent tant de crédits ; dans notre pays, où la médecine dépend de la charité publique et où le physique et les techniques atomiques prospèrent, M. Hamburger est bien placé pour savoir que la répartition des crédits gouvernementaux détermine les branches qui progressent rapidement et celles qui végètent.

Quant aux retombées militaires (fort justement les plus controversées, car si la guerre est inévitable, la solution n'est pas de la transformer en massacre généralisé), on ne peut que constater l'énorme expansion, depuis 1940 et la guerre froide, des organismes militaires spécialisés dans la recherche et le développement. Disposant de crédits fabuleux (8 à 10 milliards de dollars par an au Pentagone, 20 à 30 pour toute la planète) et d'un personnel de très haut niveau (mille cinq cents polytechniciens, plus les autres, en France, vingt ou cinquante fois plus ailleurs), ils sont, depuis trente ans, en contact permanent et organisé, aussi bien avec les milieux scientifiques qu'avec ceux qui financent l'innovation (avant tout dans les sciences physiques, où les « contrats de recherche » sont accordés artificiellement le progrès et favorisent les relations publiques) qu'avec les industries et « points » susceptibles de produire la quincaillerie. Leur mission est de saisir toutes les occasions qui se présentent de transformer le progrès scientifique en progrès militaire, afin de contraindre (ou, si

elle n'existe pas encore, de susciter) la « menace technologique » que l'ennemi présumé fait peser sur nos têtes, comme l'écrit à peu près le directeur des recherches et moyens d'essais (D.R.M.E.) au ministère de la défense, mon collègue, le professeur Jacques-Emile Dubois, de Paris-VII. Quoique la culture de l'aveuglement thérapeutique soit fort répandue chez eux, tous les scientifiques finissent par découvrir ces organismes : D.R.M.E. et direction des applications militaires (D.A.M.) du commissariat à l'énergie atomique en France, offices de recherches de l'armée de l'air ou de la marine américaine. Rand, Lincoln Lab, Los Alamos, etc., aux États-Unis, par exemple ; pour l'U.R.S.S., voyez les allusions de Soljenitzyn et de Sakharov. Ils savent tous qu'ils sont hors de question d'éviter les événements retombés « mauvaises » du progrès scientifique : les organismes spécialisés sont là pour les exploiter avec l'aide de certains d'entre eux, extérieurs à leur domaine, comme tous les scientifiques, de recevoir l'admiration de leurs pairs en résolvant les premiers des problèmes difficiles, et éventuellement animés à l'égard de l'ennemi potentiel des impulsions idéologiques qui, au lendemain même de l'annonce par Truman de l'explosion atomique soviétique, conduisirent Lawrence, Alvarez et Lattimer à envoyer de Berkeley pour aller réclamer à Washington un nouveau Manhattan Project thermonucléaire (qu'on leur accorda, malgré les avis contraires d'autres experts tout aussi qualifiés, après quelques mois de débats secrets).

En attribuant dans tout le domaine gouverné par les sciences physiques et les techniques modernes, une écrasante priorité aux applications militaires, ce système contribue à discréditer l'idée même de progrès scientifique, les utilisations pacifiques n'apparaissent plus que comme des retombées tardives (et qui, cyniquement, les « justifient ») des précédentes. Sa devise est fort simple : permettez-nous, avec votre argent, d'inonder le monde de B-52, de chasseurs et de fusées et nous vous promettons d'utiliser 15 % de notre production pour traverser la Sibirie ou le Pacifique en quelques heures et pour rien. Mise à part la « lunatique fringe » (minorité contestataire) américaine, qu'on internait en U.R.S.S. si elle s'y manifestait, tous les scientifiques (et a fortiori les ingénieurs, muets comme des carpes), s'accrochaient fort bien de cette situation, notamment si c'est le laboratoire d'à côté qui fait la liaison avec Lockheed ou la Direction des applications militaires du C.E.A.

Se borner à fournir de l'information aux décideurs (qui ne demandent, en effet, rien d'autre) reviendrait dans ces conditions, et dans ces domaines, à s'en remettre pour la moralité des choix aux éminents successeurs de

MM. Hitler, Churchill, Truman et Staline, avec les résultats que tout le monde peut prévoir. Si cette conception de la responsabilité scientifique prévaut dans la corporation, quel étonnement à ce que le public, peu habitué à ces prouesses dialectiques, ne fasse pas de distinction entre la Science et majuscule et ses utilisations ? Et si les décideurs décident de développer la bombe H et les gaz toxiques ou de transformer la bactériologie yeshourienne en fléau de l'Apocalypse, MM. Hamburger et Pecker mettront-ils la main à la pâte ?

Après les expériences de notre temps, la seule éthique scientifique qui simplement découte est celle que M. Georges Wald a formulée le 4 mars 1969, au Massachusetts Institute of Technology, le centre mondial de la corruption de la science par l'argent des militaires (110 millions de dollars cette année-là, pour les salaires des professeurs et le système de guidage des missiles Poseidon) : our business is with life, not death (notre activité concerne la vie, non la mort). Le moins que l'on puisse alors faire est d'opposer un boycottage systématique et motivé à tous ceux, organismes et collègues (« questions de not makes bombs, Bertrand Russell (ce n'est pas avec des équations qu'on fait des bombes), dont la fonction est de transformer le progrès scientifique en instruments d'extermination de l'homme. Autrement, l'alternative la plus plausible est celle d'un « désert post-nucléaire où l'on perdrait les scientifiques ». Ce serait bien la première fois depuis Archimède, qu'ils mourraient, comme de vulgaires paysans, d'avoir fait la guerre !

(*) Professeur (mathématiques) à l'université Paris-VII.

EN TOUTE LOGIQUE

L'envers de la magie

PROBLEME n° 48

CLASSIQUEMENT, un carré contenant les n premiers nombres entiers est magique lorsque ses lignes, ses colonnes et ses diagonales ont une somme égale.

Comment explorer l'envers de la magie ? La non-magie peut-elle être systématique ?

Une première étape choisie par J.-S. Medvedy (1) consiste à définir les carrés « hétérogènes ». Un tel carré a les sommes de ses lignes, colonnes et diagonales toutes différentes.

Pourquoi n'existe-t-il pas de carré hétérogène d'ordre 2 et savez-vous en construire un d'ordre 3 ?

Dans un carré d'ordre 2, utilisant les nombres 1, 2, 3 et 4, la plus petite somme possible est 3 et la plus grande 7. Il ne peut donc produire 8 sommes différentes.

Voici le seul carré « hétérogène » connu d'ordre 3 :

1	2	3
4	5	6
7	8	9

Dans un carré anti-magique, la négation est plus systématique. Les sommes des lignes, colonnes et diagonales doivent être toutes différentes et se suivre.

Aucun carré anti-magique d'ordre 3 n'est connu et il semble impossible. Savez-vous en construire d'ordre 4 (on en connaît vingt exemples) et d'ordre 5 ?

Solution du problème n° 47

En réalité, il n'est besoin d'en connaître aucun. Le résultat ne peut être que 2.

Faisons le calcul en utilisant les logarithmes. Le logarithme du nombre de 20 chiffres, est 19... Le logarithme de sa racine soixante-quatrième est :

19... 64

Il se situe entre 0,29 et 0,32. Le seul logarithme de nombre entier figurant dans cet intervalle est celui de 2, c'est-à-dire : 0,30103. (Référence : Y. Perelman, l'Algèbre récréative, Editions de Moscou.)

PIERRE BERLOQUIN.

(1) Mathématiques au Vacation, Scribner, N.-Y., 1968.

LA TECHNIQUE FRANÇAISE AU MEXIQUE ET AU SAHEL

Des pompes solaires à tout faire

La Société française d'études thermiques et d'énergie solaire (SOFRETES) vient d'achever une turbine solaire d'une puissance de 25 kilowatts qui, à la fin de l'année, fonctionnera à San-Luis-de-la-Paz (Mexique) et qui permettra de pomper de l'eau pour alimenter 10 000 habitants. L'énergie nécessaire au fonctionnement de la turbine est fournie par des capteurs plans ou cylindriques de l'eau chauffée par le soleil et qui occupent une superficie de 1 500 mètres carrés. La turbine est complétée à un alternateur qui fabrique l'électricité pour entraîner deux pompes fonctionnant en moyenne six heures par jour.

INVESTISSEMENT nécessaire à l'installation de pompes et de turbogénérateurs solaires restés, aujourd'hui, nettement plus lourds que pour les moteurs Diesel. Une pompe solaire de 1 kilowatt vaut, au départ de l'usine, 160 000 francs ; une turbine de 50 kilowatts, 3 millions de francs. Un moteur Diesel de puissance équivalente (50 kilowatts) vaut, à l'achat seulement, 400 000 francs. Mais sa durée de vie est faible, quatre à cinq ans, et son entretien coûteux. En outre, le

Cette première turbine solaire fait partie d'un premier contrat passé par le Mexique à SOFRETES, qui comporte aussi dix pompes solaires plus petites de 1 kilowatt dont quatre sont déjà installées à Caborea, à Caballo, à Mexico et à Cedral. La valeur totale de ces installations est de 3 millions de francs, y compris les turbines.

D'autre part, le ministère de la coopération mettra à la disposition des six pays groupés en un Comité inter-Etats pour la lutte contre la sécheresse au Sahel un crédit de 25 à 30 millions de francs. Une partie de ce crédit servira aux pays du Sahel à acheter quatre pompes de 1 kilowatt, deux turbines de 25 kilowatts et une turbine de 50 kilowatts.

Le cube pompé est à peu près analogue dans les deux cas, environ 25 centimètres pour un débit journalier moyen de 2 400 mètres cubes.

Autel le soleil ne paraît-il pas aujourd'hui une si piètre source d'énergie pour les pays arides aux villages dispersés et éloignés. La société SOFRETES propose des pompes de 1 kilowatt qui, avec environ 70 mètres carrés de capteurs, permettent de débiter 45 mètres cubes d'eau chaque jour à partir d'un forage de 25 mètres de profondeur. — D. V.

(Lire la suite page 10.)

Pour les hommes et les animaux cycle solaire (six heures par jour en moyenne). Ce coût est évidemment élevé si on le compare au coût du kilowatt-heure livré dans une ville française. Mais au Sahel le prix moyen de l'électricité varie

RECA EPEDA SIMMONS

Les meilleurs ensembles

nt choisis CAPELOU our la vente de leurs ELLEURES LITERIES

Modèle TREGA

ASSON GRATUITE DANS LA JOURNÉE

POSITION ET CENTRE D'ESSAI

CAPELOU Distributeur

Seule adresse de vente : 37, Av. de la République IS X^e - Mâtro PARENTIER Tél. 337.46.35 +

LETTRES

RESPONDANCE

le culture sans le livre

Ray Duboscq, ancien directeur des Archives de la Sorbonne, nous écrit : Rattacher les bibliothèques sur ensemble à l'organisme...

ne réforme logique

Robert Sadley, conservateur de la Bibliothèque de la Sorbonne, écrit : Il est dans votre journal en date du 3 juillet que les bibliothécaires ont protesté...

ST POUR DES RAISONS POLITIQUES LE PRÉSIDENT FORD PAS REÇU SOLJENITSYNE

ington (A.F.P.). — Le président n'a pas reçu M. Alexandre Soljénitsyne lorsque celui-ci se trouvait à Washington...

Libres opinions

L'éclatement des bibliothèques

Sabotage d'un service public

par M. DARROBERS et A. CARPENTIER (*)

Le conseil des ministres vient d'adopter une réorganisation que, pour notre part, nous considérons comme une destruction : l'éclatement de la Direction des bibliothèques...

Nous protestons avec la dernière énergie contre le méthode employée (il y a eu absence totale de concertation avec la profession)...

Créée en 1945, à la demande des bibliothécaires, la Direction des bibliothèques et de la lecture publique a pour mission d'organiser et de coordonner l'action des multiples bibliothèques placées sous sa tutelle...

Certes les moyens mis à sa disposition ont toujours été insuffisants ; il n'en reste pas moins que l'existence d'une administration unique des bibliothèques est un fait positif...

Il n'est tenu aucun compte de ce vœu, pourtant formulé à maintes reprises, et on assiste à un recul de trente ans en arrière...

La suppression de la structure de coordination qu'est la Direction des bibliothèques met en cause l'existence des services communs...

Ces considérations sont sans doute oiseuses ; il s'agirait d'insérer la lecture publique dans une grande politique de promotion du livre...

Ceux-ci ignorent-ils l'existence au sein de la Direction des bibliothèques d'un service de la lecture publique mis en place en 1967 ?

Sans doute ce service de la lecture publique - première manière - a-t-il failli à sa tâche puisque le recensement au sein du secrétariat à la culture...

Enfin, qu'advient-il du personnel qui, par l'unité de sa formation, a vocation de servir dans tous les établissements ?

Face à de telles perspectives, l'ensemble du personnel des bibliothèques se retrouve unanime à réuser cette situation de force...

(*) Au nom de la section Direction des bibliothèques du Syndicat national des bibliothécaires (S.N.B.).

(1) N.B.L.R. — Les représentants de divers syndicats des bibliothécaires s'étaient réunis le 4 juillet dernier pour discuter de la lecture publique selon laquelle l'éclatement de la Direction des bibliothèques...

En fait, cette phrase s'appliquait, dans son esprit, à la promotion de la lecture publique comme service prioritaire, intégré à la notion de culture de masse...

Quand on dresse l'inventaire des difficultés jalonnant la route du Tour d'Ici à Châtel - plus de vingt cols à franchir et quatre arrivées en altitude - on peut se demander ce que nous réserve la traversée des Pyrénées, du Massif central et des Alpes...

JACQUES AUGENDRE

Sema - Sélection

directeur général et ingénieur spécialiste béton

Téhéran Une très importante entreprise iranienne manant de gros chantiers de bâtiments à travers le pays recherche pour la région de Téhéran deux cadres de haut niveau pour assurer la conduite d'un nouveau chantier qui regroupera 600 personnes...

recrutement cadres 90.000

Un Groupe industriel très important (8000 personnes), développant ses activités en Afrique, dans les secteurs les plus divers, recherche pour sa filiale française en cours de création un Responsable du recrutement des cadres...

directeur d'études

Un organisme régional officiel d'aménagement du territoire recherche un collaborateur efficace pour prendre la responsabilité de l'équipe chargée des études des transports de personnes...

directeur de clientèle

Une jeune société intervenant dans un créneau original et spécifique du marché Marketing-Publicité recherche le futur responsable de son activité commerciale...

Mauritanie

Un Groupe industriel important (8.000 personnes) développent ses activités dans des domaines industriels très diversifiés, étoffe ses structures et cherche à pourvoir pour son siège à Nouakchott et l'un de ses principaux centres d'exploitation (Akjoujt) plusieurs postes à larges responsabilités...

chef centrale électrique

Rattaché au Directeur Adjoint du département Engineering du centre d'exploitation minière d'Akjoujt, il aura la responsabilité totale du fonctionnement de deux installations importantes : une centrale électrique (5 groupes Mirtess, 2,5 MW, 3300 V) et une station de pompage...

ingénieur chef d'entretien

Rattaché au Directeur du Département "Engineering", ce cadre, ingénieur diplômé de 30 ans au minimum, aura une formation mécanique ou électro-mécanique. Il aura la responsabilité de l'entretien, des réparations et des travaux neufs de l'usine de traitement de minerais de cuivre à Akjoujt...

jeune médecin

Rattaché au Médecin-Chef de l'exploitation minière d'Akjoujt, il secondera celui-ci dans l'organisation, l'animation et le développement de tous les services médicaux du complexe industriel et urbain de la région (hôpital, dispensaire, laboratoire pathologique et blocs radiologiques)...

ingénieur électricien

Collaborateur du Directeur de la Division Mines, il sera chargé d'élaborer au niveau Groupe les procédures et programmes d'entretien des installations électriques et de l'instrumentation utilisée pour l'exploitation des mines...

Adressez votre curriculum vitae, avec une courte lettre manuscrite, en rappelant la référence choisie à :

sema selection Immeuble Sema-Metra International 16, rue Barbès - 92128 Montrouge Tél. : 657.13.00 (120 lignes groupées) (Membre de l'ANCIERP)

Le Tour de France : hécatombe dans les montagnes

Un coureur quadragénaire et sans forces, classé dans le groupe de la 7e étape Auch-Pau de 20 kilomètres. Quand on dresse l'inventaire des difficultés jalonnant la route du Tour d'Ici à Châtel - plus de vingt cols à franchir et quatre arrivées en altitude - on peut se demander ce que nous réserve la traversée des Pyrénées, du Massif central et des Alpes...

SPORTS

De notre envoyé spécial

AUCH - PAU, 206 km (19 étapes) 1. Gimonelli (It.), 5 h. 59 min 52 sec. (moyenne : 34,246 km/h); 2. Fogliani (It.), 5 h. 59 min 54 sec.; 3. Dangouillanne (Fr.), 5 h. 59 min 59 sec.; 4. Thévenet (Fr.), 6 h.; 5. Moser (It.); 6. Eissard (Fr.); 7. Sattaglin (It.); 8. March (It.); 9. Van Impe (B); 10. Poulidor (Fr.), tous mêmes temps, etc. Classement général 1. March (It.), 62 h. 50 min 3 sec.; 2. Moser (It.), à 1 min 38 sec.; 3. Thévenet (Fr.), à 2 min 39 sec.; 4. Gimonelli (It.), à 3 min 14 sec.; 5. Eissard (Fr.), à 3 min 59 sec.; 6. Poulidor (Fr.), à 4 min 42 sec.; 7. Zoetemelk (Hol.), à 4 min 48 sec.; 8. Dangouillanne (Fr.), à 4 min 50 sec.; 9. Coenraads (Hol.), à 5 min 14 sec.; 10. Sattaglin (It.), à 5 min 17 sec.

ARTS ET SPECTACLES

théâtres

Les salles subventionnées
Opéra, 20 h. 30 : Coppélia.
Comédie-Française, 20 h. 30 : On ne saurait penser à tout; le Malade imaginaire.

Les salles municipales
Nouveau Carré, 20 h. : Cirque à l'italienne; 21 h. : Dimitri.

Les autres salles
Cartoucherie de Vincennes, Théâtre du Soleil, 20 h. 30 : l'Age d'or.

Cartoucherie de Vincennes, Théâtre du Soleil, 20 h. 30 : l'Age d'or.
Théâtre de la Tempête, 20 h. 45 : Domage qu'elle soit une potine.
Charles-de-Rochefort, 20 h. 45 : Etis ou est de tous plus un rit.

Les cafés-théâtres
Au Bec fin, 18 h. 30 : Poker Boys; 20 h. 45 : 1 m 80 - 95 kg et ça tombe la veste; 23 h. : L'hindou au cirque.

Le Festival du Marnis
Hôtel d'Aumont, 21 h. 15 : l'Événement.
Hôtel de Beauvais, 20 h. 30 : Philippe Duval; 22 h. : Eric Lator et Olivier Franc.

Le Festival du Louvre
Cops Carré, 20 h. 45 : le Belle au bois dormant (ballet de l'Opéra).

LA COUR DES MIRACLES
22 h.
ELLE, ELLE ET ELLE
Mise en scène M. Cavallari

CALENDRIER DES CONCERTS

SAISON PARISIENNE 1975
KUNZT
Orangerie de Sceaux
CONCERTS
FESTIVAL MONTE-CARLO
BAILETS - CONCERTS
J.S. BACH
ROSTROPOVITCH

Mardi 8 juillet

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles
- LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES -
704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34
(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

Les chansonniers
Carreau de la République, 21 h. : l'Année de la frime.
Les cabarets
Alcazar, 23 h. : Paris-Broadway.
L'Age-Bien, 23 h. : Spectacle de Jean-Marie Rivère.

Les films nouveaux
SEUL LE VENT CONNAIT LA REPONSE (Fr.), 18 h. 30 : Bex Budweiser made in France.
LE SHERIFF EST EN PRISON (A.), 20 h. 30 : Slog of Summer; Isadora Duncan, de E. Sussell.

Les exclusivités
AGUIRRE OU LA COLERE DE OCHOA (A.), U.O.C.-Marbeuf, 22-47-10.
ALICE N'EST PLUS ICI (A.), U.O.C.-Marbeuf, 22-47-10.

Les films nouveaux
SEUL LE VENT CONNAIT LA REPONSE (Fr.), 18 h. 30 : Bex Budweiser made in France.
LE SHERIFF EST EN PRISON (A.), 20 h. 30 : Slog of Summer; Isadora Duncan, de E. Sussell.

Les grandes reprises
ANDRÉ BOULAYER (Rom.), v.o., Olympia-Montparnasse, 19 (732-47-42).
CERTAINS L'AIMENT CHAUD (A.), v.o., Olympia-Montparnasse, 19 (732-47-42).

Les grandes reprises
ANDRÉ BOULAYER (Rom.), v.o., Olympia-Montparnasse, 19 (732-47-42).
CERTAINS L'AIMENT CHAUD (A.), v.o., Olympia-Montparnasse, 19 (732-47-42).

Les festivals

LUCHINO VISCONTI (v.o.), Boite à films, 17 (734-31-50), 14 h. : le Guépard; 17 h. 30 : Marc à Flore; 20 h. : Sandra; 22 h. : les Dammes.
FEDERICO FELLINI (v.o.), Boite à films, 17 (734-31-50), 13 h. : Sait et demi; 16 h. : les Clowns; 18 h. : U biano; 20 h. : Amarcord; 22 h. : Fellini Roma.

ÉLYSÉES LINCOLN
QUINTETTE - DRAGON
ACTION LAFAYETTE
14 JUILLET

Un petit chef-d'oeuvre.
ROBERT CHAZAL - France Soir
Confirmez le génie de KEATON. D'une drôlerie étourdissante.
JACQUES SICLIER - Le Monde

RAYMOND ROHAUER présente
BUSTER KEATON
SHERLOCK JUNIOR
"GOOD NIGHT NURSE" "ONE WEEK"
CAPITAL FILMS - ÉTOILEDISTRIBUTION

Festival

<HAMLET>, par Denis Llorca à Carcassonne
Il y a une vingtaine d'années, Jean Deschamps, disciple Vilar, organisait dans la vieille cité de Carcassonne, orgueil de l'let-le-Duc, un festival d'où naissait un centre dramatique, le Théâtre du Midi. Aujourd'hui, Jacques Echabillon succède à Jean Deschamps, nommé secrétaire général des Festivals de France. Le centre dramatique prend pour nom les Tréteaux du Midi et à Carcassonne le festival s'étend, s'ouvre à de nouveaux lieux, à la musique, à la danse, à la chanson, à la culture occitane et à des troupes régionales trop connues. Vingt-quatre spectacles sont invités, dont créations, avec la première production des Tréteaux du Midi : Hamlet adapté, mis en scène et joué par Denis Llorca.

Les escaliers en filèche, la haute muraille à créneaux qui surplombe la paisible Carcassonne... Hamlet adapté, mis en scène et joué par Denis Llorca.

Mois deux enfants, deux innocents, trahissent la fête de ces gaudes de plaisir et de bassesses. Hamlet et Ophélie s'aiment parce qu'ils sont différents des autres et qu'ils souffrent. Puisque Denis Llorca, force de la nature au visage buté, joue Hamlet, il ne peut pas être question de l'adolescent pâle, rongé de fièvre, transmis par la tradition romantique. Il n'est pas question non plus des angostes d'un intellectuel de la Renaissance égaré dans l'obscurantisme du Moyen Âge.

Horatio le pousse à l'action et, en même temps, déchaîne une réplique d'Hamlet pour en faire ce personnage-clé, ce politique lucide dont la stratégie échoue parce qu'il ne se rend pas compte de quel point Hamlet est atteint. Il meut sa mort sur le compte d'un enlacement compréhensible. Or, ici, l'enfant est frappé à mort parce que l'image de sa mère est brisée.

Cet Hamlet, au respect, a vera la dimension qui lui na dans les salles fermées o tournera pour les Tréteaux du Midi et le Théâtre de la Plou. Il sera sans doute repris novembre.
COLETTE GODAR
* Prochaine représentation 11 juillet à Carcassonne, le 2 à Sète.

Boulez à Meslay

Depuis la venue de Pierre Boulez et du London Sinfonia en 1971, les Fêtes musicales de Touraine se sont ouvertes à faibles taudances contemporaines, ce qui paraît inquiéter les hebdomadaires. Schönberg est — et restera — un auteur « difficile », l'écrit de la plupart des organisaieurs de concerts à l'égard d'écritures trop timorées, elle relève d'un mercantilisme trop insoufflé par que le présence de Stockhausen à Meslay l'an dernier, de B. Boulez et G. Boulez cette année, sont sujettes à caution : il ne s'agit d'un signe des temps, d'une reconnaissance naturelle des val établis.

Il y a, évidemment, un certain mérite à vouloir faire admettre Webern ou Varèse à une bonne partie de ceux qui fréquentent le festival de longue date. Mais il n'est pas certain que quelques concerts suffisent à leur faire aimer ce qu'a priori ils n'avaient pas voulu chercher. Il vaudrait mieux attirer un nouveau public, afin de combattre le enlèvement de toute manifestation un peu originale est menacée à plus ou moins brève échéance.

Le programme du dernier concert de l'ensemble Musiq' vivante débuté, par la Symphonie de chambre de Schönberg, dirigée par Boulez avec une rigueur d'autant plus étonnante qu'elle était exclusivement au service de la maîtrise de l'écrit. Compositeur, Boulez connaît l'importance capitale des transitions : il y apporte un soin inhabituel, il excelle naturellement dans une œuvre où elles abondent. Il faut signaler également une réussite trop souvent tenue pour impossible dans cette partition : l'équilibre entre les cordes et les vents. Miracle de dosage

Le Théâtre au Présent, centre de création contemporaine à Paris, a présenté par M. Michel C. pour assurer avec Marcel Machal la codirection du T.E.P. maintes créations. Une de ces créations a été présentée et accueillie le jeune théâtre en suscitant de nouveaux talents et en encourageant la naissance de leurs œuvres. Dix spectacles seront créés d'octobre 1975 à juin 1976, sous la direction de M. Michel C. pour assurer avec Marcel Machal la codirection du T.E.P. maintes créations. Une de ces créations a été présentée et accueillie le jeune théâtre en suscitant de nouveaux talents et en encourageant la naissance de leurs œuvres. Une formule d'abonnement tarif réduit est mise au point c devrait permettre à ce centre de création d'avoir et son à public.

مركز الفن

ANNONCES CLASSEES

Table with 2 columns: La ligne, La ligne T.E. Rows include: PRES D'EMPLOI, MANDES D'EMPLOI, POSITIONS COMMERC.

Table with 2 columns: La ligne, La ligne T.E. Rows include: L'IMMOBILIER, EXCLUSIVITES, L'AGENDA DU MONDE.

emplois internationaux

A COMMISSION DES COMMUNAUTES EUROPEENNES

ORGANISE UN CONCOURS SUR EPREUVES POUR LA CONSTITUTION D'UNE RESERVE DE RECRUTEMENT DE TRADUCTEURS ADJOINTS

CREUSOT - LOIRE ENTREPRISES

recherche rapidement pour chantier à l'étranger

COORDINATEUR ACHATS EQUIPEMENT ELECTRONIQUE POUR L'EUROPE

Pour Grande Société Internationale. Connaissances approfondies audio électronique.

jeune cadre COMMERCE INTERNATIONAL

Basé à Paris, près de notre équipe commerciale FRANCE, il devra être le meilleur parmi des informations disponibles pour s'intégrer dans le cadre des CONSTRUCTEURS internationaux.

Très importante Société de Filature en Afrique du Nord située dans grand centre touristique, bien équipé.

INGENIEUR TEXTILE ADJOINT AU DIRECTEUR TECHNIQUE ENSAIT, ESFTE, ESTMA, ITR

INGENIEUR D'ETUDES GENIE CIVIL orienté plus spécialement vers LES PROBLEMES D'ASSAINISSEMENT

un négociateur de haut niveau

Il prendra contact avec les fabricants de produits similaires dans des pays du monde entier pour négocier des contrats de participation ou autres formules d'association.

un directeur

Responsable de l'unité de production en Belgique (20 personnes) et de l'unité commerciale en Allemagne. Il aura pour tâche principale le développement de la clientèle (potentielle) importante sur ces secteurs.

un animateur des ventes sur l'Allemagne

De formation type E.S.C. Jeune de préférence mais ayant acquis de la vente de produits industriels.

hebert conseil

GRUPE IMMOBILIER INTERNATIONAL recherche DIRECTEUR COMMERCIAL pour TEHERAN (IRAN)

DIRECTEUR DE VENTES pour FRANCE (COTE D'AZUR)

chargés de la commercialisation d'importants programmes immobiliers, de l'organisation, de l'animation de la force de vente.

LES EMPLOIS INTERNATIONAUX

Le Monde présente cette rubrique dans ses pages d'annonces le lundi et le mardi. Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.



emplois régionaux



MELITTA INTERNATIONAL C.A. 2 milliards de francs - 10.000 personnes - recherche pour sa filiale française C.A. 100 millions de francs, en forte expansion, située près de CHATEAU THIERRY (à 85 km de Paris)

directeur commercial

De Formation Supérieure (ESSEC, ESCT, Sup de Co...), il aura une expérience de plusieurs années de la fonction et des circuits de distribution produits alimentaires et grande consommation.

CHEF D'ANTENNE COMMERCIALE CENTRE FRANCE 80/100.000 F

Notre directeur de produits sont spécialisés chacun dans un domaine bien particulier. Ils ont journalièrement des demandes de leurs clients pour les produits métallurgiques de transformation que nous fabriquons dans l'une de nos usines.

juristes

Groupes de Conseil d'Entreprise, recherche pour ANGERS et BREST Juristes. Docteur en Droit, diplômé de l'Institut des affaires de Droit rural et ayant de préférence quelques années d'expérience.

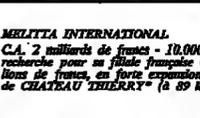
MARSEILLE DIRECTEUR TECHNIQUE

Ing. diplômé, Formation électricité et mécanique Spécialisation Industrie Chimique acquise au domicile par l'Entreprise.

ingénieur

CHEF DU BUREAU D'ETUDES

De formation mécanique si possible, A. et M., I.D.N., E.C.L., et ayant quelques années d'expérience, de préférence en bureau d'études, sa mission consistera à assurer la coordination d'une équipe de techniciens dans les domaines des services généraux, conditionnement d'air et machines automatiques de conditionnement.



MELITTA INTERNATIONAL C.A. 2 milliards de francs - 10.000 personnes - recherche pour sa filiale française C.A. 100 millions de francs, en forte expansion, située près de CHATEAU THIERRY (à 85 km de Paris)

directeur commercial

De Formation Supérieure (ESSEC, ESCT, Sup de Co...), il aura une expérience de plusieurs années de la fonction et des circuits de distribution produits alimentaires et grande consommation.

De Dietrich

DEPARTAMENT GENIE CHIMIQUE recherche INGÉNIEUR DE FABRICATION

Secrétaire Général

Diplômé de l'enseignement supérieur (DEG, ESSEC, Sup. de Co. ou équivalent) et âgé de 30 - 40 ans, il sera placé directement sous les ordres du Directeur Général et devra s'occuper, sous son contrôle de :

directeur commercial

Membre de l'équipe de Direction, IL DIRIGE ET ANIME les trois agences, le réseau France et l'étranger et l'administration des ventes.

USINE DE FABRICATION DE PRODUITS POUR LA METALLURGIE SITUÉE DANS L'EST

INGÉNIEUR

Formation Ecole Nationale Supérieure de Chimie, Ecole Supérieure de Chimie ou formation analogue, ayant quelques années de pratique pour laboratoires d'opérations de la métallurgie aux produits utilisés en sidérurgie.

S.A. en expansion avec image de marque recherche INSPECTEUR DES VENTES TECHNIQUE-COMMERCIAL hautement qualifié

Ecole Nationale Supérieure Aéronautique et Espace recherche attaché de direction, chargé des relations publiques, qui assurera, en outre, l'organisation des voyages d'études, visites, classes des élèves en France et à l'étranger.

De Dietrich

DEPARTAMENT GENIE CHIMIQUE recherche INGÉNIEUR DE FABRICATION

diplômé A. et M., E.N.S.A.T.S. ou similaire + Ecole Supérieure de Soudure. Convaincant à caractère technique, spécialisé formage et soudure inox et métaux spéciaux, minimum 5 ans d'expérience poste similaire. - Anglais apprécié.

Secrétaire Général

Diplômé de l'enseignement supérieur (DEG, ESSEC, Sup. de Co. ou équivalent) et âgé de 30 - 40 ans, il sera placé directement sous les ordres du Directeur Général et devra s'occuper, sous son contrôle de :

directeur commercial

Membre de l'équipe de Direction, IL DIRIGE ET ANIME les trois agences, le réseau France et l'étranger et l'administration des ventes.

USINE DE FABRICATION DE PRODUITS POUR LA METALLURGIE SITUÉE DANS L'EST

INGÉNIEUR

Formation Ecole Nationale Supérieure de Chimie, Ecole Supérieure de Chimie ou formation analogue, ayant quelques années de pratique pour laboratoires d'opérations de la métallurgie aux produits utilisés en sidérurgie.

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	34,00	39,70
Offres d'emploi "Placard encadrés"		
minimum 15 lignes de hauteur	38,00	44,37
DEMANDES D'EMPLOI	7,00	8,03
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC	65,00	75,89

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne I
L'IMMOBILIER		
Achat-Vente-Location	25,00	29,30
EXCLUSIVITES	30,00	35,00
L'AGENDA DU MONDE (chaque vendredi)	25,00	28,85

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

Nous sommes :
- un important fabricant de CONSERVES leader incontesté sur son marché, - situés dans la REGION PARISIENNE.

Nous voulons :
- développer nos ventes auprès des COLLECTIVITES.

Nous cherchons :

un DIRECTEUR des VENTES COLLECTIVITES

capable de faire progresser rapidement nos ventes dans ce secteur.

La candidate retenue aura :
- 30 ans minimum
- une formation secondaire et commerciale
- une connaissance approfondie et une solide expérience du marché collectivité dans les produits alimentaires
- une rémunération au moins égale à 80.000 F.

Les postulants voudront bien écrire en joignant C.V. détaillé, photo et références à No 15.626, CONTEXTE PUBLICITE - 20 Av. Opéra 75004 PARIS Cédex 01, qui transmettra. Il sera répondu à toutes les lettres.

Notre Société commercialise une gamme de produits alimentaires de luxe de notoriété internationale. Elle recherche un :

chef de département commercial

pour une activité en constant développement : diffusion de produits originaux dans une clientèle sélectionnée, en particulier Entreprises.

Rattaché au Directeur Général, il concevra et contrôlera la fabrication de la collection, sans cesse remise en question :

- il animera un réseau d'agents et de revendeurs
- il développera la clientèle par action personnelle et négociera des accords (fournisseurs-clients)
- il gèrera le département en centre de coût et de profit autonome.

Un candidat diplômé d'Etudes Commerciales, créatif, vendeur, gestionnaire rigoureux, qui souhaite valoriser un début de carrière déjà agressive (preuves à l'appui), trouvera dans ce poste un tremplin nerveux mais exigeant, au sein d'un Groupe de grande réputation.

Votre dossier de candidature sera considéré comme votre premier acte commercial dans la Société, et traité avec la discrétion que vous souhaitez.

Adressez c.v. détaillé en toute confiance sous réf. 57223 à Havas Contact 156, bd Haussmann 75008 Paris.



crédit foncier de france

LE CREDIT FONCIER DE FRANCE organise à PARIS les 10 et 11 octobre 1975 un concours pour le recrutement d'ATTACHES

Ce concours ouvert aux candidats français, masculins et féminins, âgés de 20 à 32 ans au 1er Janvier 1975 est accessible notamment aux :

- titulaires :
 - d'une maîtrise ou d'une licence en droit, sciences économiques, lettres ou sciences, gestion ou économie appliquée,
 - du diplôme d'études comptables supérieures,
 - anciens élèves diplômés de certaines Grandes Ecoles ou des Instituts d'Etudes Politiques,
- notaires,
- chefs de notaires justifiant d'une ancienneté professionnelle de 5 ans au moins et de la possession du baccalauréat de l'enseignement secondaire ou de la capacité en droit,
- architectes et géomètres experts, diplômés par le Gouvernement.

Sous réserve que les candidats obtiennent des notes jugées satisfaisantes par le Jury d'examen, ce concours est ouvert pour 28 postes au maximum se répartissant normalement : raison de 10 postes en option juridique, 4 postes en option mathématiques et 14 postes en option financière.

CLOTURE DES INSCRIPTIONS : 8 SEPTEMBRE 1975.

Renseignements complémentaires et documentation peuvent être obtenus au CREDIT FONCIER DE FRANCE - Services du Personnel - 48, rue Cambon PARIS (1er) - B.P. 65 - 75005 PARIS COEX 01 (Tél. : 280-35-30).

emploi régionaux



SACER

Entreprise Nationale Travaux Routiers

recherche

JEUNES INGENIEURS DEBUTANTS

(P.C. - E.T.P. - A.M. - E.N.S.A.I.S. - E.N.S.M. - I.D.N. ...)

- Formation assurée dans une unité régionale : postes de cadres travaux et cadres matériel à pourvoir dans les régions : OUEST - CENTRE - PARIS SUD - FRANCHE-COMTE - BRETAGNE ALPES ;
- évolution intéressante au sein de la Société.

Adressez curriculum vitae, photo, présentations à : S.A.C.E.R. (Service du Personnel), 1, rue Jules-Lefebvre, - 75009 PARIS.

GRUPE BANCAIRE privé recherche, pour sa Direction Régionale de LILLE

technico-commercial

Classe IV ou V

ayant une bonne formation bancaire et possédant une expérience confirmée des crédits à l'équipement professionnel, ainsi que des techniques de crédit-bail.

Ce poste requiert des qualités d'adaptabilité, le sens des contacts à tous niveaux et le goût pour le travail en équipe.

Adressez C.V. photo et présentations, sous référence 1518, à :

plein emploi 10 rue de la Harpe Paris 2



GENERAL ELECTRIC

PLASTICS FRANCE

LEXAN - NORYL

recherche

DELEGUE TECHNICO-COMMERCIAL

(POSITION CADRE)

- Qualifié dans la vente des thermoplastiques techniques.
- A même de gérer en responsable son budget de ventes.
- Ayant une bonne connaissance de l'ANGLAIS.
- Libre sous 3 mois au plus.

Plan de Prévoyance Compagnie - Voiture de Société.

Envoyer candidature et CV manuscrit + photo et présentations à :

Direction Commerciale
General Electric Plastics France
CE No 1303
Z.I. de Saint-Guillaume Courcouronnes 91021 EVRY.

Une banque internationale de 1er rang, recherche à PARIS un

chef de service TITRES

Il devra assurer :
• l'achat et le vente de titres sur Paris et l'étranger,
• le mise à jour des fichiers titres et correspondants,
• la surveillance des transferts, les ajustements comptables et la garde des titres.

Ce poste convient à un candidat ayant quelques années d'expérience dans la fonction, soit dans une succursale d'un courtier américain, soit chez un agent de change, soit dans une banque.

Il devra superviser une équipe d'environ 10 personnes. La connaissance de l'Anglais est indispensable.

Envoyer curriculum vitae détaillé et lettre manuscrite au service 6890 plein emploi 10 rue de la Harpe Paris 2

IMPORTANTE BANQUE PRIVEE recherche

INGENIEUR

grande école, débutant

libre le 1er Septembre 1975.

Il sera appelé à travailler à la réalisation d'une application sur mini-ordinateur, puis à participer à la conception de projets dans le cadre d'un plan informatif en cours d'élaboration.

Lieu de travail : BOURGES, avec déplacements fréquents sur Paris la 1^{re} année.

Adressez c.v. manuscrit, photo et présentations sous réf. 57267 à Havas Contact, 156 Bd Haussmann 75008 Paris.

LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE FRANÇAIS EN EXPANSION (C.A. 120.000.000) REGION LYONNAISE recherche

UN JEUNE ET DYNAMIQUE DOCTEUR EN MEDICINE

Pour lui confier un important poste de responsabilité au sein de son équipe scientifique et promotionnelle.

Il aura la charge des expérimentations cliniques et des relations avec les médecins.

Il participera activement à la formation des DELEGUES MEDICAUX et à l'élaboration de la politique promotionnelle.

Il est demandé :

- une bonne connaissance de la méthodologie clinique et statistique actuellement
- une imagination créative et de grandes facilités d'expression ;
- l'enthousiasme indispensable au dynamisme qu'il sera appelé à assumer.

Adr. lettre manuscrite avec C.V., photo (recto) et : LAMA PUBLICITE, 48, rue Trochet, 69438 LYON, CEDEX 2.



vous proposez au sein de son Département PILES à LEVALLOIS, la poste

RESPONSABLE zone export

Chargé de l'un des secteurs géographiques de la Direction des Opérations Internationales, vous assurerez la commercialisation de piles électriques et accessoires auprès d'une clientèle grand public et industrielle.

- Vous animerez et coordonnerez les agents et développerez votre secteur par les moyens de distribution les meilleurs.
- Vous procéderez à des études de marché.
- Vous participerez à l'établissement des prévisions de ventes, de la politique de prix et à des analyses de rentabilité.

Pour réussir dans ce poste il vous faut :

- Une expérience de 3 à 5 ans minimum du commerce international.
- La formation d'une Grande Ecole commerciale.
- Une solide connaissance de l'anglais et si possible d'une 2^{ème} langue.
- Etre disponible pour des déplacements de courte durée à l'étranger.

Si vous êtes intéressé, adressez-nous votre candidature sous réf. F2-10, en mentionnant la rémunération souhaitée.

DIRECTION DES RELATIONS HUMAINES
119, rue du Pré-Wilson
92300-LEVALLOIS-PERRET

BANQUE D'AFFAIRES Quartier Champs Elysées recherche pour son service d'Etudes et d'Analyses Financières un

analyste financier

de préférence diplômé d'une Grande Ecole (IEP, INSEAD, HEC, ESSEC, ESCP) avec option financière.

Nous souhaitons rencontrer un candidat justifiant d'une expérience d'au moins deux ans lui ayant permis d'appliquer les méthodes d'analyse financière dans une triple optique :

- orientation pour des placements boursiers de la clientèle institutionnelle
- évaluation des entreprises pour lesquelles la Banque est appelée à intervenir pour des opérations financières diverses
- étude de secteurs industriels.

La pratique courante de l'Anglais est nécessaire.

Envoyer lettre manuscrite avec c.v. détaillé, photo et présentations sous réf. 57266 à Havas Contact 156 bd Haussmann 75008 Paris.

INGENIEUR DELEGUE

NORD-PICARDIE 50/60.000 F

C'est avant tout un poste de vente. En effet, la vente de nos installations enterrées a bien sûr un côté technique, mais ce qui importe avant tout c'est d'arriver à enlever un marché fier à la concurrence.

Travaillant en binôme avec un ingénieur connaissant bien les problèmes d'hydraulique urbaine et rurale, le spécialiste des matériaux et les principes de base de la chaîne de l'eau, nous considérons donc que vous pourrez apprendre rapidement, avec une formation adéquate, à maîtriser la technicité de nos produits.

Un diplôme d'une école supérieure de commerce ou équivalent devrait vous permettre de vous conduire en homme d'affaires et de réaliser un chiffre d'affaires croissant. L'expérience de ce marché est un atout supplémentaire.

Vous disposez d'une large autonomie. Nous vous aiderons à réussir.

Merci d'envoyer votre C.V. sous références 1.99 à

INTERNATIONAL BUSINESS DRIVE
9-4, RUE DE LA ROSETTE
75015 PARIS

à qui nous avons confié cette recherche.

Centre d'Etudes Techniques de l'Est recherche

UN INGENIEUR

pour études de trafic routier et mise en œuvre de systèmes de régulation. Ecole : 3 ou 4 ans systèmes industriels. Goût pour le travail sur le terrain et aptitude aux contacts humains.

Env. C.V. et présent. à C.E.T.E. S.P. 24 - (15) Abbeville-France.

USINE DE COSMETIQUES recherche

pour son département PRODUCTION

JEUNE INGENIEUR

(Centrale, L.M.E.S.I. ou équivalent)

Ecrire avec curriculum vitae à HAVAS CONTACT 156, bd Haussmann, 75008 Paris, sous réf. 57265.

Le Bureau pour l'automatisation des systèmes (B.A.S.) recherche INGENIEUR Système central, spécialisé en ASSIETIS, S.I.S.I.S. 2/A, rue International, 151, rue de France, Grenoble, sous réf. 57265. C.V. et photo à S.A.D. 46, av. F.-Villat 38100 Grenoble.

INDUSTRIE MATERIAUX DE CONSTRUCTION 120 MF - 1.800 pers.

Ce groupe industriel GREC à son siège dans le Nord 1975 le poste de

D. G. A. COMMERCIAL

soyez favorisé de D.S. et après sélection sera particulièrement intéressé par le poste de vente de groupe.

SUPPLÉMENTAIRE LES DIRCTIONS VENTES (3), GESTION COMMERCIALE et TECHNICO-COMMERCIALE ont des postes à pourvoir avec Nécess. Entretien. Préscriptions :

POSTE VULNERABLE POUR ELEMENT DE VALEUR RELATIVEMENT JEUNE.

INDISPENSABLE

- Maitrise de l'anglais ; X. E.C.F. Mines, Poct. E.T.P., EXPER. (11 ans services) de l'INDUSTRIE DES MATERIAUX ou du S.A.T.I.E.R.T. (Ses autres).
- Dominant COMMERCIALE mais polyvalence d'un futur Chef d'entreprise.

DISCRETION ABSOLUE. Lettre manuscrite C.V. - détail, salaire et photo, à réf. 329, à

SC Sélection Conseil

B.P. 38 - 69300 LAVALANET

TRÈS IMPORTANT GROUPE INFORMATIQUE recherche

pour son Département Commercial

10 INGENIEURS D'AFFAIRES

(H. ou F.)

Ils auront une expérience de 2 à 3 ans dans ce domaine. Ils seront décidés à obtenir par leur action, dans les mois à venir, les responsabilités qu'ils ont obtenu de leur ambition.

Adr. lettre manuscrite, C.V., photo, réf. L.142/2,

à Cabinet BLUET-CHEVALLIER 7, rue Davioud 75016 Paris.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE CONSTRUCTIONS ELECTROMÉCANIQUES DE RÉPUTATION INTERNATIONALE recherche pour PARIS (Stoile)

Pour Services Commerciaux orientés vers l'Exportation

INGENIEUR CONFIRMÉ Technico-Commercial

Très au courant des problèmes d'exportation de biens d'équipement et des négociations avec des firmes étrangères. Langue allemande nécessaire et anglais souhaité. Niveau rémunération 70.000 à 80.000 F annuels suivant expérience.

Envoyer C.V. n° 18.782, CONTEXTE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, Paris (1^{er}), qui transmettra.

مركز الامن الوطنى

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

chef de comptabilité

Société WILD PARIS, filiale française de WILD HEERBRUGG, constructeur mondial...

Société de Conseil rattachée à un Groupe...

responsable commercial

Le candidat travaillera en étroite collaboration avec une équipe de spécialistes...

RANK XEROX recrute

Un chef du service formation technique 100 000 F+

Sous l'autorité du Directeur de la Formation, il sera chargé de déterminer les besoins humains, budgétaires et matériels nécessaires à la formation des techniciens entrant dans notre Société.

Un ingénieur en organisation

De formation Supérieure, CNAM ou EOST, avec une première expérience d'organisation administrative et des connaissances en informatique de gestion.

Un responsable recouvrement client

Il aura pour mission d'analyser la balance « Clients », d'élaborer et mettre en œuvre des plans d'actions destinés à atteindre les objectifs recouvrement.

Des attachés commerciaux

Jeunes, ambitieux, diplômés d'une Ecole Supérieure de Commerce ou expérimentés.

Merci de nous faire parvenir votre candidature, avec C.V. en précisant la référence du poste désiré au Service Recrutement.

UN DIRECTEUR DE MARKETING

Après une période d'adaptation de 16 mois à 1 an) au cours de laquelle il sera chargé :

UN CHEF DE REGION

Responsable du chiffre d'affaires d'une région, il assurera les opérations de prospection et de contrôle du réseau de vente.

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE UN JEUNE INGÉNIEUR COURANTS FAIBLES

Il lui sera demandé : une formation supérieure (I.N.S.A. - E.S.I.E.C. - E.S.M.E. etc.) ; une expérience de quelques années acquise dans une Entreprise de construction ou d'installation de matériel téléphonique.

SOCIÉTÉ FILIALE D'UN GROUPE INTERNATIONAL... RECHERCHE POUR SECTION DES CONTRATS GRANDS ENSEMBLES à l'Exportation

CHEF DE PUBLICITÉ 60.000 F+... avant de nos produits personnalisés aux clubs et clubs sportifs se fait essentiellement par correspondance.

Groupe métallurgique 5.000 personnes, recherche DIRECTEUR DES RELATIONS HUMAINES et SOCIALES

Important Groupe Industriel recherche pour Filiale INGENIEUR MECANICIEN CONFIRME

La Compagnie de Construction Mécanique SULZER recherche pour le service technico-commercial de son département DIESEL

L'HOPITAL SUISSE DE PARIS 10, rue Méhard, 92-1887-LES-MOULINEAUX... INFIRMIÈRE SURVEILLANTE C.A.F.I.S.

Bureau d'Etudes GÉNIE CIVIL et BATIMENT Rattaché à important groupe BATIMENT et TRAVAUX PUBLICS recherche DIRECTEUR

Chef de région Paris Equipement Sanitaire 85.000 F... DEB leader européen, nous visons le leadership sur notre marché en France.

IMPTE SOCIÉTÉ DE TRAVAUX PUBLICS Banlieue SUD-OUEST de PARIS recherche UNE COLLABORATRICE

Établissement financier de premier ordre recherche pour son activité de relations avec la clientèle UN ADJOINT AU RESPONSABLE DU DÉPARTEMENT

SOCIÉTÉ FILIALE D'UN GROUPE INTERNATIONAL Entreprise Générale d'Installations Industrielles recherche pour son siège Paris UN CHEF COMPTABLE

Société spécialisée dans la construction de bâtiments et d'ouvrages d'art par éléments préfabriqués en béton recherche pour son siège social implanté près de PARIS ingénieur

Pour son UNITE de BIOCHIMIE-RADIOISOTOPES le Département RECHERCHE d'un GRAND LABORATOIRE PHARMACIEN FRANÇAIS recherche JEUNE MAITRE ÈS SCIENCES (Biologie, Biochimie ou Biophysique)

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

LA SOCIÉTÉ AUXILIAIRE D'ENTREPRISES
SAE
 Premier groupe français du BATIMENT
 10.000 personnes - 2.000.000.000 Chiffre d'Affaires

Recherche
POUR PARIS
 et REGION PARISIENNE

JEUNES INGENIEURS POUR CHANTIER

ESTP - Centrale - P.C. - A.M...
 déchargés des obligations militaires
 Intégrés au sein des services travaux vous serez très rapidement investis de réelles responsabilités.
 Par la suite et en fonction de vos aspirations, vous pourrez également évoluer dans des activités commerciales ou de gestion en France ou à l'ETRANGER

Si vous êtes ambitieux et dynamiques, associez nos efforts pour réussir.
 Ecrivez nous sous la référence D1

SAE Direction du Personnel
 32, avenue de New-York,
 75784 Paris Cedex 16

HYPERMARCHÉ AUCHAN
 REGION PARISIENNE
 recherche
 Pour remplacer le Contrôleur de Gestion

UN ADJOINT

Responsable, avec son équipe de 4 à 5 personnes :
 - de l'ensemble de la comptabilité générale ;
 - du contrôle du respect des procédures.

LE CANDIDAT DEVRA :
 - avoir 25 ans minimum ;
 - posséder une formation supérieure (D.E.C.S. ou équivalent) ;
 - avoir le goût des responsabilités ;
 - POUVOIR PRENDRE SES FONCTIONS DEBUT SEPTEMBRE 1975 AU PLUS TARD. REELLES POSSIBILITES D'EVOLUTION DE CARRIERE AU SEIN D'UNE ENTREPRISE EN PLEINE EXPANSION.

Adressez curriculum vitae manuscrit, photo et présentations à :
 M. GREGOIRE PETIT HYPERMARCHES AUCHAN
 avenue Joffre... 94120 FONTENAY-SOUS-BOIS.

Importante Société spécialiste machines-outils recherche pour son siège à PARIS

CADRE
TECHN.-COMMERC.

Formé aux techniques de l'investissement du matériel, ainsi qu'aux problèmes de vente, chez les industriels utilisateurs y compris automobiles et aviation.

Candidat avant pratique de la machine-outil et de ses problèmes.

- Dynamisme ;
 - Bonne présentation ;
 - Esprit d'équipe et sens des responsabilités ;
 - Connaissance langue allemande indispensable.

Ecrire avec C.V. et prêt. à :
 M. L. L. Publicité, 120, rue de Valenciennes, 112, bd Voltaire, 75011 Paris.

CENTI
 CONSEIL EN RECRUTEMENT
 recherche pour
SOCIÉTÉ D'ÉTUDES TECHNIQUES D'AUDIENGE INTERNATIONALE
INGÉNIEUR COORDINATEUR
 (Référence 723)

ROLE :
 - Mettre à la disposition d'entreprises et organismes clients des BANQUES de DONNEES TECHNIQUES et développer ce service.

PROFIL :
 - Formation supérieure et compétence en matière de gestion et d'exploitation et de la programmation des GRANDS ORDINATEURS et posséder un diplôme de gamme 2e et 3e en vue d'être recruté avec Contrats de traitement scientifique ;
 - Pratique courante de l'ANGLAIS, connaissance des langues techniques allemande et italienne très appréciées ;
 - Sens du service, goût des contacts avec clientèle.

Poste d'un très grand intérêt
 Envoyer C.V. détaillé, avec présentations et photo CENTI, 128, rue de Rennes, 75006 PARIS ou téléphoner : 222-23-31 Réponses et discrétion assurées.

THOMSON-CSF
 ORSAY
 recherche :

AGENTS TECHNIQUES
PHYSICIENS -
PHYSICO-CHIMISTES

D.U.T. - E.T.S. Expérience technique du vide souhaitée.
 Disponibles rapidement.
 Adressez C.V. avec photo au Service du Personnel, B.P. n° 10 - 91401 ORSAY.

Important établissement hôtelier PARIS recherche

Directeur Financier

Ayant occupé fonctions similaires
 Connaissance Uniform System of Accounts
 Bilingue anglais
 Disponible Automne 75

Adressez cv, photo et présentations à
 Judy Judd
 Ketchum & Associés
 11, rue Ybr
 92200 Neuilly

CETT
 filiale
THOMSON-CSF
 recherche

UN INGENIEUR III
 Sup Elec, Sup Telecom...
 Expérience transmissions numériques exigée pour encadrement équipe et conception matériel.

UN INGENIEUR II
 Sup Elec, Sup Telecom...
 pour études de produits en transmission numérique.

Envoyer lettre + C.V., présentations sous la Réf. 75009
 Service du Personnel
CETT THOMSON - CSF
 51, bd de la République 78400 - CHATOU

DIPLOMÉ GRANDES ÉCOLE DE COMMERCE

Vous êtes attiré à la fois par la vente, marketing et l'analyse ? Vous avez une opportunité de faire avec nous un métier commercial complet et passionnant au sein d'une équipe restreinte et dans un secteur d'activité en pleine croissance ? Vous êtes responsable de la commercialisation nationale de grandes marques (Nippon, Teqop, Proppa etc.). Enrichissez vos connaissances et développez votre réseau de contacts et de relations actuelles et futures (210/M à compléter et l'envoyer) :

BERNARD KRIEF SELECTION
 1 Rue Danton, Paris 6^e (membre de l'ANCCP)

PARIS 120 000 +
GROUP CONTROLLER

est recherché par un important groupe multinational réalisant un C.A. de 3 milliards de francs pour prescrire la direction du département de COMPTABILITÉ DU GROUPE.

Ce poste qui entre dans le cadre de la direction financière sera confié à un cadre âgé de 30 ans minimum, pratiquant l'ANGLAIS et possédant une maîtrise parfaite de la CONSOLIDATION des bilans et de G.E.

Il sera également chargé de la consolidation des BUDGETS et de toutes PRÉVISIONS à moyen et long termes.

Une expérience dans ce domaine, acquise au sein d'un Cabinet d'audit ou dans un groupe multinational est nécessaire.

Outre l'organisation et la direction du service, cette fonction implique des contacts à haut niveau, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de la société.

Les personnes intéressées doivent envoyer curriculum détaillé, lettre manuscrite, photo et rémunération souhaitée, sous réf. M.C.S. 21 - 218 M, à :

C & L Associates
 Management Consultants
 42, rue La Boétie - Boite Postale 45103
 75306 - Paris Cedex 08

TRAVAUX OFFSHORE
 ouvrages portuaires, pipes, etc

directeur commercial

Responsabilité totale : de la recherche des affaires à la signature des marchés.
 Profil : ingénieur, 10 ans d'expérience, ayant dirigé des travaux sur chantiers I.P. ou dans une Société Pétrolière.
 Adressez C.V., photo et présentations à : P. ZIEGERS
 149, Rue Saint Honoré - 75001, Paris - qui transmettra

SOCIÉTÉ FRANÇAISE D'IMPORTATION PATE ET PAPIER

affiliée à groupe international de premier plan recherche

SPECIALISTE CONFIRME

pour la vente des pâtes.
 Le poste aura une grande autonomie d'action et d'essais fréquents déplacements. La rémunération comporte un intéressement important. La langue anglaise parlée et écrite est indispensable.

Ecrire sous n° 72.000 à :
 M. L. L. Publicité, 120, rue de Valenciennes, 112, bd Voltaire, Paris-2^e.

FILIALE D'UNE IMPORTANTE BANQUE AMÉRICAINE recherche

ANALYSTE de CRÉDIT

POSTE :
 - analyse et évaluation de la qualité des clients existants ou potentiels ;
 - intéressantes possibilités d'évolution.

Candidat formation école de commerce (option finance) ou équivalent ;
 - Anglais lu, écrit et parlé indispensable ;
 - Expérience de gestion budgétaire dans une entreprise, ou d'analyse de crédit dans une banque américaine, appréciée.

Env. curr. vite détaillé, photo et présentations à
BANQUE EUROPÉENNE DE FINANCEMENT
 104, Champ-Élysées, 75008 PARIS.

Important établissement financier recherche pour sa

COMPTABILITÉ ANALYTIQUE

JEUNE PRATICIEN COMPTABLE

FORMATION SUPÉRIEURE + D.E.C.S.

Préférence sera donnée à candidat ayant expérience de quelques années dans service comptabilité d'entreprise.

Rémunération en fonction de l'expérience

Adressez lettre manuscrite avec C.V., photo (ret) et traitement, actuel, n° 99.626, PUBL. ROGEE BLEY, 101, rue Réaumur, - 75002 PARIS, qui transmet.

2^e Monte Automobile

FILIALE (30 MF/an) d'un important GROUPE EUROPEEN recherche pour son siège à Paris (75) PARIS

CHEF SERVICE COMMERCIAL

pour DEVELOPPER VENTE aux GROSSISTES TOUTE FRANCE : animation, Repère, et action personnelle auprès des Clients et Prospects.

- PROFESSIONNEL de la PIÈCE DÉTACHÉE AUTO, prêt, comm. idéal GROSSISTE, DEVELOPPEUR de MEUBLES D'ÉQUIPEMENT, NOTÉ YOLU, ÉVOLUTIF.

DISCRETION ABSOLUE Lettre man. C.V. détaillé, rém. et photo (ret.) sous réf. 322 à :

selection conseil
 11, rue de Valenciennes, 112, bd Voltaire, Paris-2^e.

SORESE
 recherche

ANALYST. PROGRAM.
PROGRAMMEURS

expériences en COBOL (ANSI) dans un des systèmes suivants :
 - DOS-VS, OS-VS, SIRIS 2/2, 7/8, etc. (système de l'OSQAMP - FORTE apprécié). Envoyer C.V. et présentations, 2, rue de Valenciennes, Paris (10^e).

SANDERS
 recherche pour POSTES RESPONSABLES de production VÉTÉRINAIRE

avant le sens et le goût des contacts humains. Formation technique complète, assurée par l'entreprise. Langues possédées de développement de carrière suivant aptitudes. Activités au sein d'une équipe dynamique.

Adm. C.V. et photo à :
 M. SANDERS S.A.
 Service du Personnel
 17, rue de Valenciennes, Paris (10^e).

SOCIÉTÉ COMMERCIALE
 recherche

COLLABORATEUR-TRICE
 Niveau Chef Comptable B.T.S. ou D.E.C.S. Expérience 3 ans min.

Adressez curr. vite à :
 L.P. - 21, rue de Valenciennes, 75002 PARIS.

Import. Centrale d'Achats PARIS

désirent développer sa branche alimentaire (C.A. actuel environ 20 millions de francs) hyper, supermarché, messes, populaires recherche

CHEF DE GROUPE
 possédant expérience direction magasin et discussions fournisseurs. Adressez C.V. détaillé manuscrit photo et présentations à n° 7.020 Emplois et Entreprises, 16, rue Voltaire, 75002 PARIS.

INGENIEUR GRANDE ÉCOLE
 (RÉF. 8.132/ET)

Pour conduire recherche appliquée en ELECTROTECHNIQUE recruté par nos laboratoires industriels situés dans cadre agréable région parisienne.

Quelques années d'exp. symposant.

Tâches :
 - CALCULS THÉORIQUES ET MESURES

Adressez lettre manusc. + C.V., expérience acquise à développer + prêt. à n° 15.042 Contesse Publ., 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, qui tr.

SOCIÉTÉ NEUILLY-SUR-SEINE
 (Pont de Neuilly) recherche

SECRÉTAIRE DE DIRECTION
 Bilingue français-anglais
 - Excellente situation ;
 - Situation d'avant.

Envoyer demande manuscrite et C.V. n° 15.248 Contesse Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, qui tr.

« SERVICE PAIE » réf. 133
 Au sein de LABORATOIRES INDUSTRIELS dans cadre agréable région parisienne recherche S.M.

CHEF DE GROUPE

Adressez lettre de présentation manuscrite, C.V., et photo, faire part expérience acquise, maîtrise de l'ENGLAIS, CONTEXTE Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, qui tr.

SOCIÉTÉ TRAVAUX PUBLICS
 Banlieue Ouest de Paris
 FILIALE GROUPE INDUSTRIEL IMPORTANT recherche

INGÉNIEUR EN CHEF
 pour Bureau d'études

ACTIVITÉS : traitement de l'eau, hydraulique
 Expérience 5 ans minimum
 Formation : GRANDE ÉCOLE

Envoyer C.V. photo et présentations, n° 15.212, Contesse Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, qui tr.

Pharmacien

Directeur Responsable du Laboratoire de Contrôle, matières premières et produits finis, recherché pour Laboratoire NANTERRE.

• Dipl. pharmacie option Industrie, Indispens. ;
 • CES contrôle médicaments, - IPI souhaité ;
 • 4 ans expérience minimum

Goût organisation et sens productivité.
 Pour renseign. compl. écrire s/réf. 27.002 B

ORES - CFF
 23, rue des Mathurins
 75008 PARIS

NEGOCIATEUR

A L'EXPORTATION de HAUT NIVEAU sous responsabilité d'un directeur à l'exportation, susceptible d'accéder à un poste important

Poste très diversifié et d'avenir.
 Intéressé : un élément jeune, résilient, ardent et souple aux contacts, combatif et patient.

Formation : Elevé, de préférence grandes écoles ou équivalent, maîtrise de l'anglais, Allemand et Italien souhaités.

Importante Rémunération.

Adressez d'urgence lettre manuscrite, photo et C.V., photo (ret) et présentations à :
 M. L. L. Publicité, 120, rue de Valenciennes, 112, bd Voltaire, Paris-2^e.

1 ANALYSTE-PROGRAMMEUR
 NIVEAU O.U.T. et ayant 3 ans d'expérience.

Ecr. n° 15.983, Contesse Publicité 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, q. tr.

Important Constructeur rech. pour Assistance Clientèle

PROGRAMMEURS COBOL
 Titulaires O.U.T. ou B.T.S.

• Possibilités de déplacements Province pr. candid. intéressés.

Envoyer C.V., photo et prêt. sous réf. 30.701 A, à :

P.C.A. PETITES ANNONCES
 3, rue d'Orléans, Paris (2^e)

QUARTIER PORTE-D'AUTEUIL
 recherches

TRES BONNE STENOGRAPHE

Formation secondaire.
 Avant 2 à 3 ans d'expérience. Libre début septembre. 5 x 3. Salaires très intéressants.

Adressez C.V. manuscrit très complet à CAMPBELL, 146 B.P. 57, 75014 PARIS CEDEX 17, qui transmet.

SOCIÉTÉ ELECTRONIQUE
 recherche

INGENIEUR ELECTRONIEN
 Format. ESE, ENST, ou EG.

pour assurer la prospection et la commercialisation de ses produits dans les pays de l'Est et de l'Orient, soviétique.

bonne connaissance des langues RUSSE et ANGL. nécessaire.

Ecrire avec C.V., photo et prêt. sous réf. 76 à TH-C.S.F. SERVICE RECRUTEMENT, 20, rue Grégoire 92 Levallois.

IMPT BUREAU D'ÉTUDES
 recherche

INGENIEUR ECONOMISTE
 Av. expérience étude factibilité grands projets industriels à l'étranger.

Anglais souhaité.
 Adm. C.V. détaillé et prêt. à :
 M. L. L. Publicité, 120, rue de Valenciennes, 112, bd Voltaire, Paris-2^e.

ASSISTANTS (TES)
 SOUS-AL. O.E.
 Candidat. At. le Maître.

ÉCOLE SAINT-MARTIN
 5301 PONTAISE
 cherche

SURVEILLANTS

avant autorité et aptitudes animation. Ecr. Directeur, 120, rue de Valenciennes, 112, bd Voltaire, Paris-2^e.

IMPORTANT SOCIÉTÉ INTERNATIONALE ENGINEERING PÉTROLE
 recherche

pour Bureau d'Études Paris

INGÉNIEUR - CALCULATEUR TUYAUTERIES

Expérience Pétrole et Pétrochimie
 Connaissance analyse distillation et supportage Anglais souhaité

Ecrire avec C.V. à n° 15.240 à :
 CONTEXTE Publ., 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, qui tr.

CHIMISTE
 Niveau B.T.S. Téléph. 673-44-57.
 Service Social du Travail recherche

ASSISTANTE SOCIALE
 possédant voit. déplacements Paris-Banlieue. Ecrire A.S.P. 57, rue Soufflot, Paris (10^e).

Urgent TELEKISTE bilingue français-anglais, très expérim. Se présenter à : SYTAM, 49, rue Olivier-de-Serres 75015 PARIS, qui transmet.

IMPTE SOCIÉTÉ
 recherche

INGENIEUR
 de site civil

CONDUCT. TRAVAUX CHEF DE CHANTIERS
 grande expérience.
 Anglais indispensable.
 Ecr. avec C.V. et présentations à :
 MINET publ., n° 42.544, 49, rue Olivier-de-Serres 75015 PARIS, qui transmet.

CONSTRUCTION ENGINEER
 Paris-based consulting company to supervise civil works

CONSTRUCTION ENGINEER
 English fluency required. Project in Algeria, France/English fluency and French. Good salary and fringe. Benefits Resima to 17822 Rôle-Press, 85 bis, r. Réaumur, Paris-2^e, q. tr.

UN RESPONSABLE
 pour notre service comptabilité. Le candidat doit avoir travaillé dans des postes similaires ou même adjoint

Adm. C.V., photo et prêt. à :
 M. L. L. Publicité, 120, rue de Valenciennes, 112, bd Voltaire, Paris-2^e.

PROFESSEUR FRANÇAIS
 (bilingue angl.) pr. Américains (fin. resp. dipl. provincia. En C.V., lettre man. photo, prêt. exp. méthodes audiovisuelles imaginatives et dynam. Sel. min. 4000 F/mo. Prém. lettre man. 33 bis rue Réaumur, Paris-2^e. L.A.M. rech. LABORANTINÉ-PRÉLEVEUSE Cyt-Hémat. Y&L 230-101

Association internationale d'enseignants offre poste de professeur de français à l'étranger. Avant participation. Rens. au Service du Personnel. Mairie - 750-06.

سكينة النور

Les régions

LA MODERNISATION DES QUARTIERS ANCIENS

Faire u neuf dans i vieux

Orléans se méfie du bulldozer

crise économique im-
... d'être sage ; les
... du public pour les
... anciens - à échelle
... sont de plus en plus
... des deux considérations
... l'affirmation d'une prio-
... réhabilitier le patri-
... mobilier ancien.

... et colloques se
... autour de ce thème.
... congrès réunit à Rouen
... centres de propagande
... contre le taudis
... à la fin de mai, un col-
... d'être organisé à
... par le Centre de re-
... d'urbanisme (CRU) et
... nationale pour l'amé-
... de l'habitat (ANAH). Cet
... public, qui a rem-
... en 1971 le Fonds national
... d'habitat, re-
... fonds provenant de
... additionnelle au droit
... (environ 300 millions de
... qu'il distribue sous forme
... rations aux propriétaires
... domants les logements
... tion. Les subventions re-
... vent à 80 % du coût
... Elles sont majorées
... opérations groupées.

ANAH a examiné en 1974
... quarante mille dossiers
... 443 millions en 1973.
... responsables estimant qu'un
... a été atteint et que, de-
... d'effort des demandes, il
... s'essouffait aujourd'hui de
... un choc. D'autant que le
... de ces logements concernés
... sont moins vite que celui
... tisseurs : les propriétaires
... ont des travaux plus lon-
... et plus souvent dans
... gements isolés.

Louer

à bon prix

L'ANAH aide aussi, par
... des choses, les specu-
... ceux qui « vident » un
... nt ou un immeuble, puis
... emment alla de louer à
... prix. En disant à Tou-
... que l'aide de l'ANAH ne
... pas rendre plus rentables
... des opérations qui le
... font, le Monde du 27
... il, Jacques Barrot, secré-
... tair au logement, a indi-
... que quel sans les respon-
... devaient commencer à
... leurs « clients ».

ainsi que deux ans de
... ent de le taxo addition-
... seront exigés de ceux qui
... ont une « dévaluation » et
... certain délai sera imposé
... deux financements. Les
... que groupées devront
... e priorité sur les aména-
... d'appartements isolés
... travaux d'entretien cou-
... ronnement) devront être
... les mises aux normes
... d'habitabilité.

contort le plus élémentaire
... effet défaut de environ
... millions de Français qui
... nt six millions et demi de
... ents, dont plus de quatre
... n'ont qu'un point d'eau
... s'eau du tout, il reste
... beaucoup à faire, même si
... progrès considérables ont
... réalisés depuis la dernière
... : 61 % des logements
... aujourd'hui le confort ou
... e 10 % seulement en 1954.

sollicitation d'opérations
... ont été lancées dans
... ura villes. Elles concernent
... de dix-huit mille logements
... le sur un total de vingt-
... mille trois cents logements.
... cents millions de francs
... rations leur ont été ré-
... pour quatre ans.

opérations sont souvent
... par des associations de
... riation immobilières (ARIM)
... certaines, comme celle
... dans, sont animées par les
... es de propagande et d'ac-
... tion le taudis (PACT),
... ont entrepris depuis plus de
... ans de réparer l'injustice
... outrent les plus mal lo-

ICHELE CHAMPENOIS.

ORLÉANS n'entreprend
qu'aujourd'hui la restauration
de ses vieux quartiers, voilà
qui peut surprendre. Le centre de
la ville, bombardé en 1940, a beau-
coup souffert de la dernière guerre.
Il a fallu donc en priorité songer à
rélever les ruines.

Cette opération, menée principa-
lement autour de la place du Mer-
croi, dans les grandes rues commer-
cantes, le rue Royale, la rue
Sannier, s'est échouée assez tardive-
ment dans les années 1920, et l'on
peut se demander si elle n'a pas
masqué aux yeux des responsables
la nécessité de restaurer les autres
quartiers du centre qui n'avaient pas
été touchés par les bombardements,
mais dont le délabrement ne cessait
de croître.

Ce qui reste du Vieil-Orléans n'a
pas, il est vrai, de quoi séduire outre
mesure les experts en restauration
ou les amateurs de vieilles pierres.
Pas question ici de comparer avec
le Vieux-Lyon et ses quartiers Saint-
Jean ou Saint-Paul, ou de faire sur-
gir un nouveau Méridis. Les monu-
ments rivalisent mal avec ceux des
cités voisines du Val de Loire, ville
libertaire, sous l'ancien Régime.
Orléans n'a légué que des traces de
son labeur : vastes entrepôts d'où
s'échappaient encore l'odeur du vinaigre
(le ville comptait à la veille de la
Révolution deux cents vinaigreries...),
ruelles étroites bordées de modestes
demeures, rares façades d'anciennes
maisons bourgeoises. On ne peut
guère parler d'unité architecturale,
d'autant que les constructions, depuis
le siècle dernier, ont pu copier ce
qui pouvait être le style du quartier.

Le meilleur cliché que le visiteur
empêche d'Orléans n'est-il pas fina-
lement celui qu'il découvre du pont
George-V : le ligne bloutée des
toits tombant sur le Loire, coupés
par les clochetons d'innombrables
églises et dominés par la masse
imposante de la cathédrale.

Une enquête publiée en 1971 par
l'Association de restauration immo-
bilière (ARIM) confirme l'état de
vétusté dans lequel se trouve le
Vieil-Orléans : sur trois cent soixante
logements visités dans l'îlot des
Pastoureaux, 70 % sont « restau-
rables », 20 % obéissent aux « nor-
mes minimales d'habitabilité », 10 %
sont impossibles à restaurer. Parmi
les « restaurables », sept sur dix par
exemple n'avaient pas l'eau chaude
et le cuisine, et les enquêteurs n'ont
relevé que six installations de
douches, vingt-quatre lavabos...

Familles aux revenus très mo-
destes, personnes âgées, travailleurs
immigrés, occupent les lieux. Rien
d'étonnant à cela. Et la coutume
étant la même à Orléans qu'ailleurs,
les marchands de commerce adhésent
Plus haut dans les beaux quartiers,
on hérite le soir tombé à se rendre
du côté de la rue de Bourgogne,
où des flots de musique arabe
s'échappent de la porte des cafés.

L'étude de l'ARIM est éloquent sur
ce point : 30 % des locataires des
Pastoureaux sont de nationalité
étrangère, 38 % des logements sont
« surpeuplés », 10 % en « surpeuple-
ment accentué » ; 88 % des familles
ont des gains mensuels inférieurs à
750 F par mois, 10 % seulement
dépassent 1 000 F par mois.

Coups de pioche

La rénovation commence par des
coups de pioche. A la fin des
années 80, le quartier de la Char-
penrière, qui s'étend sur le Loire, est
abattu. Des immeubles modernes
doivent surgir. Mais l'opération dévie
finalement de son but ; ce sont
les Halles, à l'écart sur la place
du Châtelet toute proche, qui sont
reconstruites, et mises en service
en 1972. Installations en forme de
parapluies ou de cheminions : les
Orléanais, intrigués au départ, ont
fini par s'y habituer.

Sur la place du Châtelet, isolée
libre par les anciennes Halles, la
chambre de commerce fait surgir un
énorme cube de béton ; cet en-
semble commercial inauguré il y a
quelques mois doit permettre de
révitaliser le commerce du centre-ville,
bousculé par la concurrence des
grandes surfaces qui ciment le ville
de toutes parts (le Monde du 15 no-
vembre 1972).

Réaction en chaîne ; pour joindre
la place du Châtelet aux nouvelles
Halles, on a de nouveau taillé, élargi.
Les jolies petites maisons en courbe

ment, il en résultera un profond
déséquilibre. L'animation touris-
tique est indispensable, mais ne
peut suffire pour sauver la région.
Elle devra être relayée, sans
tarder, par une action profonde
et constante de diffusion d'emploi
comme il a été fait, par
exemple, dans les Alpes.

En Aveyron, si vous nous re-
portons à quelques années en
arrière, la ganterie tenait effi-
cacement de rôle important de
diffusion d'emplois. Hélas ! cette
veine qui pourrait fournir
la richesse stérile, alors qu'il
faudrait conjuguer toute les
efforts pour la sauver. Mais que
faire pour cela ? Il n'y a d'autre
solution que dans la double me-
sure qui s'impose sur-le-champ :
1. Interdiction des importations
hors Marché commun ; 2. Inter-
diction à l'intérieur du Marché
commun des importations san-
guines.

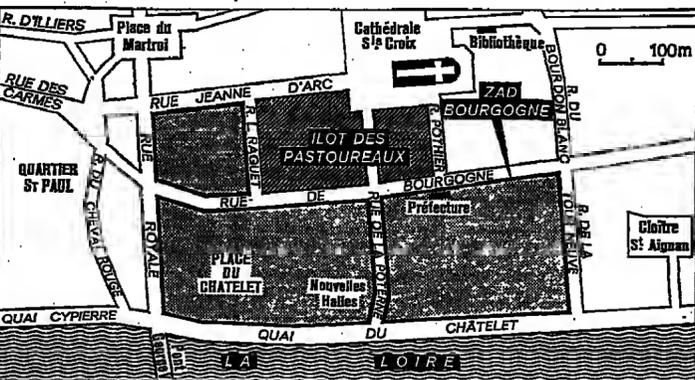
Nous désignons par importa-

tions sauvages : le fait qu'un
fabricant achète hors Marché
commun (Pakistan, Philippines,
etc.) et revende cette mar-
chandise dans un autre pays du
Marché commun sous son propre
label. Autre exemple : un fabri-
cant d'Allemagne fait fabriquer
à l'est ou à Formose des gants
qu'il revend en France sous la dé-
signation « Made in Ger-
many », etc.

La ganterie sera asphyxiée si
cette double interdiction n'inter-
vient pas sans délai.
Un autre mal nous ronge désor-
mais : le scepticisme généralisé,
qui fait que les jeunes n'ont plus
confiance en la profession. Il fau-
dra lui aussi porter le fer rouge
en prenant les dispositions adé-
quates, c'est-à-dire en s'em-
ployant aussitôt à régulariser
l'emploi. Les commandes de prin-
temps sont en effet pratiquement
inexistantes, et les ateliers ne
travaillent à plein temps que
pour l'hiver.

Dans ces conditions, nous sug-
gérons la création d'un organisme
d'achat et de vente chargé de com-
mercialiser certains articles de
base ou de grande diffusion qui
ne pourraient plus venir de l'étran-
ger. Cet organisme serait habilité
pour la recherche des commandes
d'hiver auprès des grands maga-
sins ou autres firmes. Il distribu-
rait celles-ci début janvier, en
vue de la saison creuse, aux
divers ateliers de Millau, Saint-
Affrique et de la vallée.

Il serait doté d'un financement
important et régleterait à ceux-ci,
après contrôle, les livraisons qui
lui seraient effectuées, ayant aussi
entre autres fonctions le soin
d'assurer le stockage et la distri-
bution aux acheteurs, aux dates
prévues. PIERRE GUYOT,
président de la Fédération de
sauvegarde des Gants Français.



qui doit permettre la restauration
de 80 % des sept cents logements
que compte ce quartier situé entre
le rue Jeanne-d'Arc et la rue de
Bourgogne. « Restaurer, pas apoc-
tafurer, mais en profondeur », es-
time le directeur de l'agence ré-
gionale, M. Anchier.

De fait, point de bulldozers, mais
des échafaudages grimpent le long
des maisons. Les camionnettes des
maçons, des peintres et des menui-
siers donnent un peu d'animation
à un quartier tranquille jusqu'ici et
qui révèle des richesses inattendues.
Oh ! certes, pas de porches sculptés
ni de tourelles oubliées dans quel-
que cour sordide ! Les colombages
ressortent simplement sous le crépi
noir des murs et des façades.
On dégage ici quelques plafonds à
la française, là quelques meneaux.
Des appartements insalubres se

transforment en studios pourvus de
confort le plus moderne. « Il suffi-
rait, dit encore M. Anchier, que le
ville installe un éclairage original et
qu'on nous ramène quelques
pavés pour que le quartier retrouve
tout son cachet. »

Près de deux cent cinquante loge-
ments, à la fin de l'année dernière,
étaient terminés, en cours d'étude
ou de traitement. La subvention
ANAH s'est élevée à près de
1 500 000 F pour 1974. Une subven-
tion qui couvre environ 40 % des
travaux engagés par chaque proprié-
taire. Malgré cela, malgré les
emprunts qui peuvent être contractés
auprès du Crédit foncier, par exem-
ple, et des facilités sur la feuille
d'impôts, le propriétaire hésite à
engager l'opération, c'est du moins
ce que l'on dit à l'agence, où l'on
voudrait aller plus vite encore.

Un bond des loyers
Inévitablement, la structure sociale
du quartier s'est modifiée : « Il y a
peut-être moins de travailleurs étran-
gers célibataires, explique M. An-
chier. Trois ou quatre personnes
âgées sont parties déhivivement,
semble-t-il. Lorsqu'on déplace une
famille, pour six mois — et pour
nous chercheurs du logement provi-
soire — cela a habit à revenir en
raison de ce deuxième démantè-
ment. » Les loyers, bien sûr, ont fait
des bonds considérables. « Faut-
il quarante francs par mois n'était
pas rares, continue M. Anchier, qui
se souvient même avoir noté un loyer
de quinze francs pour deux pièces.
En cas de retour de l'ancien loca-
taire, le loyer est réglementé, mais
l'on peut passer de trente à trois
cents francs. Dans le cas contraire,
le loyer devient libre et s'aligne
donc sur ceux qui se pratiquent cou-
ramment dans le centre-ville... »
L'expérience des Pastoureaux fera-

telle tâche d'huile ? Aux opérations
où l'on lit « donner » le bulldozer,
bien des Orléanais, c'est sûr, pré-
fèrent les charmes discrets de la
restauration. A condition, précisent
encore certains, que des loyers trop
onéreux ne fassent pas fuir de ces
quartiers les petites gens qui y vivent
depuis longtemps ou depuis toujours
et qu'il serait inhumain de vouloir
chasser. Bref, que l'on ne passe pas
d'une ségrégation à une autre.

« Un quartier, expliquent les an-
imateurs du Groupe d'action munici-
pale (GAM), est aussi un groupe-
ment humain lié par un réseau de
relations sociales et de traditions. Si
l'on supprime cette vie au profit
d'un style résidentiel, qui sait com-
bien de temps il faudra pour en
refaire une autre ? » Il est encore
trop tôt pour dire si la réhabilitation
de l'îlot des Pastoureaux évitera cet
écueil.

REGIS GUYOTAT.

D'une province à l'autre

MILLAU SANS GANTS ?

ISSUE du terroir, liée à l'en-
vironnement, la ganterie
constitue pour la région de
Millau, un authentique patri-
moine artistique et culturel, qui
mériterait d'être sauvegardé comme
ce patrimoine. Or nous constatons
avec effroi le vide qu'en s'émant-
sant elle creuse dans le pays, à
l'heure où un effort très particu-
lier est tenté sur le plan touris-
tique.

L'aménagement de la vallée du
Tarn, solution louable dont il
faut féliciter les auteurs, va pro-
curer un flottement d'activités
sur les mois d'été. Bien synchro-
nisée aux points névralgiques, elle
peut être bénéfique pour l'ensem-
ble de la vallée.

Malheureusement, après l'en-
phatie vendra la saison morte,
c'est-à-dire les autres mois de
désespérance pour les jeunes qui
ne pouvant se fixer devront s'en
aller quand même. Inévitable-

ment, il en résultera un profond
déséquilibre. L'animation touris-
tique est indispensable, mais ne
peut suffire pour sauver la région.
Elle devra être relayée, sans
tarder, par une action profonde
et constante de diffusion d'emploi
comme il a été fait, par
exemple, dans les Alpes.

En Aveyron, si vous nous re-
portons à quelques années en
arrière, la ganterie tenait effi-
cacement de rôle important de
diffusion d'emplois. Hélas ! cette
veine qui pourrait fournir
la richesse stérile, alors qu'il
faudrait conjuguer toute les
efforts pour la sauver. Mais que
faire pour cela ? Il n'y a d'autre
solution que dans la double me-
sure qui s'impose sur-le-champ :
1. Interdiction des importations
hors Marché commun ; 2. Inter-
diction à l'intérieur du Marché
commun des importations san-
guines.

Nous désignons par importa-
tions sauvages : le fait qu'un
fabricant achète hors Marché
commun (Pakistan, Philippines,
etc.) et revende cette mar-
chandise dans un autre pays du
Marché commun sous son propre
label. Autre exemple : un fabri-
cant d'Allemagne fait fabriquer
à l'est ou à Formose des gants
qu'il revend en France sous la dé-
signation « Made in Ger-
many », etc.

La ganterie sera asphyxiée si
cette double interdiction n'inter-
vient pas sans délai.
Un autre mal nous ronge désor-
mais : le scepticisme généralisé,
qui fait que les jeunes n'ont plus
confiance en la profession. Il fau-
dra lui aussi porter le fer rouge
en prenant les dispositions adé-
quates, c'est-à-dire en s'em-
ployant aussitôt à régulariser
l'emploi. Les commandes de prin-
temps sont en effet pratiquement
inexistantes, et les ateliers ne
travaillent à plein temps que
pour l'hiver.

Dans ces conditions, nous sug-
gérons la création d'un organisme
d'achat et de vente chargé de com-
mercialiser certains articles de
base ou de grande diffusion qui
ne pourraient plus venir de l'étran-
ger. Cet organisme serait habilité
pour la recherche des commandes
d'hiver auprès des grands maga-
sins ou autres firmes. Il distribu-
rait celles-ci début janvier, en
vue de la saison creuse, aux
divers ateliers de Millau, Saint-
Affrique et de la vallée.

Il serait doté d'un financement
important et régleterait à ceux-ci,
après contrôle, les livraisons qui
lui seraient effectuées, ayant aussi
entre autres fonctions le soin
d'assurer le stockage et la distri-
bution aux acheteurs, aux dates
prévues. PIERRE GUYOT,
président de la Fédération de
sauvegarde des Gants Français.

Montpellier joue le commerce

DE tout temps, Montpel-
lier fut une ville mar-
chande. Elle a gardé ce
caractère. Une quinzaine
commerciaux, a ba d'ons nés
dans de nombreuses villes, y
venait chaque printemps.
Dans l'interalle, des mani-
festations diverses sont orga-
nisées par le Comité perma-
nent des manifestations com-
merciales, dont l'action
s'exerce notamment en faveur
du petit commerce (surtout
dans le centre ville, assurément
ceux qui le critiquent) et qui
a vocation pour défendre l'en-
semble du commerce de la
ville. Il y a encore deux
comités, l'un s'adressant à
deux artères du centre, très
animées, la rue Saint-Guil-
hem et le faubourg du Cour-
reau ; l'autre établi sur une
rue étroite, coupant le dédale
des voies étroites serrées au
cœur de la vieille cité, la rue
de l'ancien-Courrier, d'où
partait jadis la maille-poste.

Ce dernier est le plus ré-
cent. Son originalité réside
pour une large part dans la
forme juridique qu'il a don-
née à son action, en trans-
formant son antique en un
G.I.E. (groupement d'intérêt
économique), un des rares —
et le seul peut-être en Lan-
guedoc-Roussillon — à ne pas
être interprofessionnel.

Dans le monde du com-
merce montpelliérain, la rue
de l'ancien-Courrier ne date
que d'une dizaine d'années.
Elle n'était, auparavant,
qu'une ruelle sombre et hu-
mide, bordée de vieux immeu-
bles qui se dépeuplaient len-

tement. Les commerçants ont
nettoyé les pierres grises,
dégagé les remises poussié-
reuses, ouvert les portes en
plein centre et retrouvé, sous
le plâtre, les toiles opiques.
La municipalité a procédé au
pavage et a installé un nou-
vel éclairage en supprimant
les fils aériens. Les commer-
ces sont restés peu à peu. Il
y en avait six en 1968 ; il y
en a cinquante-quatre au-
jourd'hui, dont vingt-sept
adhérents au G.I.E.

Ce groupement n'est pas
destiné, comme d'ordinaire,
aux achats. Ils seraient trop
chers. Il vise seulement à
l'effort promotionnel en
faisant sur le site, le calme, la
fraîcheur l'été, l'air du vent
l'hiver, bref, l'air libre. « Air
libre », sous-entendu par rap-
port au Polygone, quartier
nouvellement aménagé aux
abords immédiats de la place
Comédie, c'est-à-dire au cœur
du centre ville, sur des ter-
rains dégagés par la munici-
palité, et où s'est installé un
centre commercial à vocation
régionale.

Ce centre est apparu
comme un concurrent direct
et redoutable des commerces
traditionnels, qui réagissent
en cherchant à créer une image
de marque plus pérennante,
plus jeune et, notamment
pour l'ancien-Courrier, plus
« dans le vent ». Il s'agit de
faire pièce au Polygone et de
ne pas voir se détourner les
courants créés au cours des
ans par la clientèle.

ROGER BECRIAUX.

(PUBLICITE)

La Direction des Musées de France recrute, par voie de concours,
six conservateurs stagiaires de deuxième classe des Musées Nationaux.

Les épreuves se dérouleront à partir du 22 octobre 1975.

Ce concours est ouvert aux candidats âgés de moins de trente-
cinq ans au 1^{er} janvier de l'année du concours et qui justifient soit du
diplôme le plus élevé de l'École du Louvre, soit d'un titre du niveau
de la licence d'enseignement ou de la licence d'histoire de l'art et
d'archéologie.

Renseignements et inscriptions du 15 juillet 1975 ou 30 sep-
tembre 1975 au Bureau du Personnel de la Direction des Musées de
France, Pavillon Mollin, Palais du Louvre, 75041 Paris Cedex 01,
tél. 260-39-26, poste 32-11.

PRESSE

Libres opinions

« Parisien libéré » : il faut négocier

par JACQUES PIOT (*)

La presse française connaît le plus long conflit du travail de son histoire. En effet, depuis cinq mois, les travailleurs du Parisien libéré sont en lutte contre les décisions arbitraires de leur patron, M. Amaury, qui, sous prétexte du déficit financier de son quotidien parisien, le 4 mars dernier, décidait unilatéralement la suppression de l'impression des éditions régionales et celle du grand format du titre, la fermeture de l'imprimerie de la rue d'Enghien et la licenciement de cinq cents travailleurs.

Ces décisions intervenaient avant même que le comité d'entreprise ne se soit prononcé et que l'inspection du travail en ait été saisie.

Aucune information économique vérifiable n'a été possible, et les demandes dans ce sens se sont heurtées à un refus systématique de la direction.

A aucun moment, il ne fut possible d'engager de véritables négociations visant à rechercher des solutions concrètes aux problèmes posés, dans le respect des formes légales et conventionnelles.

Toutes les démarches entreprises par les délégués et les responsables du syndicat battaient sur la volonté de la direction du Parisien libéré d'imposer ses décisions et de remettre en cause les accords contractuels en vigueur dans la presse parisienne.

En prenant du recul, les informations en notre possession permettent d'affirmer qu'en fait cette attitude s'appuyait sur un plan établi ; en effet, dès le mois de février, des contacts étaient pris avec des imprimeurs de province dans le but de leur confier l'impression des éditions régionales ; les dépositaires étaient informés des dispositions nouvelles de distribution du journal qui devaient être mises en place.

Il convient également de souligner, et tous les professionnels vus en situation, que la commande, le livraison, le mise en place des nouveaux matériels destinés aux usines de Saint-Ouen et de Chartres se trouvaient programmés au moment où M. Amaury décidait son coup de force contre les travailleurs de son entreprise et leur organisation syndicale.

A ce sujet, à diverses reprises le comité d'entreprise du Parisien libéré, les responsables syndicaux, ont évoqué avec la direction le question des transformations techniques, ainsi que le transfert à Saint-Ouen de la fabrication du journal. A chaque fois, la discussion a peine engagée tournait court.

Pour autant un certain nombre de travailleurs de l'entreprise s'étaient préparés à cette éventualité, et dans cette perspective avaient suivi des stages de conversion professionnelle.

A la lumière des faits, il apparaît à l'évidence que M. Amaury n'a jamais envisagé sérieusement de discussions quant à la mise en place de son nouveau matériel ; son objectif était d'imposer au personnel ses propres conditions de travail et de rémunération, en dehors de tout accord préalable avec les représentants syndicaux.

Pour parvenir à ses fins, il lui fallait passer outre aux voies légales et conventionnelles de négociations, tenir de briser l'organisation syndicale.

La direction du Parisien libéré et certains élus de la majorité appelés à la rescousse, ont tout mis en œuvre pour prolonger le conflit hors du véritable terrain sur lequel il avait éclaté. Ils se sont employés à en faire une affaire politique, alors qu'en fait il demeure un conflit du travail dont le règlement passe nécessairement par le négociation.

Cette affaire a valu à notre fédération, qui n'en demandait pas tant, des attaques particulièrement violentes des représentants du gouvernement, qui, loin de mettre en œuvre la concertation tant prônée dans maints discours, se sont évertués à jeter de l'huile sur le feu, apportant un soutien actif à M. Amaury. Force est de constater que la concertation de l'ère giscardienne a le souffle particulièrement court.

Lorsque M. Amaury remet ouvertement en cause les libertés syndicales, ne viole-t-il pas délibérément la Constitution, et, cependant, il a le pouvoir de requérir les services de châtreaux de la liberté et de la puissance policière, pour couvrir ses agissements. Le premier ministre et le ministre de la police, sur les écrans de télévision, ont clairement pris parti.

Si le gouvernement a volontairement piécé un conflit du travail sous un éclairage politique, c'est bien pour dissimuler à la fois son offensive contre les ecclésiastiques sociaux des salariés de la presse, mais aussi pour se placer en position de force dans son entreprise contre les libertés et la démocratie.

La concertation, les travailleurs du Livre s'enorgueillissent de l'avoir pratiquée bien avant qu'on en parle, et ils ont pu mesurer sur le terrain le perfide des propos au fur et à mesure du « changement » qui l'a réduite à néant ; quel qu'il soit, il persisterait dans leur détermination de voir régler les problèmes qui les concernent directement par le négociation.

C'est par cette voie que passe la solution du conflit du Parisien libéré. La négociation se heurte au refus de M. Amaury de s'essayer à la table de discussion, mais on ne finit pas croire aux travailleurs du Livre que ceux qui ouvertement ont pris son parti n'ont pas les moyens de l'emener à plus de compréhension. Par ailleurs, le patronat de la presse et du Livre, qui prétend ne pas être concerné par ce problème, doit prendre toutes ses responsabilités.

Or ses responsabilités sont grandes dans cette affaire. Depuis de nombreuses années, notre fédération a demandé aux organisations patronales de la presse que soit négociée, à travers une discussion globale, les problèmes de l'avenir de la presse, en particulier ceux concernant l'évolution des techniques dans le profession ; jamais, malgré nos demandes répétées, une telle négociation au niveau national n'a pu s'engager.

Cette situation contenait en germe le conflit du Parisien libéré. La politique de l'assaut-faible en matière sociale n'a jamais été saine ; compter sur le bon vouloir du patronat pour régler, au coup par coup, les problèmes sociaux posés par la transformations de la presse et le progrès technique entraîne un climat conflictuel peu propice à la recherche de solutions à même de garantir véritablement l'avenir du personnel de la presse.

L'urgence d'une telle négociation n'est plus à démontrer, mais il convient d'abord de mettre fin au conflit du Parisien libéré.

Les travailleurs du Livre ne céderont pas à la dictature d'un homme, auquel il faudra imposer cette négociation qu'il se permet de refuser tout en dilapidant les deniers publics.

Il est intéressant au passage de reprendre les termes de la résolution du 19 janvier de la commission ministérielle du Conseil de l'Europe :

« Le transfert du secteur privé au secteur public de journaux menacés, dont le survie est essentielle pour l'information et la formation de l'opinion publique — et capitale, dans l'intérêt des travailleurs qui en dépendent, que ce soit sous forme d'entreprises de droit public ou de coopératives, — doit être encouragé par des mesures d'assistance financière. De même, il s'agira de promouvoir la fondation de journaux, ainsi que d'imprimeries, qui ne soient pas axés sur la recherche du profit. »

Le gouvernement, depuis plusieurs années, fait la sourde oreille à une « table ronde » de toutes les parties concernées. C'est devenu maintenant une exigence. A-t-il l'intention de créer une situation de fait avant d'être appelé à répondre de son libéralisme de façade ?

(*) Secrétaire général de la Fédération française des travailleurs du Livre C.G.T.

LA FÉDÉRATION DU LIVRE : préparez-vous à un mouvement d'ampleur nationale.

Le comité exécutif de la Fédération française des travailleurs du Livre (C.F.T.L.) s'est réuni le 7 juillet afin d'examiner la situation en laurier et en presse. Dans un communiqué :

« Il se félicite de la participation massive des travailleurs du Livre à la grève de vingt-quatre heures du 26 juin dernier. Ils ont démontré leur exigence de voir régler positivement les conflits en cours ainsi que les problèmes d'emploi et de salaires. »

« Dans l'imprimerie de laurier, les actions qui se poursuivront ont permis d'enregistrer à ce jour de nombreux succès concernant la seule constatation de l'indice tant au plan régional que départemental, local ou d'entreprise. »

« Considérant la situation dans la presse, le comité exécutif stigmatise le refus du pouvoir et de la quasi-totalité du patronat d'intervenir pour contraindre la direction du Parisien libéré à la négociation. »

« Il salue tous les travailleurs du Livre qui sont en lutte pour la défense de leur emploi et à les assure de son entière solidarité. »

« Il les appelle à participer nombreux au rassemblement qui se tient le jeudi 10 juillet à Paris, à la tour Eiffel, à l'initiative des confédérations C.G.T. et C.F.D.T. »

« Le pouvoir et le patronat veulent masquer par leur silence leurs entreprises néfastes. Briser la résistance des travailleurs et annuler leurs luttes. »

« Face à cette situation, le comité exécutif demande à l'ensemble des travailleurs du Livre de se préparer à un mouvement d'ampleur nationale. Pour cela, ils organiseront régulièrement des réunions d'information sur le temps de travail, dans les entreprises de presse et de laurier, ainsi que des délégations auprès des directions, ou toutes autres initiatives, afin d'obliger le patronat et le gouvernement à intervenir. Les travailleurs sont invités dans tous les secteurs concernés. »

ECOLE DE CADRES DE LAUSANNE

1. Vous voulez réussir votre entrée dans la vie active. Vous avez besoin d'une formation en administration d'entreprise.

Cours général de formation de futurs cadres polyvalents (techniques, gestion, relations humaines, finances, production, techniques d'étude de marché et de communication). Conditions d'admission : en principe 21 ans, niveau secondaire (baccalauréat ou diplôme équivalent), si possible stages pratiques en entreprise.

2. Vous êtes déjà un cadre expérimenté. Mais vous visez plus loin. Vous avez besoin d'une préparation à la direction des entreprises.

Cours supérieur de perfectionnement de cadres déjà en fonction (méthodologie, relations humaines, gestion financière, organisation de la production, marketing). Conditions d'admission : de 26 ans et 5 ans d'expérience professionnelle à un poste de responsable.

3. Vous préférez des études courtes, mais intensives et un enseignement dispensé exclusivement par des praticiens. Vous demandez une documentation ECL.

Ecrivez ou téléphonez au Secrétaire de l'Ecole de Cadres de Lausanne, chemin de Mornex 38, CH-1003 Lausanne (Suisse), tél. (021) 23 29 02, en précisant la référence : MO 3

Formation en Administration d'Entreprises et Préparation à la Direction des Entreprises sont deux cours de l'Ecole de Cadres de Lausanne — Institut international indépendant spécialisé depuis 1963 dans la formation et le perfectionnement des cadres d'entreprises.

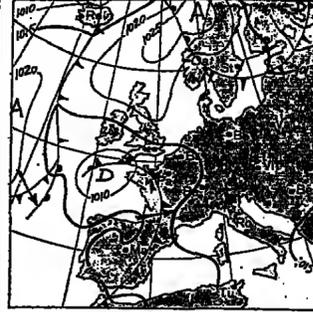
Les deux cours : 1 session par an (octobre à juin), durée 9 mois — Examens à plein temps pendant 1 an ou à temps partiel pendant 2 ans — Enseignement exclusivement dispensé en français — Etudes de cas et visites — Certificats et diplômes ECL.

Après le bac. Médecine? Pharmacie? Sc.Po.? Droit? Sc.Eco.? Informations et conseils gratuits pour orientation universitaire. IPEC 46, Bd St-Michel 633-81-23 033-45-67

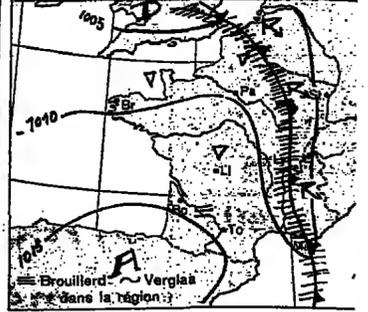
AUJOURD'HUI

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 08.07.75A 0 h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 9-7 DÉBUT DE MAI



Lignes d'égalité hauteur de baromètre cotées en millibars (le mb vaut environ 1/10 de mm). Zone de pluie ou neige, averses, orages, Sens de la marche des fronts.

Evolution probable du temps en France entre le mardi 8 juillet à 6 heures et le mercredi 9 juillet à 24 heures. La dépression centrée à l'ouest de l'Europe se déplace vers le nord et atteindra les îles Britanniques. Cette dépression dirigera vers la France des masses d'air océanique instable et assez humide. Mercredi 9 juillet, sur l'ensemble du pays le ciel sera variable avec alternances d'éclaircies et de nuages. Les éclaircies seront généralement plus belles sur les régions côtières de l'Atlantique, tandis que les nuages se développent surtout l'après-midi et le soir, donneront, sur les autres régions, des averses éparpillées abondantes. Après avoir affecté principalement, mardi, les régions s'étendant de la Manche orientale à l'Alsace et à la Bourgogne, ils concerneront surtout, au cours de la journée de mercredi, le Midi méditerranéen, les Alpes et le Massif Central. En général, les températures seront en baisse. Mardi 8 juillet, à 7 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris de 1.012 millibars soit 750 millimètres de mercure. Température (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 7 juillet) : le second, le minimum de la nuit du 7 au 8 juillet) : Biarritz, 25 et 18 degrés; Bordeaux, 21 et 15; Clermont-Ferrand, 20 et 13; Lyon, 25 et 15; Nantes, 29 et 14; Nice-Côte d'Azur, 25 et 16; Paris-La Bourdonnais, 20 et 17; Pau, 31 et 17; Perpignan, 30 et 18; ...

Journal officiel

Sont publiés au Journal officiel des 7 et 8 juillet 1975 :

- UNE LOI : Portant règlement définitif du budget de 1973. UN ARRÊTÉ : Fixant les modalités d'application de certaines dispositions du décret réglementant la catégorie d'instruments de mesure : mesures de masse.

Transports

Transports gratuits à Versailles. La municipalité de Versailles rappelle que les personnes âgées de la commune bénéficiaires du Fonds national de solidarité voyagent gratuitement sur les transports publics, tous les jours en dehors des heures de pointe, et non à demi-tarif comme nous l'avons écrit par erreur dans l'article paru dans le Monde du 1er juillet.

Le Monde

Service des Abonnements 5, rue des Italiens 75422 PARIS CEDEX 09 C.F.P. 4 207 - 52. ARRONNEMENTS : 3 mois 6 mois 9 mois 12 mois. FRANCE - S.O.M. - T.O.M. EX-COMMUNAUTÉ (SAUT ALGÈRE) : 36 F 150 F 232 F 300 F. TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE : 144 F 273 F 442 F 530 F. ÉTRANGER par messagerie : 1 - BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS - SUISSE : 115 F 216 F 307 F 408 F. IL - TUNISIE : 125 F 232 F 337 F 448 F. Par voie aérienne tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois fois) nous envoient bien joindre ce chèque à leur demande. Changements d'adresse, départs, etc. : nous en prévenons (deux semaines en plus), nos abonnés sont invités à nous adresser leur demande une semaine au moins avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance. Veuillez avoir poliment de rédiger tous les bons propos en caractères d'imprimerie.

Édité par la S.A.R.L. Le Monde. Gérants : Jacques Favet, directeur de la publication, Jacques Sauvageot.

Imprimerie du Monde, 5, rue des Italiens PARIS-14. 1974. Reproductions interdites de tous articles, sauf accord avec l'administration.

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 1195

Grid for crossword puzzle with letters X, II, III, IV, V, VI, VII, VIII, IX, X, XI.

HORIZONTALEMENT : I. Félicité quand il est grand. II. N'attend pas l'arrêt complet pour descendre. Fait entendre un son de cloche ; Expédition de pruneaux ou de dragées. IV. Cherchera à surprendre ; Conjonction. V. Coule en France ; Evoque un célèbre confite. VI. Sel ; Coule en Suède. VII. Ne surpasseras pas encore. VIII. On naquit la poésie lyrique. IX. Compagnie du cordonnier ; Marque d'identité. X. C'est là plus qu'ailleurs que le militaire trouve l'occasion de servir ; Serré fort. — Al tion ; Au service de Charles VERTICALEMENT : I. Sultane d'Iler, vedette jour'hui ; Homme lui soit. II. A l'habitude de faire V. et vient en Bulgarie. III. Diminutif populaire d'un nom féminin ; Plus ou outragés par les ans. IV. Ce en méritent parfois bonne part ; Ont sans nul doute menté l'illustre Jo. V. 5. queue ni tête. VI. Cité dédale jamais ; En avril ; I mode. VII. Est donc un pré. Ses bords sont tranchants. VIII. Mit du temps à parler ; jours solides aux poies. — IX. seivent et se ressemblent ; C tir essentiel du Créateur.

Solution du problème n° 1 : Horizontalement : I. Oseuse. — II. Vu ; I III. Tâcherons. — IV. Inouï. — V. Lin ; Tue ; — VI. Re. — VII. Arcs ; Salt. — VIII. L. — IX. Le ; Rôties. — X. M. — XI. Hiles ; Vêtement. Verticalement : I. Outil ; Alice. — 2. An. — 3. Secondes. — 4. Ussera. — 5. Uvélite ; Bol. — 6. Sûrs ; NS ; TL. — 7. Ts. — 8. Pneu ; Est. — 9. Fosseil. GUY BROUET

The Old Vicarage (l'Ancien Presbytere) - Stockland, Devon, Angleterre. La Résidence d'une Comtesse Italienne. Cette propriété exceptionnelle en franc-allez de style, sise dans un terrain de plus de 80 ares, modernisée et équipée de tous les aménagements de grand standing, comprend salles de réception spacieuses, six chambres à coucher, deux salles de bains de luxe, cuisine moderne, jardins, paddock, écuries etc. Prière d'adresser toutes offres de plus de 65000 livres : Cornwall Country Estates Limited, 12-14 Wigmore Street, London W1, Angleterre. Téléphone : 01-437 1394. Télex : 23608.

remède à de petits maux La saison des supplices pour les pieds « enfermés ». Monsieur, vous qui n'êtes pas en vacances, sitôt que la température s'élève, vos pieds gonflent, deviennent sensibles, douloureux, ils vous brûlent. N'accusez pas uniquement la chaleur ou votre système circulatoire, car vos chaussures risquent d'être les seules coupables. Si vous désirez être réellement à l'aise, il faut voir LARGÉ, et seul le PALAIS DE LA CHAUSSURE propose du 38 au 50, une gamme de modèles EN 8 LARGES par pointure et demi-pointure. Pour les jeunes et les moins jeunes dont les pieds sont longs ou larges, choix unique (exclusivement par homme). Chaussures sport, box pour chevron, chaussures montagnardes, bottillons sport, moto, basket, tennis, pantoufles, etc. LE PALAIS DE LA CHAUSSURE, 39, av. de la République Paris-11^e (face métro Parmentier), envoie gratuitement son catalogue. Écrivez ou téléphonez à : 337-45-92. Pas de succursales parking gratuit.

سكان النهر

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

BILLET

gaffe d'un homme paisible qui élève des chiens

De notre correspondant

speller. — Comme son nom le laisse deviner, il s'agit d'un homme paisible qui élève des chiens. Elle a son siège dans la commune de la Grande, et son téléphone est à la fois au centre ville. Encore il téléphone de bonne heure jusqu'à 10 heures environ, car l'entreprise est traitée, M. Gérard Palade, midi, on ne sait plus.

propriétaire du bar, rouchard, répond : « Je ne connais pas ce nom. Je ne vois pas ce que vous voulez dire. Je suis sûr que vous avez beaucoup de chiens, mais je ne connais pas tous les noms. »

« C'est une histoire absurde, nous s'en dit. Je connais M. Gérard Palade. C'est un homme très calme, très paisible, qui élève des chiens. Il a une ferme à la Grande, et il élève des chiens de toutes sortes. Il est très gentil, et il aime beaucoup son travail. »

« M. Gérard Palade est d'ailleurs, par contrat, le gardien de nuit de l'office d'H.L.M. de la ville d'Alès. S'il utilise des chiens pour ce travail, il faut admettre que c'est bien dans la vocation de ces animaux, dressés à cet effet. »

« Ce qui est curieux, c'est de faire croire à la classe ouvrière, en déformant les faits, qu'il y a entre les gardiens de nuit, qui sont des salariés aussi respectables que les autres, un rapport quelconque avec de prétendues milices patronales. »

« Cependant, selon d'autres bruits, il y aurait un SAC en ville de 1973 au nom de Gérard Palade. S'agit-il de la même personne ? »

« M. Jalu ne pense pas que M. Palade appartienne au SAC. »

« Je suis moi-même un des fondateurs du SAC, et je tiens à ce que ce soit un véritable mouvement. C'est indispensable pour lutter contre les équipes communistes qui tenaient la rue. Je ne m'occupe plus depuis longtemps. J'y avais cessé toute activité avant même d'être élu député. A cette époque, M. Palade n'avait fait que passer. Je ne crois pas qu'il se fasse partie aujourd'hui. Ce que je puis dire en toute certitude, c'est qu'il n'appartient pas à l'U.D.R. du Gard. »

« L'affaire reste obscure cependant par certains points. L'entreprise d'élevage de chiens, c'est certain, est de petite dimension, mais il est difficile d'en cerner tous les contours. A Soustiel même la querelle ne semble pas faire grand bruit, Gérard Palade, l'enfant du pays, est un homme paisible qui élève des chiens. »

ROGER BECIAUX.

Je fais, nous s'en dit, rassuré des chiens de garde, sont des bergers allemands, sont dressés pour le gavage d'entrepôts ou d'usines, et non pour s'attaquer à manifestants. Mon entreprise aucune participation à une manifestation. Je reconnais que si, d'un côté, on a donné publiquement un nom à un mouvement, on ne peut pas dire que cela soit une gaffe. Les seules raisons qui s'en suivent, pour des loutions de garage contre les cambrioleurs, n'ont pas question de tuer, et de mouvement de la rue. Il n'est pas question non de créer une milice patro-

ne laissez-vous pas des idées. Si, mais seulement sur la crédibilité des postulants mal us pour du personnel de la loi, par exemple. L'opinion politique des gens s'intéresse pas. Avez-vous beaucoup de chiens ? Non, seulement du personnel normal ou temporaire. En ce qui concerne des chiens de garde, et le téléphone ? J'ai fait une demande, mais j'ai pas encore pu obtenir signe. Quand me sollicitez

PHOTOS DE CHIENS DES USINES CHAUSSON AIENT ÉTÉ PRISES A LA FOIRE DE PARIS

Le nom de la société de garage renommée Agence centrale de services, M. Simone Derde a demandé en référé, le 11 et 12, M. Henri Baud, vice-président du Tribunal de Paris, de donner la remise à ses clients, et, subsidiairement, la destruction — des négatifs et tirages — par la Société Fotolib, l'agence photographique des représentants certains de la Société de garage tenant des chiens en cage ou le pistolet au poing, a été déclaré, F.A.C.D.S. l'autorité Fotolib à effectuer dans ses services un reportage photographique à caractère anonyme. C'est ainsi que des photographies en noir et blanc, soit accompagnées de ma à l'intérieur de la Foire Paris pendant les heures de marche des portes, soit au cours de séances d'entraînement. Or, les clichés ont été livrés sans la presse avec des indications tendant à faire croire

entre les patrons pêcheurs et une délégation de travailleurs immigrés de la pêche à la sardine — au lamparo, en grève depuis le 6 juillet.

ÈVE DE PÊCHEURS A ARSEILLE. — Sur l'initiative de l'administration des affaires maritimes, une rencontre devait avoir lieu ce mardi 8 juillet, à Marseille,

ÉCHANGES INTERNATIONAUX

LA FIN DES TRAVAUX DE LA GRANDE COMMISSION FRANCO-SOVIÉTIQUE

La coopération est sur « le bon chemin » déclare M. Kirilline

A l'occasion de la réunion, à Moscou, de la grande commission de coopération franco-soviétique, M. Jean-Pierre Fourcade, ministre français de l'économie et des finances, s'est entretenu pendant une heure, lundi après-midi 7 juillet, avec M. Alexis Kostyguine, président du conseil des ministres de l'U.R.S.S. Au cours de cette entrevue, qualifiée d'amicale, ont été évoqués, indiqués

Par ailleurs les conversations entre M. Patolitchev et M. Fourcade, qui s'étaient tenues à Moscou depuis le 3 juillet, ont pris fin ce même lundi. Pendant deux jours, les deux responsables ont évoqué, selon l'agence Tass, « l'établissement et l'approfondissement de la coopération commerciale, économique et industrielle » entre Moscou et Paris. Ils ont souligné « la bonne exécution du programme de renforcement » de cette coopération, ainsi que les perspectives favorables offertes dans le domaine de la construction de machines-outils, dans la fabrication de produits chimiques, et la production d'alumine et d'aluminium. Cependant la participation de la société française Pechiney à la réalisation du très important complexe d'aluminium soviétique reste subordonnée à l'établissement de

l'agence Tass, et le développement de la coopération franco-soviétique et certains problèmes relatifs aux relations économiques internationales ». M. Vladimir Khrilina, président du Comité d'Etat pour la science et la culture, M. Nicolas Patolitchev, ministre du commerce extérieur, et son homologue, M. Norbert Ségard, ont assisté à l'entrevue.

« En fin, au terme des travaux de la grande commission, a été signé un protocole de coopération spatiale, le premier du genre entre l'U.R.S.S. et un pays d'Europe occidentale. Ce protocole, conclu pour une durée de dix ans, définit les domaines de coopération, tels que l'exploration des planètes du système solaire, l'astrométrie spatiale, la biologie spatiale, les télécommunications satellitaires.

La coopération franco-soviétique — est sur le bon chemin », a déclaré en conclusion M. Kirilline, en précisant que les échanges, entre les deux pays dépasseront « probablement », en 1975, le milliard de roubles. De son côté, M. Fourcade a indiqué que, parmi les pays de la

La difficile négociation d'un « fabuleux contrat »

Samedi 5 juillet, à Moscou, M. Jean-Pierre Fourcade n'a pas caché que la négociation du contrat entre l'U.R.S.S. et l'Allemagne fédérale se sont élevés au stade d'une affaire difficile, la concurrence américaine et japonaise, particulièrement favorisée par les fluctuations monétaires, étant redoutée.

Difficile, cette affaire le serait à moins : il s'agit tout simplement d'un « contrat de siècle » dans l'industrie de l'aluminium. Les Soviétiques ont demandé qu'on leur soumette des propositions pour l'implantation d'une chaîne complète de production, devant constituer des plus grands ensembles du monde, avec cinq

usines : la première pour l'alumine (1 million de tonnes), sur les bords de la mer Noire ; la deuxième pour l'aluminium, en Sibirie ; la troisième pour les anodes (275 000 tonnes) ; la quatrième pour les produits finis nécessaires à l'électrolyse de l'alumine (300 000 tonnes), et la cinquième pour la transformation du métal blanc en tôles, tubes et profilés.

Pour prendre la mesure d'un tel projet, dont le coût actuel dépasse 25 % du dollar et du yen par milliard de dollars, relevons qu'il équivaut à installer d'un coup une capacité de fabrication de métal supérieure à la production française de métropole, sa réalisation

devant s'étaler sur un certain nombre d'années, et une partie du montage s'effectuant en pleine Sibirie avec tous les inconvénients de l'éloignement et du climat.

Dans ces conditions, il n'y a rien d'étonnant à voir les Soviétiques, acheteurs très avertis et particulièrement redoutés des vendeurs occidentaux, discuter pied à pied les termes de l'accord. Ajoutons qu'ils sont très sensibles à l'inflation des coûts à l'extérieur de leurs frontières et souhaitent en limiter au maximum l'incidence sur les prix.

Il n'y a rien d'étonnant non plus à voir les Américains et les Japonais présenter des offres concurrentes. Outre l'avantage présenté par une dévaluation de 25 % du dollar et du yen par rapport au franc depuis dix-huit mois, leur présence permet aux Soviétiques de disposer d'un éventail de fournisseurs plus large : le projet de la grande usine américaine Kaiser n'arrivait-il pas à Moscou en janvier 1974 sur les talons du président de P.U.K. ?

Il n'y a rien d'étonnant, enfin, à voir les négociations s'étirer en longueur, compte tenu des méthodes employées dans les pays de l'Est, dont les experts se défendent avec aplomb, forts de leur avantage d'être excellents payeurs. Les premiers contacts avec P.U.K. datent de juillet 1973, un protocole d'intention a été signé en décembre 1974 lors de la venue à Paris de M. Brejnev, et les discussions techniques durent depuis de nombreux mois dans une bonne atmosphère.

Les Français gardent bon espoir : P.U.K. n'a-t-il pas déjà vendu à l'U.R.S.S. une première usine d'anodes dont la mise en route a commencé il y a deux ans ? — F.R.

L'AIDE AUX PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT

M. Olivier Wormser : il faut surpayer les matières premières pour opérer les transferts nécessaires

En cours d'une communication faite à l'Académie des sciences morales et politiques, lundi après-midi, sur « La France et la politique des matières premières », M. Olivier Wormser, ambassadeur de France à Bonn, après avoir rappelé les objectifs traditionnels de notre pays relatifs à une organisation des marchés pouvant assurer aux producteurs une rémunération équitable, s'est demandé s'il n'y aurait pas avantage même à surpayer les matières premières, tout comme le sont, en fait, les produits agricoles, à certains égards, la main-d'œuvre, de façon à opérer les transferts nécessaires.

« L'inégalité de la terre et de la demande des matières premières justifie une intervention. Il est préférable qu'elle soit faite d'un commun accord par les producteurs et les consommateurs », a-t-il poursuivi.

Examinant ensuite les différentes techniques à utiliser, M. Olivier Wormser se prononce notamment pour celle des « prix variables à l'importation dans les seuls pays riches, dont le montant, arrêté d'un commun accord, serait calculé de telle façon que le prix soit « juste » soit payé par le consommateur dans tous ces pays industrialisés, mais pas par l'utilisateur dans les pays pauvres. Si cette méthode était appliquée au pétrole et aux engrais, si l'Inde et tant d'autres pays en voie de développement ne souffraient comme ils le font « aujourd'hui ».

● LA POPULATION EUROPÉENNE cessera de croître dans trente ans, indique un rapport publié lundi 7 juillet par la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe. Les experts prévoient une généralisation des familles de deux enfants, une augmentation des divorces et une diminution des mariages. — (A.F.P.)

MORRIS

LIVRAISON IMMÉDIATE
GRAND CHOIX D'OCCASIONS

Mécanique - Télérie - Peinture
Mise au point par spécialistes

FRANÇOIS & C^{ie}
6 rue St-Ferdinand - PARIS 17^e
Téléphone 170, 06-47

CONFLITS ET REVENDICATIONS

CABLES DE LYON : SYNDICATS ET DIRECTION CAMPENT SUR LEURS POSITIONS

Alors que les travailleurs des Câbles de Lyon (filiale du groupe C.G.E.) commencent leur septième semaine de grève, la direction a décidé de reporter à mercredi la négociation qui devait avoir lieu lundi après-midi « et la liberté du travail est assurée ».

« Contrairement à ce qui avait été conclu entre les parties, affirme la direction, le week-end a été marqué par de nombreuses démarches d'intimidation aux domiciles des personnes ayant repris le travail. » « Quolibets, injures et menaces ont accablé ceux qui tentent travailler lundi matin. »

Pour la Fédération des travailleurs de la métallurgie C.G.T., « les prétextes les plus fallacieux de la direction » montrent son refus de négocier. Les délégués C.G.T. de l'entreprise estiment que « la présence assidue des représentants pendant tout le week-end n'est que l'utilisation des méthodes perverses et les incidents qui ont eu lieu à l'intérieur de l'usine constituent en fait des provocations de la part de la direction ».

Tout en réaffirmant leurs revendications (300 francs pour tous les mois de vacances de 1 000 francs, paiement des heures de grève et des heures retenues sur la paye des délégués pour leurs activités dans l'entreprise, salaires maximum de la grille de classification), les grévistes demandent l'arbitrage du ministre du travail « pour négocier véritablement ».

Le fait toutefois noter que, d'après les statistiques soviétiques, les échanges entre l'U.R.S.S. et l'Allemagne fédérale se sont élevés en 1974 à 22 milliards de roubles, et qu'avec 940 millions de roubles la France a été dépassée par l'Italie (1,1 milliard), se situant au cinquième rang des partenaires occidentaux de Moscou derrière le R.F.A., le Japon (1,7 milliard de roubles), le Finlande (1,5 milliard), l'Italie, et juste devant le Grande-Bretagne (0,9 milliard).

LA PROLONGATION DU CONFLIT CHAUSSON ENTRAÎNE UNE SEMAINE DE CHOMAGE POUR L'USINE PEUGEOT DE LILLE

Les négociations entre la direction des usines Chausson et les syndicats sont de nouveau au point mort. Aucune rencontre n'a été fixée après la réunion du 7 juillet, où chacune des deux parties est restée sur ses positions. Il semble bien que cette situation doive se prolonger jusqu'au lendemain du rassemblement du 10 juillet organisé par la C.G.T. et la C.F.D.T. pour attirer l'attention sur les conflits en cours.

Conséquence de la prolongation de la grève des usines Chausson, l'établissement Peugeot de Lille sera mis en chômage technique le 15, 16, 17, 18 et 19 juillet. Les ouvriers seront partiellement indemnisés par le fond de régularisation de ressources de l'entreprise.

Un délégué C.G.T. licencié

A Gennavillers, le meeting tenu mardi matin par les syndicats réunis plus de participants que la semaine passée, ils ont protesté contre la sanction prise à l'égard de M. Alain Martineau, délégué C.G.T. et président du comité de grève. Il vient de recevoir une lettre de licenciement « pour motif grave ». Déjà, la même procédure a été engagée pour deux délégués de l'usine Chenard, filiale de Chausson.

Vous avez votre Bac vous pouvez entrer à

IPAG PARIS

INSTITUT DE PRÉPARATION A L'ADMINISTRATION ET A LA GESTION

reconnu par l'état qui alterne la vie d'étudiant et la vie d'entreprise

En trois années d'études, l'IPAG fait de vous un gestionnaire recherché, parce que vous avez déjà acquis de la pratique dans les entreprises en plus de vos études. Votre vie d'étudiant sera répartie ainsi :

	1 ^{re} année	2 ^e année	3 ^e année
1 ^{er} trimestre	stage ouvrier	séminaires de gestion	stage de gestion cadre
2 ^e trimestre	techniques de base	étude en entreprise	spécialisation
3 ^e trimestre	stage vente	séminaires de gestion	stage aux U.S.A.

Les entreprises de toutes tailles recherchent de plus en plus des hommes et des femmes rompus aux problèmes d'administration et de gestion. Vous pouvez être de ceux-là. Si vous désirez être reçu par l'un des membres de l'équipe pédagogique ou avoir plus d'informations, téléphonez au 222.08.55 et 222.11.53.

IPAG
ETABLISSEMENT PRIVÉ D'ENSEIGNEMENT TECHNOLOGIQUE SUPÉRIEUR RECONNU PAR L'ÉTAT
184, BOULEVARD SAINT-GERMAIN 75006 PARIS
222.08.55 / 222.11.53

LA VIE ÉCONOMIQUE

ÉNERGIE

Le groupe Elf-Erap pourrait ne pas renouveler ses accords de production avec l'Algérie

Elf-Erap « pourrait être amené à préférer des accords commerciaux ordinaires à l'élaboration d'un nouveau contrat de production avec l'Algérie », a déclaré le 7 juillet, au cours d'une conférence de presse, M. Pierre Guillaumat, président du groupe pétrolier d'Etat Elf-Erap.

« Assurément, notre groupe a encore besoin des pétroles algériens et de ceux des développements de la pétrochimie en France, de la gazoline, liée aux productions de gaz », a poursuivi M. Pierre Guillaumat. « Mais l'évolution des conditions économiques détermine une situation dans laquelle le bras nous est livré à un prix élevé. »

Ces propos semblent marquer un tournant dans les rapports du groupe pétrolier d'Etat français avec l'Algérie, qui fut son principal fournisseur de pétrole brut. Signés le 15 décembre 1971, les accords pétroliers entre Elf-Erap et l'Algérie avaient officiellement été conclus pour dix ans. Mais ils étaient totalement renouvelés au bout de cinq ans. Ces accords marquaient alors l'aboutissement d'une longue crise entre les sociétés pétrolières françaises et le gouvernement du président Boumedienne. Le 24 janvier 1971, ce dernier avait décidé unilatéralement une nationalisation à 51 % des sociétés pétrolières françaises opérant sur le territoire algérien. Cette initiative sanctionnait l'échec des négociations sur la fiscalité pétrolière élargies à l'ensemble des relations entre les deux pays. Pendant plusieurs mois, la situation fut assez tendue, les compagnies allant même jusqu'à mettre en garde les acheteurs français d'un pétrole dont elles revendiquaient la propriété.

La crise fut dénouée en deux temps par des accords conclus le 30 juin avec la Compagnie française des pétroles, puis le 15 décembre avec le groupe Elf-Erap. Ce dernier contrat prévoyait notamment :

● L'acceptation des nationalisations à 51 % des sociétés du groupe en Algérie et de la nou-

velle fiscalité pétrolière algérienne. En contrepartie, l'Algérie s'engageait à un certain nombre de réajustements financiers envers Elf-Erap.

● Elf-Erap ne conservait en Algérie que des droits de production équivalant à environ 6 millions de tonnes par an, provenant essentiellement de l'exploitation des gisements d'Essel-Messaoud et de l'Ascop. Auparavant, le groupe français « enlevait » 15 à 18 millions de tonnes chaque année.

On remarquera que la prise de position de M. Guillaumat survient au moment où l'Algérie renouvelle ses mises en garde à l'égard de certains pays producteurs, qui « ont procédé à des hausses injustifiées de leurs prix », se faisant ainsi le champion du maintien des prix à un niveau élevé. — J.-M. Q.

(1) Les accords signés en 1974 entre le groupe Elf et la Sonatrach, qui portaient sur l'exploration de trois parcelles en Algérie, le groupe français étant opérant sur deux d'entre elles) expirent à la fin de 1977. Ils ne concernent pas le contrat de 1971.

LA LUTTE CONTRE LA RÉCESSION

(Suite de la première page.)

Or, dans une économie caractérisée par un mouvement de hausse des biens, des services et des capitaux (malgré un certain nombre de restrictions souvent du reste, très peu efficaces) se manifeste ce qui doit exister quelque part une discipline pour permettre au système de continuer à fonctionner et aux différents pays liés entre eux par le libre-échange d'ajuster mutuellement leur politique économique et financière. Dans le cadre d'un capitalisme libéral, cette discipline ne peut de toute évidence être exercée qu'à travers un système monétaire digne de ce nom.

C'est ce qu'à la fin de la deuxième guerre mondiale, les négociateurs des accords de Bretton Woods, et en particulier, il faut le souligner, les délégués américains, avaient fort bien compris. Il est vrai qu'à l'époque le souvenir de la grande crise des années 30, accompagnée elle aussi par une déliquescence du système international des paiements, était encore vivace. Mais l'existence d'un système monétaire au sens plein du mot exige le respect de ce qu'on appelait pendant les années 20 et 30 les « règles du jeu ». Ces règles sont transgressées à partir du moment où un grand pays profite de sa position dominante pour s'endetter indéfiniment vis-à-vis du monde extérieur. Disons, pour simplifier, que c'est ce qu'ont fait les États-Unis depuis une vingtaine d'années, créant ainsi une situation de déséquilibre croissant.

Ce serait sans doute trop simple que d'attribuer le déséquilibre monétaire existant au seul comportement des Américains et à l'accumulation des balances dollaraires. C'est à-dire des dettes à court terme des États-Unis vis-à-vis du monde extérieur. Mais, en fait, ce qui a permis l'accumulation des balances dollaraires, c'est le fait que les États-Unis ont pu transformer des dettes payables à vue en obligations à moyen et long terme. Il fut un temps où les grands pays industriels pouvaient à eux seuls résoudre ce problème. Le peuvent-ils encore, alors que les pays exportateurs de pétrole ont accumulé sur eux d'importantes créances ?

Il est probable que le président de la République française n'estime pas encore réunies les conditions politiques d'une discussion au fond permettant de jeter les bases d'une véritable réforme monétaire, et peut-être ne songe-t-il dans une première phase, qu'à une multiplication de réunions de caractère officieux entre les membres du groupe des G7. Mais le temps presse, et la récession qu'on n'ose pas encore appeler dépression risque de prendre de court les gouvernements, le déréglage du système des changes devant s'ajouter aux autres causes à l'œuvre pour provoquer une forte contraction du commerce international, sur lequel pourtant chacun des grands pays compte pour la relance de sa propre activité.

monétaire doit désormais porter sur deux profils :

1) Il ne suffit pas de constater que nous vivons dans une « économie de dettes », il faut bien voir que l'endettement excessif est à la fois l'origine des difficultés actuelles et le moyen de les surmonter (d'où la chute de la production) et de la destruction du système monétaire international qui souffre lui aussi du même mal : au fur et à mesure que les « liquidités » (sous forme d'avoirs en dollars) augmentent, le système devient en réalité de moins en moins liquide, puisque les mêmes fonds servent des avoirs pour ceux qui les détiennent et sont des dettes pour ceux qui les émettent. D'où, par exemple, l'accumulation d'énormes stocks par les pays exportateurs de pétrole, dont on peut se demander si ces derniers seront un jour en mesure de les convertir réellement en biens et services réels.

Il est clair qu'un tel sortira pas de la situation actuelle sans une liquidation des dettes à tous les échelons. Or les débiteurs sont insolubles. Et on laisse les choses aller leur cours, la liquidation des dettes se fera, à l'échelon de l'économie privée, par des faillites qui aggraveront encore la récession. À l'échelon du système monétaire international, la liquidation des dettes se poursuivra chaque jour par l'érosion de la valeur du dollar. Le plus urgent est donc de stabiliser le volume de l'endettement et de liquider une partie de l'héritage du passé en retirant de la circulation une partie des moyens de paiements existants (ce qui peut s'opérer en transformant des dettes payables à vue en obligations à moyen et long terme). Il fut un temps où les grands pays industriels pouvaient à eux seuls résoudre ce problème. Le peuvent-ils encore, alors que les pays exportateurs de pétrole ont accumulé sur eux d'importantes créances ?

2) Il conviendrait de reconstruire un système propre à rétablir l'équilibre, ce qui ne peut se faire sans que l'émission monétaire soit dans les principaux pays strictement réglementée. Il est probable que le président de la République française n'estime pas encore réunies les conditions politiques d'une discussion au fond permettant de jeter les bases d'une véritable réforme monétaire, et peut-être ne songe-t-il dans une première phase, qu'à une multiplication de réunions de caractère officieux entre les membres du groupe des G7. Mais le temps presse, et la récession qu'on n'ose pas encore appeler dépression risque de prendre de court les gouvernements, le déréglage du système des changes devant s'ajouter aux autres causes à l'œuvre pour provoquer une forte contraction du commerce international, sur lequel pourtant chacun des grands pays compte pour la relance de sa propre activité.

PAUL FABRA.

LE TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVISES

	Dollar	Deutsche Marks	Francs suisses
60 heures	5 7/8	6 7/8	3
1 mois	6 3/4	7 1/4	4 1/8
3 mois	7	7 7/8	4 3/8
6 mois	7 1/8	8 1/8	4 7/8

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

EMPRUNT CNT

CAISSE NATIONALE DES TELECOMMUNICATIONS

10,50 %

SOUSCRIPTION
Banques Comptables du Trésor
Centres de Chèques Postaux
Bureaux de Poste

TAUX DE RENDEMENT ACTUEL BRUT : 10,41 %

emprunt CNT
emprunt haute stabilité

GRUPE FONCIERE COMPAGNIES D'ASSURANCES

Les assemblées générales ordinaires des compagnies d'assurances : LA FONCIERE-T.L.A.R.D., LA FONCIERE-VIE, LA FONCIERE-CAPITALISATION, ont eu lieu le 30 juin 1975 sous la présidence de M. Guy Taittinger. Les comptes des trois sociétés pour l'exercice 1974 ont été approuvés à l'unanimité.

FONCIERE-T.L.A.R.D.

Le chiffre d'affaires hors acceptations est passé de 6371 millions de francs en 1973 à 7023 millions de francs en 1974. Les acceptations de 723 291 749 F à 780 890 906 F. Les sinistres réglés, hors rétrocession, atteignent 428 210 866 F, en augmentation de 23 810 241 F sur l'exercice précédent.

Le solde créditeur du compte de pertes et profits est de 13 millions de francs. Le solde de la réserve pour événements divers est de 2 510 000 F. La réserve pour distribution d'un dividende de 630 F par action, soit une rémunération globale de 12 750 F applicable aux cent mille actions qui ont été émises en 1974, sera payée au Trésor, applicable aux 1 000 000 d'actions qui y ont souscrit.

FONCIERE-VIE

Son chiffre d'affaires, avec un total de 24 242 000 F, a augmenté de 2 510 000 F sur l'exercice 1973. Les sinistres réglés se sont élevés à 12 984 000 F, les capitaux échus à 1 284 000 F et les rachats à 5 871 000 francs.

Les frais et charges passent de 28 622 000 F en 1973 à 35 780 000 F. Le solde créditeur du compte de pertes et profits est de 10 345 761,70 F. Le solde de la réserve pour événements divers est de 2 510 000 F. La réserve pour distribution d'un dividende de 630 F par action, soit une rémunération globale de 12 750 F applicable aux cent mille actions qui ont été émises en 1974, sera payée au Trésor, applicable aux 1 000 000 d'actions qui y ont souscrit.

FONCIERE-CAPITALISATION

Le nombre des bons de capitalisation est de 449 781 représentant un montant total de 487 976 000 F. Le chiffre d'affaires réalisé en 1974 est de 19 977 000 F, les capitaux échus durant l'exercice atteignant 3 448 000 F à la suite de tirages (garantis et non garantis) et 1 744 000 F aux échéances.

Les frais et charges s'élevaient à 19 222 000 F contre 17 740 000 F en 1973. Le solde créditeur du compte de pertes et profits est de 10 345 761,70 F. Le solde de la réserve pour événements divers est de 2 510 000 F. La réserve pour distribution d'un dividende de 630 F par action, soit une rémunération globale de 12 750 F applicable aux cent mille actions qui ont été émises en 1974, sera payée au Trésor, applicable aux 1 000 000 d'actions qui y ont souscrit.

GRUPE FONCIERE COMPAGNIES D'ASSURANCES

L'ensemble a renouvelé le mandat d'administration de M. Guy Taittinger, président, et de M. Louis Delbor et René Bonnevie, administrateurs aux comptes de M. René Bonnevie.

Les dividendes des trois sociétés seront mis en paiement à partir du 31 juillet.

Par ailleurs, les assemblées ont chacune été informées du projet de restructuration du Groupe Foncière tendant à ramener ce dernier à deux sociétés dont l'une couvrirait les risques d'assurances transports, incendie, accidents et risques divers et posséderait la quasi-totalité du capital de la seconde qui pratiquerait l'assurance-vie et la capitalisation.

La première phase de cette opération a été réalisée le 29 décembre 1974 par l'apport à La Foncière complémentaire, filiale de La Foncière-T.L.A.R.D., d'un certain nombre d'immeubles de cette société.

Au cours de la deuxième phase, dont la réalisation sera soumise à l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de La Foncière-T.L.A.R.D. et de La Foncière-Capitalisation, La Foncière-Capitalisation serait absorbée par La Foncière-T.L.A.R.D. qui transférerait à La Foncière complémentaire ses portefeuilles vie et capitalisation et serait à son tour absorbée par La Foncière-T.L.A.R.D., qui, de la sorte, réaliserait alors les actionnaires des trois sociétés Foncières.

GRUPE VICTOIRE ASSURANCES ABEILLE ET PAIX

Le conseil d'administration des Assurances Abeille et Paix a arrêté le bilan et le compte de résultats consolidés du groupe au 31 décembre 1974. Les opérations de consolidation ont porté sur seize sociétés (huit françaises et huit étrangères) des dans cinq pays, les méthodes retenues étant les mêmes que celles qui ont été utilisées pour les états financiers des bilans 1973 et 1974. Partis sont les suivants :

	1973	1974	d'augmentation
Situation nette	4 451	4 339	112
Provisions techniques	3 581	4 170	589
Total de l'actif	4 531	5 208	677

Un prélèvement de 25 millions de francs sur la réserve pour fluctuations de valeur de la société holding pour doter une provision ayant le même objet explique le faible accroissement de la situation nette.

L'actif, l'accroissement de la valeur comptable du portefeuille se partage par tiers entre les immobilisations, les valeurs mobilières et les placements à court terme.

Le compte de résultats consolidés fait apparaître un bénéfice d'exercice de 2 510 000 francs, qui compte tenu des éléments du compte de pertes et profits, et en partie des provisions pour dépréciation des portefeuilles de valeurs mobilières, est ramené à un bénéfice net de 46 956 000 francs.

Cette stabilité du bénéfice résulte d'une baisse des réserves de certaines filiales étrangères (dont l'augmentation l'aiguise) et d'une baisse des réserves de certaines filiales françaises.

Le résultat d'actif net compte de l'opération Assurances Abeille et Paix qui résulte du bilan consolidé de 278 francs en 1973 et de 255 francs en 1974.

ALSACIENNE DE SUPERMARCHES

Le chiffre d'affaires T.T.O. de la société et de ses filiales en juin 1975 s'élève à 51 549 000 F contre 78 millions 688 000 F en juin 1974.

SOCIETE SEQUANAISE DE BANQUE - S.S.B.

De récentes modifications sont intervenues dans la composition du conseil de surveillance et du directeur de la Société Séquanaise de Banque.

A la suite de la démission de M. Jean Chazal, directeur de surveillance et nommé en remplacement M. Jacques-Henri Goussard, qui a, par ailleurs, été déchargé de sa demande de son fonction au sein du conseil.

Par ailleurs, le Crédit Commercial de France a délégué M. Henry de Blanchard, directeur central, en tant que représentant permanent au conseil de surveillance de la Société Séquanaise de Banque. M. Gérard de Labeau, directeur général adjoint, M. Bernard Bardary, directeur des opérations de banque, ont été nommés membres du conseil de surveillance et de la direction.

M. Bernard Bardary, directeur des opérations de banque, a été nommé directeur de la Société Séquanaise de Banque et M. Gérard de Labeau, directeur général adjoint, a été nommé directeur de la Société Séquanaise de Banque.

M. Jean Chazal, directeur de surveillance, a été nommé directeur de la Société Séquanaise de Banque et M. Gérard de Labeau, directeur général adjoint, a été nommé directeur de la Société Séquanaise de Banque.

GEVELOT S.A.

L'assemblée générale ordinaire du 30 juin 1975 a approuvé à l'unanimité les comptes de l'exercice se soldant par un bénéfice de 7 874 432,50 francs.

Elle a décidé la distribution d'un dividende de 8 francs par action, majoré de l'avoir fiscal, payable à un revenu global de 12 francs.

Ce dividende sera payé à partir du 15 septembre 1975 sur la base de 10 actions composant le capital de la société et aux porteurs de la Société Générale et de Crédit Nord et Union parisiennes bancaires.

SCREG Chimique Routière

augmente son capital

Depuis l'apport de la branche « Travaux publics » à la filiale SCREG Routes et Travaux Publics, SCREG est devenue un holding industriel. Désormais, le groupe s'articule autour de six grandes divisions :

- l'activité chimique routière et travaux publics, représentant environ 1,5 milliard de chiffre d'affaires annuel ;
- l'activité chimie civile représentant principalement par la Société Française d'Entretien de Dragnage et Travaux Publics (S.F.E.D.T.P.), dont le chiffre d'affaires s'élève à hauteur de 50 % à l'étranger et d'environ 1 milliard ;
- la branche dérivés-couverture métalliques, entrée par la Société des Métaux de France et d'Asphalte du Centre (S.M.A.C.) et par la filiale de celle-ci, la Française d'Entretien et de Pavements Métalliques (F.E.P.M.). Le chiffre d'affaires annuel de cette branche est également d'environ 1 milliard ;
- la division bâtiment, assurée par Albaric et les opérations de promotion immobilière gérées par les Sociétés Promotion et Progression ;
- les travaux souterrains, notamment pour l'installation du R.E.R. Paris-Orly, sont assurés par l'Entreprise d'Entreprises Duronny et Chappelle (E.E.C.) ;
- l'activité d'ingénierie est assurée par EGCE.

Une activité bien équilibrée et diversifiée. Le Groupe SCREG emploie 30 000 personnes dont 1 500 ingénieurs et cadres.

But de l'émission. Pour répondre à la croissance prévisible de la demande au cours des prochaines années, le Groupe poursuit son programme d'investissement et d'extension de ses capacités de production et d'approvisionnement du matériel, la recherche technique et l'innovation à l'étranger.

Il est prévu d'émettre, en 1975, F 100 millions en immobilisations nouvelles, F 30 millions étant consacrés à la mise au point de nouveaux produits. Ce programme sera financé à hauteur de 50 % en autofinancement, 10 % par augmentation de capital, 20 % par recours à l'emprunt.

La présente opération qui rapportera à SCREG un montant brut de F 41,7 millions, contribuera à assurer le couverture des investissements à poursuivre l'expansion des marchés précédents.

La division de l'exercice 1974 qui, avec l'apport de la filiale à F 6,75, assure sa contribution de la Société un rendement supérieur à 8 %.

Marge brute d'autofinancement consolidée (en millions de francs)

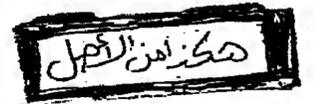
Année	1972	1973	1974
Chiffre d'affaires consolidé hors taxes	114,30	142,30	154,30
Chiffre d'affaires consolidé hors taxes	80,70	94,30	107,30

Chiffre d'affaires consolidé hors taxes

Année	1972	1973	1974
Chiffre d'affaires consolidé hors taxes	114,30	142,30	154,30
Chiffre d'affaires consolidé hors taxes	80,70	94,30	107,30

Chiffre d'affaires consolidé hors taxes

CHARACTERISTIQUES DE L'OPERATION
Augmentation de capital de F 60 000 000 à F 60 500 000
Prix d'émission : F 100
Droit de souscription :
- une action nouvelle pour trois anciennes.
Date de souscription :
du 24 juin au 25 juillet 1975 inclus.
Journées des actions nouvelles : 1^{er} janvier 1976.



LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS 7 JUILLET

Marché calme, sis bien orienté

La persistance d'un assez court d'échanges, la P. et P. est restée bien...

La baisse de la dette, la baisse de la dette, la baisse de la dette...

LONDRES

Dans l'attente d'une réponse du syndicat des mineurs au plan gouvernemental anti-inflationniste...

Table with columns: VALEURS, Cours précéd., Dernier cours

INDICES QUOTIDIENS (BASE 100 = 31 déc. 1974)

Table with columns: VALEURS, Cours précéd., Dernier cours

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

P.U.K. - PUKCO, filiale américaine du groupe Pukco...

NEW YORK

Après trois jours de chômage, Wall Street a retrouvé ses portes...

Table with columns: VALEURS, Cours précéd., Dernier cours

INDICES QUOTIDIENS

Table with columns: VALEURS, Cours précéd., Dernier cours

Main financial table with columns: VALEURS, Cours précéd., Dernier cours

URSE DE PARIS - 7 JUILLET - COMPTANT

Table with columns: URS, % de variation, VALEURS, Cours précéd., Dernier cours

MARCHÉ A TERME

Table with columns: VALEURS, Précéd. clôture, Premier cours, Dernier cours, Comp. premier cours

Les cours de clôture de détail qui sont en caractères gras...

COTE DES CHANGES

Table with columns: MARCHE OFFICIEL, COURS, COURS de gré à gré

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

Table with columns: Or fin (200 on barre), Or fin (200 on lingot)

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

- 2. DIPLOMATIE** — Les rapports germano-iraniens ont perdu leur caractère « particulier ».
- La visite de premier ministre tunisien en France.
- 3. EUROPE** — PORTUGAL : libres opinions : « Lejeune », par Pierre Bourgeois.
- 4. ASIE** — THAÏLANDE : l'extrême droite relève la tête.
- 5. Océan Indien** — COMORES : M. Abdallah est élu chef de l'Etat.
- 6. POLITIQUE** — Le parti communiste, le programme commun et le mouvement des masses.
- 7. JUSTICE** — « Carlos » demeure introuvable.
- 8. EDUCATION**

LE MONDE DES SCIENCES ET DES TECHNIQUES
Page 9 et 10

- La construction à Moscou de la plus grande machine pour l'étude de la fusion thermonucléaire.
- Point de vue : Le bon, le mauvais et la responsabilité du savoir, par Roger Godement.
- Des pompes solaires à tout faire.
- Portrait : M. Henri Cartan et l'école mathématique française.
- ACTUALITE MEDICALE :** — Les services d'urgence : Où s'adresser dans la région parisienne.

- 11. SPORTS** — CYCLISME : la Tour de France.
- 12-13. ARTS ET SPECTACLES** — FESTIVALS : Hamlet à Carcassonne ; Boulez à Meisley.
- 14. FEUILLETON** — La Beau Solignac, de Jules Claretie.
- 14. DEFENSE**
- 20. EQUIPEMENT ET REGIONS** — TRANSPORTS : la crise des transports pétroliers, le cas du Norvège.
- 21. LES REGIONS** — La préservation des quartiers anciens : l'exemple d'Orléans.
- 22. PRESSE** — LIBRES OPINIONS : « Parisien, libéré » ; il faut réorganiser, par Jacques Fiat.
- 23-24. LA VIE ECONOMIQUE ET SOCIALE** — BILLET : la gaffe d'un homme possible qui élève des chiens.

LIRE EGALEMENT
RADIO-TELEVISION (13)
Annuaire classés (15 à 20) : Aujourd'hui (22) ; Carrot (24) ; « Journal officiel » (25) ; Météorologie (26) ; Mots croisés (27) ; Finances (28).

Louez une voiture et le Super Service Europcar : 645.21.25.

NOTRE Télex
A VOTRE DISPOSITION POUR VOS COMMUNICATIONS
Vous avez téléphone, vos messages. Non les messages. Vos correspondants vous répondent par télex. Vos correspondants vous répondent par télex. Vos correspondants vous répondent par télex. Vos correspondants vous répondent par télex.

COURS AZ
Méthode Audio-visuelle
186, rue Saint-Honoré, Paris (1^{er})
Tél. : 505-94-44/52-53
Métro : Palais-Royal

LANGUES de 15 à 150 h.
Anglais - Italien
Allemand - Espagnol
Français

De 8 h. à 20 h., toute l'année, sauf samedi

A B C E F G H

EN DÉPIT DE LA « CONCURRENCE » SOVIÉTIQUE

Pékin espère resserrer ses liens avec Bagdad

De notre correspondant

Pékin. — Selon toute apparence, Chinois et Iraniens étaient convenus de donner un objectif limité à la visite à Pékin du vice-président de la République d'Irak, M. Moheddine Marouf. Celui-ci a pourtant eu droit à rencontrer non seulement M. Chou En-lai, mais aussi le président Mao Tse-toung. Evoquant ces réceptions dimanche 6 juillet, lors du banquet qu'il offrait en l'honneur de M. Marouf, le vice-premier ministre chinois, M. Tang Hsiao-ting, a assuré que la visite du vice-président irakien était « tout à fait réussie ».

Il y avait et il demeure encore, selon toute évidence, une grande divergence entre les deux pays au sujet de l'attitude à adopter envers l'Union soviétique. Les liens étroits noués par Pékin avec l'U.R.S.S. expliquent le niveau relativement modeste des relations sino-iraniennes.

Il est possible et il est même vraisemblable que les deux parties aient décidé d'améliorer un peu leurs rapports. La Chine a non de la solidité du tiers monde et en fonction de l'importance croissante du gulfisme. Pékin pour acquiescer un peu d'absence et élargir sa marge de manœuvre face aux Soviétiques.

La Chine est pratiquement dépourvue de moyens d'action dans le Golfe. Elle dispose d'un seul atout : son prestige de nation dynamique du tiers-monde, sur lequel elle se fonde pour faire prévaloir ses conceptions stratégiques et sa politique dans la région.

En Grande-Bretagne

M. WILSON S'OPPOSE A DES MINEURS QUI RECLAMENT UNE AUGMENTATION DE SALAIRES DE 60 %

(De notre correspondant.)

Londres. — Une bataille qui pourrait être décisive pour l'avenir du gouvernement travailliste se déroule à Scarborough où se tient la conférence nationale des mineurs de Grande-Bretagne. Celle-ci doit se prononcer ce mardi 8 juillet sur une résolution « extrémiste » demandant que le salaire des mineurs soit porté à 100 livres par semaine. L'augmentation serait ainsi de l'ordre de 60 % alors que dans sa lettre contre l'inflation, le cabinet se déclare résolu à ne plus tolérer des hausses de salaires qui dépasseraient 10 %.

Cette décision évoque celle de février 1973, lorsque le gouvernement Heath convoqua les électeurs après s'être vainement opposés aux revendications des mineurs. M. Wilson s'est rendu à Scarborough, où il a lancé lundi, à la conférence, un appel à la fois apaisé et passionné.

Le premier ministre a dit que le moment était venu pour les mineurs de se montrer « loyaux » non seulement envers le gouvernement travailliste mais à l'égard de la nation tout entière. Soutenant que l'inflation est la cause la plus directe du chômage, il réaffirmé qu'il ne serait pas question pour le gouvernement de financer les demandes « salariales » présentées par l'alle milliardaire du Syndicat des mineurs.

Selon lui, l'avenir du gouvernement travailliste en Grande-Bretagne est actuellement en jeu. Avant M. Wilson, le président du syndicat, M. Coleman, avait lui aussi dénoncé comme une véritable « folie » la demande des mineurs du Yorkshire, qui maintiennent leur revendication de 100 livres par semaine.

Accueilli à l'entrée de la salle par quelques cris de « traître », le Premier ministre a dit que le chiffre de 10 % (allusion au 10 Downing Street), le premier ministre a fait un discours beaucoup plus chargé d'émotion que de contenu. « Ce que le gouvernement demande pour l'année à venir, s'est-il écrit, ce que le gouvernement demande, c'est le droit de devoir demander, ce n'est pas une année pour soi-même, mais une année pour la Grande-Bretagne. » Cette intervention n'a été saluée que par des applaudissements polis, et l'issue du vote de la conférence demeure très incertaine.

En Italie

UN MILLION DE SALARIÉS EN GRÈVE LE 9 JUILLET

(De notre correspondant.)

Rome. — L'Italie devrait être paralysée toute la matinée, mercredi 9 juillet, par une grève générale des transports : tramways, autobus, avions, trains et bateaux sont touchés par cet arrêt de travail.

Un million de travailleurs vont protester, d'une part contre l'augmentation récente des tarifs (plus 10 % dans les chemins de fer, plus 15 % sur les autoroutes publiques) et, d'autre part, contre les lenteurs de la politique gouvernementale en matière de transports. Les milliers de litres promis pour développer et moderniser le rail, les ports et les aéroports n'arrivent et l'on attend toujours les trente mille autobus dont la construction est annoncée depuis des années.

Cette grève se constitue comme partie de l'action syndicale qui vise à sortir le pays de la crise actuelle. Les ouvriers du livre cessent le travail pendant seize heures, mercredi et jeudi. Les employés des hôtels et des restaurants suspendront une nouvelle fois leur activité le 15 juillet.

Ce mouvement revendicatif est fortement critiqué dans les milieux industriels et gouvernementaux, où l'on note deux chiffres préoccupants : 102,8 millions de tonnes de marchandises en transit et mai dernier (contre 45 millions pendant la période correspondante de 1974) et, en mai, une baisse de la production industrielle de 18,7 % — un record — par rapport au même mois de l'année précédente. — R.S.

NOUVELLES BRÈVES

- Le Soviet suprême de l'U.R.S.S. réunit mardi matin 8 juillet au Kremlin en session régulière pour examiner un projet de loi prévoyant une protection accrue du sous-sol et des mesures pour améliorer l'exploitation des ressources minières. — (A.F.P.)
- Le Brésil a dévalué, le 7 juillet, le cruzeiro de 0,75 %, pour la septième fois depuis le début de 1975. Le dollar américain passe à 503 cruzeiros à la vente et à 313 à l'achat. La précédente dévaluation de 12 % était entrée en vigueur le 26 juin, et en sept fois la monnaie brésilienne a été dévaluée de 9,2 %. — (A.F.P.)
- Une manifestation anti-française à Hendaye. Un millier de manifestants répondent à l'appel du comité « Bayonne Pays basque contre la répression franquiste » ont participé, samedi 8 juillet à Hendaye (Pyrénées-Atlantiques) à une marche de protestation en direction de la frontière espagnole pour demander la « libération des prisonniers politiques détenus en Espagne ».

(PUBLICITE)
NE GLISSEZ PLUS SUR SURFACES GRASSES OU LISSES. EVITEZ LES ACCIDENTS

Dans le rapport annuel sur la sidérurgie

M. Jacques Ferry demande une relance de la consommation

Le crise que depuis bientôt dix mois traverse la sidérurgie française et toutes les sidérurgies occidentales est de loin la plus grave depuis les années 30, a déclaré M. Jacques Ferry, président de la chambre syndicale de la sidérurgie, en présentant son rapport annuel, et l'exercice 1975 annonce comme devant être le plus mauvais de l'après-guerre.

La production métallurgique d'acier, en baisse de 20 % sur celle de 1974, retombera au niveau de la moyenne de 1968-1969, et les réserves, dans la meilleure hypothèse, ne laisseront qu'exceptionnellement une faible marge positive après couverture des charges financières et avant amortissements. Il en résulte pour 1975, et peut-être pour 1976, un sérieux freinage des investissements, qui se limiteront aux opérations de maintenance et à la poursuite des programmes déjà engagés.

Dans l'immédiat, et à l'automne une reprise substantielle n'est pas envisagée. La reprise des commandes collectives commencera à planer, les entreprises ayant épuisé tous les expédients susceptibles de les éviter. Comme les prévisions des principaux clients de la sidérurgie (automobile, bâtiment, électro-ménager) ne sont pas favorables, on ne voit guère pourquoi cette reprise aurait lieu, à moins qu'un retournement psychologique ne se produise.

Selon M. Ferry, seule une relance sélective de la consommation, particulièrement dans le domaine des biens de consommation durables, serait capable de provoquer un tel retournement. Les mesures prises précédemment ne lui paraissent guère convaincantes. La crise actuelle, a ajouté M. Ferry, en admettant qu'elle soit désormais proche de son terme, ne se reproduira pas deux fois sans menacer tout ensemble l'existence même des entreprises et l'unité de leur marché ; même le Marché commun n'y survivrait pas. Et de proposer l'idée d'une discipline internationale de la production et des échanges d'acier, dans le cadre du GATT pour certaines matières premières de base.

Souhaitons que cette proposition résiste à un retour éventuel de la prospérité, en rappelant qu'il y a un an la conjoncture apparaissait encore très brillante jusqu'à l'été 1975 et que les prévisions observées à l'époque peuvent s'apparenter dans deux ans.

DES MESURES EN FAVEUR DES TRAVAUX PUBLICS

Le premier ministre devrait recevoir, ce mardi 8 juillet, en fin d'après-midi, M. Philippe Clément, président de la Fédération nationale des travaux publics (F.N.T.P.).

Les recettes budgétaires seront définitivement arrêtées à la fin du mois d'août

La définition des recettes budgétaires pour 1976, notamment des ressources fiscales, interviendra sans doute cette année, plus tôt que prévu, à la fin du mois d'août au lieu du début de septembre. C'est à ce moment que le gouvernement aura à sa disposition les derniers comptes économiques préparés durant la première quinzaine d'août, qui lui permettront de se faire une idée plus précise de l'évolution de la conjoncture en 1976 et donc de fixer le montant des recettes qui devront, selon la règle de l'équilibre budgétaire, correspondre strictement aux dépenses. Aucune opération fiscale importante n'est, en l'état actuel des choses, envisagée (le ministre de l'Économie et des Finances devrait se contenter de fixer, avant la rentrée, le relèvement habituel depuis 1970, des tranches du barème d'imposition

Mme CLAUDE EST FATIGUÉE

Mme Claude — de son vrai nom Fernande Grudet — a voulu garder son mystère. Dirigée directrice d'un réseau d'éditeurs très parlant, elle s'est vu vulgairement poursuivre le 7 juillet devant la dix-septième chambre correctionnelle de Paris pour « proxénétisme ».

Un bien vilain mot pour une dame si « distinguée » qui continue le même genre de « succès » d'ailleurs de quelques ministres de la V^e République et du Tour de France. Une étrange poursuite pour un commerce qui fut florissant de 1968 à 1975 alors que nul — y compris la police — n'en ignorait l'existence.

Tant de bruit autour d'elle et elle ne se dérange pas de rester au lit. « Je veux le voir », s'est écrit le substitut, M. Raymond Galber d'Azou. A la demande du défenseur de Mme Claude — un avocat du cabinet Lamarchand — décision fut prise de renvoyer l'audience au 20 octobre. Pour une heure — puisqu'il n'y aura pas de deux mille cent soboles et une convention dressée pour proxénétisme à l'encontre de Mme Claude, comme il le dit le président, M. Jacques Fémion, « des tonnes, il y en aura trop ». Domage ! — B.D.

Le 14 juillet

UNE « MARSEILLAISE » PERCUTANTE

Tambours, grosses caisses et cymbales vont à nouveau accompagner l'insurrection de la « marseillaise ». Ainsi en a-t-il été décidé pour la procession du 14 juillet, à la demande de M. Valéry Giscard d'Estaing, qui a reçu lundi le lieutenant-colonel Roger Boutry, chef de la musique de la garde républicaine.

Voilà juste un an, le président de la République avait souhaité, pour accompagner le défilé traditionnel, une « marseillaise » venue et corrigée, à maiestruose et lente, à plus « noble » que « martiale » — ce qui n'avait pas manqué de susciter de nombreux commentaires et quelques critiques.

Ces modifications décidées cette année ne constituent pas un retour en arrière : la « marseillaise » 1975 restera l'œuvre importante souhaitée par le président de la République. Mais, pour plus de clarté musicale en plein air, les percussions viendront souligner certains effets dramatiques : un juste milieu, en quelques mots.

Reste à savoir qui est le véritable auteur de notre hymne national. Bernard Gavoty venant de réviser cette salma sur TF1, dimanche 13 juillet, à 22 h. 40.

MANIFESTATIONS DE RAPATRIÉS A PROPOS DES PRÊTS DE REINSTALLATION

Une centaine de manifestants membres de divers organismes de rapatriés ont occupé ce mardi matin 8 juillet, vers 11 heures, une partie des bâtiments de l'annexe de la Cour des comptes, sur Saint-Honoré, et ont interrompu la première réunion de la Commission nationale d'aménagement des prêts de réinstallation, présidée par M. Coustaut, conseiller à la Cour des comptes. Apparaissant, les représentants des rapatriés ont participé à cette manifestation, ayant décidé de quitter la salle, sous prétexte que la manifestation, qui appartenait notamment à l'UNSDIFF (Union syndicale de défense des intérêts des Français rapatriés d'Algérie du Nord), à l'UCD (Union des comités de défense des agriculteurs rapatriés) et à l'F.N.R. (Front national des rapatriés), ont demandé aux représentants de l'administration de démissionner de cette commission. Soulignant les promesses faites par le président de la République à l'occasion de son récent voyage en Algérie, les manifestants ont voulu s'opposer au remboursement des prêts de réinstallation — qui ont repris à leur retour d'Algérie — sans qu'une véritable loi de démission n'ait pas été proposée par le gouvernement. Remboursement de ces prêts faits depuis plusieurs années l'objet d'un moratoire.

Le numéro du « Monde » daté 8 juillet 1975 a été tiré 537 792 exemplaires.

EDEP
Ecole de Direction
d'Entreprise de Paris

Établissement privé
d'Enseignement Supérieur.
Préparation simultanée sur 3 ans
des concours d'Etat suivants :

- 3 PREMIÈRES ANNÉES DE LA MAÎTRISE DE GESTION.
- D.E.C.S.
- B.T.S.

— Distribution et gestion commerciale.

— Comptabilité et gestion d'entreprise.

130, rue de Clignancourt
75018-PARIS - M^o Simplon
TÉL. : 531-21-22 +

LATREILLE
PRÉPARE EN 1975 DES CHEMISES HOMMES, DAMES, JEUNES

soldes d'été
QUALITÉS IRREPROCHABLES
PRIX EXCEPTIONNELS

62, R. St-ANDRÉ-des-ARTS - 6^e
PARIS - TÉL. 57 22 22

du 4 au 19
Juillet

SOLDES d'été

NICOLL
la tradition anglaise
du vêtement

29 RUE TRONCHET
PARIS 8^e

هنا من النجوم